

# Rapport Genre & climat





# REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à tous les membres de la Coalition Genre et Justice Climatique pour leur engagement constant et leur accompagnement tout au long de l'élaboration de ce rapport. Nos sincères remerciements vont également aux organisations de la société civile (OSC), aux ministères et institutions publiques, ainsi qu'aux chercheurs et chercheuses dont les contributions, analyses et recommandations ont enrichi ce travail. Nous remercions chaleureusement les partenaires techniques et financiers pour leur appui précieux, leur confiance et leur collaboration. Enfin, nous souhaitons saluer l'engagement de toutes les personnes, collectifs et communautés qui, à travers leurs actions et leur dévouement, œuvrent chaque jour pour la promotion de l'égalité de genre et la justice climatique à Madagascar.



© – 2025 – People Power Inclusion Océan Indien. Tous droits réservés. Licence accordée au consortium PPI OI – GREEN – AIKA sous conditions.



Financé par  
l'Union européenne

**Cette publication a été financée par l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de la coalition genre et justice climatique ainsi que du consortium PPI OI, AIKA, GREEN et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'Union européenne**



Madagascar figure parmi les pays les plus exposés aux effets du changement climatique, dans un contexte marqué par des inégalités structurelles de genre. Les chocs climatiques récurrents – sécheresses, cyclones, inondations, insécurité alimentaire – affectent de manière différenciée les femmes, les hommes, les filles et les garçons, en renforçant les vulnérabilités existantes mais aussi en révélant des capacités d’adaptation encore insuffisamment reconnues et soutenues.

Ce Rapport Genre & Climat vise à analyser ces dynamiques, à cartographier les acteurs et initiatives, et à formuler des recommandations stratégiques pour une action climatique plus inclusive, équitable et efficace.

## **Etat des lieux et cadres normatifs:**

Ce rapport Genre & Climat analyse l’état des lieux, identifie les lacunes des politiques existantes (CDN2, PNA, PANLCC, PNLCCR, PNEAH, Pacte énergétique, etc.) et démontre que l’intégration du genre y reste encore largement déclarative, non budgétisée, et sans indicateurs mesurables. Il met également en lumière un écosystème d’acteurs dynamique : OSC, mouvements féministes et jeunes, ministères, secteur privé, médias, recherche; mais encore fragmenté et insuffisamment coordonné.

- Les politiques nationales reconnaissent le genre, mais sans mécanismes opérationnels (budgets, indicateurs, gouvernance).
- L’absence de données sexo-désagrégées et territorialisées limite le ciblage et la priorisation.
- Les initiatives locales existent – agriculture durable, WASH, énergie propre, santé, économie bleue, mais peinent à être mises à l’échelle.
- Les VBG et la SSR restent des angles morts majeurs des politiques climatiques existantes.
- La participation des femmes et des jeunes dans la gouvernance climatique demeure marginale.

## **Cartographie des acteurs et initiatives:**

La cartographie révèle un écosystème riche et diversifié d’acteurs impliqués sur les enjeux genre et climat : ministères sectoriels, collectivités territoriales, partenaires de l’Etat malagasy, organisations de la société civile, mouvements de jeunes, organisations de femmes, secteur privé, monde académique et médias. De nombreuses initiatives innovantes existent, notamment au niveau local, mais elles demeurent souvent fragmentées, peu capitalisées et insuffisamment mises à l’échelle. La coordination intersectorielle et inter-acteurs apparaît comme un levier clé encore sous-exploité.



## Analyses thématiques:

Les analyses thématiques mettent en lumière les interactions complexes entre genre et climat dans des secteurs stratégiques tels que l'économie bleue, l'agriculture durable, la gestion des déchets, l'accès à l'énergie, la finance inclusive et l'assurance climatique, la SDSR, le WASH, les migrations et mobilités climatiques, le secteur minier, ainsi que les enjeux de VBG, de paix, sécurité et conflits. Le rapport souligne également le rôle des cultures et savoirs traditionnels, de la recherche, du secteur privé et des médias dans la transformation des normes sociales et des réponses climatiques.

Chacun de ces secteurs fait l'objet de recommandations détaillées dans le rapport, et le présent résumé en synthétise les principales priorités.

## Principales recommandations:

### • Economie bleue

#### Recommandations principales

- Reconnaître et renforcer le rôle des femmes dans l'économie bleue
- Sécuriser les moyens de subsistance face aux chocs climatiques
- Améliorer l'accès des femmes aux financements, aux marchés et aux technologies
- Valoriser les savoirs traditionnels et le leadership communautaire
- Intégrer le genre dans les politiques publiques et la gouvernance de l'économie bleue

### • Gestion des déchets

#### Recommandations principales

- Etablir une reconnaissance juridique des travailleuses informelles dans le secteur de la gestion des déchets
- Réduire les risques sanitaires, climatiques et VBG dans la filière
- Promouvoir l'autonomisation économique des femmes et des jeunes
- Intégrer le genre dans les politiques publiques et les financements liés au secteur de la gestion des déchets
- Renforcer l'éducation, la sensibilisation et le changement de normes sociales

### • Inclusion financière

#### Recommandations principales

- Intégrer explicitement inclusion financière et assurance climatique dans la Stratégie GRC/RRC, les CDN et les politiques de résilience.
- Institutionnaliser le suivi désagrégé par sexe, âge et handicap dans tous les dispositifs de financement climatique et d'assurance.
- Subventionner les primes d'assurance pour les petits producteurs et les femmes, en particulier via les décaissements ARC/ADRFi.
- Reconnaître juridiquement les groupes d'épargne (VSLA/GEC) comme acteurs financiers communautaires afin de leur permettre de souscrire des polices collectives, de mutualiser des primes et d'accéder aux filets sociaux.

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF



## • Assurance climatique

### Recommandations principales

- Intégrer explicitement l'inclusion financière et l'assurance climatique dans la stratégie GRC/RRC, et la CDN
- Conditionner les financements climatiques à des plans d'action genre concret dotés de financements spécifiques
- Développer des projets pilotes combinant épargne, assurance indicielle et formation à l'adaptation climatique
- Reconnaître juridiquement les groupes d'épargne comme acteurs financiers communautaires afin de leur permettre de souscrire à des polices collectives, de mutualiser des primes et d'accéder aux filets sociaux

## • Droits humains

### Recommandations principales

- Ancrer l'action climatique dans une approche fondée sur les droits humains
- Prioriser les groupes les plus affectés et marginalisés
- Prévenir les violations des droits humains liées aux réponses climatiques
- Intégrer la prévention des VBG et la protection des droits des femmes
- Reconnaître officiellement les femmes cheffes de ménage, les ménages pauvres, les enfants et les personnes handicapées comme groupes prioritaires dans les plans d'adaptation et de réponse aux catastrophes

## • Culture, savoirs des femmes et résilience climatique

### Recommandations principales

- Fixer des objectifs chiffrés de représentation féminine et documenter la présence des femmes dans les organes de gouvernance des ressources
- Renforcer les programmes ou réseaux de femmes forestières montrant leur capacité à transformer la gouvernance locale de manière plus inclusive
- Reconnaître les femmes rurales comme expertes du climat dans leurs territoires
- Associer leurs organisations aux diagnostics, à la co-construction des plans locaux d'adaptation et aux instances de suivi
- Soutenir financièrement et techniquement les initiatives partant de leurs pratiques positives au lieu d'imposer uniquement des solutions externes
- Documenter l'apport de ces savoirs féminins et l'évolution de leurs droits et de leur participation à la gouvernance locale

## • Santé Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR)

### Recommandations principales

- Intégrer la SDRS dans les politiques climatiques nationales et régionales
- Garantir la continuité des services SDRS dans les zones climatiques exposées
- Protéger les adolescentes surtout en période de déplacement et d'insécurité alimentaire
- Inclure les femmes dans les comités locaux de gestion des risques
- Développer une collecte de données intersectionnelle
- Financer la SDRS comme pilier de l'adaptation



## • Eau Assainissement Hygiène (WASH)

### Recommandations principales

- Intégrer pleinement le nexus EAU – Climat dans les stratégies régionales de développement, d'adaptation et de résilience
- Renforcer le Gender Cluster et le Wash Cluster pour une coordination systématique
- Considérer l'eau comme un levier structurant et non comme un simple service social
- Intégrer systématiquement l'égalité de genre dans les stratégies nationales et régionales
- Valoriser et documenter les femmes leaders dans le WASH
- Impliquer les associations de femmes dans les comités de gestion de l'eau
- Exiger que tous les plans WASH comportent des indicateurs désagrégés par sexe, âge, handicap

## • Energie

### Recommandations principales

- Inscrire explicitement le genre dans la politique énergétique
- Aligner les politiques énergie/climat/genre
- Faire de la cuisson propre une priorité nationale « genre et climat »
- Intégrer des campagnes de communication ciblées femmes/hommes
- Généraliser les modèles « solar mamas / solar women engineers »
- Lier les projets solaires à des opportunités économiques pour les femmes
- Structurer et renforcer les réseaux d'acteurs énergie propre et genre
- Lier les projets énergie aux organisations féministes / de base
- Mettre en place une collecte systématique de données sexospécifiques
- Intégrer un module Genre et Energie dans les études nationales

## • Agriculture durable et sécurité alimentaire

### Recommandations principales

- Renforcer la sécurisation foncière des femmes
- Soutenir le leadership féminin dans les comités locaux et la gouvernance climatique
- Développer les mécanismes financiers sensibles au genre
- Valoriser les chaînes de valeur inclusives



## • Secteur minier

### Recommandations principales

Pour le gouvernement

- Adopter une politique nationale genre pour se conformer aux normes internationales
- Exiger des investissements privés et publics des études d'impacts sociaux, incluant des études d'impact sur le genre
- Sanctionner les titulaires de permis miniers portant atteinte aux droits humains
- Etc.

Pour les OSC:

- Appuyer les organisations de personnes vulnérables et de femmes en matière de plaidoyer relatif au respect de leurs droits
- Contribuer à la surveillance de la mise en œuvre et du respect des engagements contractuels de toutes les parties prenantes en matière d'extraction minière
- Protéger les intérêts des femmes et personnes vulnérables au niveau des communautés impactées
- Etc.

## • Migration et mobilité

### Recommandations principales

- Etablir un cadre juridique clair en y intégrant une dimension genre
- Protéger les personnes déplacées internes
- Intégrer les vulnérabilités spécifiques des femmes dans les mécanismes de réponse
- Garantir la participation et la voix des personnes concernées
- Prévenir les VBG, l'exploitation et la traite

## • Violences Basées sur le Genre (VBG)

### Recommandations principales

- Reconnaître le lien structurel entre changement climatique et VBG
- Intégrer la prévention et la réponse aux VBG dans les politiques et programmes climatiques
- Intégrer un module VBG obligatoire dans tous les plans de contingence
- Garantir l'accès à une justice fiable et à la redevabilité
- Transformer les normes sociales et impliquer les hommes et les garçons
- Renforcer les données, la coordination et le plaidoyer
- Conditionner les financements climat/GRC à l'existence d'un plan VBG spécifique aux contextes de crise climatique
- Concevoir des infrastructures résilientes sûres pour les femmes et les filles
- Soutenir les réseaux de femmes comme actrices de prévention de réponse VBG dans les contextes climatiques



## • Recherche

### Recommandations principales

- Créer un pôle national de recherche genre et climat
- Financer une base de données nationale croisant climat, genre, VBG, SDSR et les OSC
- Promouvoir la recherche-action avec les communautés, collectivités et OSC
- Prioriser les jeunes chercheurs
- Exiger dans les projets climat un volet capitalisation et analyse genrée financée

## • Secteur privé

### Recommandations principales

- Appuyer les entreprises sur la thématique genre et climat
- Intégrer des critères genre/climat dans les financements privés et fonds verts
- Renforcer les femmes entrepreneures dans l'économie verte
- Exiger des projets climat une stratégie secteur privé incluant explicitement les femmes
- Encourager les chambres de commerce à produire un plaidoyer genre/climat sectoriel

## • Médias

### Recommandations principales

- Soutenir des rubriques régulières sur le genre et le climat
- Financer un programme national pour journalistes
- Créer un réseau de journalistes genre/climat interrégional
- Promouvoir des narratifs dépassant la « victimisation » et traitant des causes structurelles
- Garantir la présence des femmes expertes et jeunes dans les médias climat

## • Paix, sécurité et conflits

### Recommandations principales

- Favoriser l'accès à la terre pour les femmes
- Reconnaître le changement climatique comme multiplicateur de risques de conflits et intégrer une analyse genre et conflit dans les politiques climatiques
- Prévenir les conflits liés à l'accès à la gouvernance des ressources naturelles
- Renforcer le rôle des femmes dans la paix et la sécurité climatique
- Produire des données, soutenir l'alerte précoce et le plaidoyer



## **Outils, innovations et renforcement des capacités:**

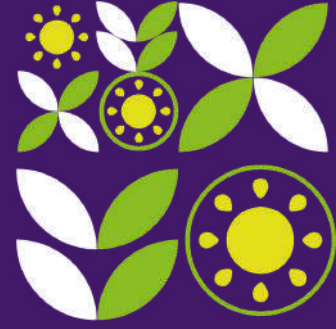
Le rapport recense une variété d'outils, d'innovations et de formations disponibles à Madagascar et au niveau international pour intégrer le genre dans l'action climatique. Malgré cette disponibilité, leur appropriation reste limitée par des contraintes de capacités techniques, de ressources financières et de diffusion de l'information. Le renforcement des capacités des institutions, des collectivités, des OSC et des communautés apparaît comme une priorité transversale.

## **Recommandations stratégiques et perspectives:**

En conclusion, le rapport propose des recommandations stratégiques structurées autour de cinq axes majeurs :

- Renforcer l'intégration systématique du genre dans les politiques, financements et programmes climatiques ;
- Soutenir le leadership des femmes et des jeunes dans la gouvernance climatique et les solutions locales ;
- Améliorer la coordination, la production de données désagrégées et le suivi-évaluation sensible au genre ;
- Accélérer la mise à l'échelle des innovations inclusives et des solutions fondées sur les savoirs locaux ;
- Promouvoir une approche fondée sur les droits humains, la prévention des VBG et la cohésion sociale dans les réponses climatiques.

**Ce rapport constitue ainsi un outil d'aide à la décision et au plaidoyer pour faire du genre un pilier central de l'action climatique à Madagascar, en vue d'un développement résilient, inclusif et durable.**



# Table des Matières

<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>12</b>
<b>ETAT DES LIEUX: GENRE ET CLIMAT À MADAGASCAR</b>	<b>23</b>
<b>CARTOGRAPHIE DES ACTEURS ET INITIATIVES</b>	<b>60</b>
MINISTÈRES	61
INSTITUTIONS PUBLIQUES	73
PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS	75
AUTRES	78
LA SOCIÉTÉ CIVILE	97
FOCUS SUR LES JEUNES	107
ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES	111
PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	116
PERSONNES LGBTQIA+	122
LE PEUPLE MIKEA	124
<b>ANALYSE THÉMATIQUE PRIORITAIRE: OPPORTUNITÉ, LIMITES ET DÉFIS</b>	<b>127</b>
ECONOMIE BLEUE	128
GESTION DES DÉCHETS	131
INCLUSION FINANCIÈRE ASSURANCE AGRICOLE	134
DROITS HUMAINS	139
CULTURES ET SAVOIRS TRADITIONNELS	144
SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS	148
WASH	152
ACCÈS À L'ÉNERGIE	155
AGRICULTURE DURABLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	161
SECTEUR MINIER	166
MIGRATIONS ET MOBILITÉS	168
VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE	172
PAIX SÉCURITÉ ET CONFLITS	176
RECHERCHE	181
SECTEUR PRIVÉ	182
MÉDIAS	183
<b>OUTILS ET INNOVATIONS</b>	<b>185</b>
<b>RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES STRATÉGIQUES</b>	<b>193</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>202</b>

# LISTE DES ABRÉVIATIONS

<b>AGR</b>	Activité Génératrice de Revenu
<b>BNCCREDD+</b>	Bureau National des Changements Climatiques, du Carbone et de la Réduction des Emissions Dues à la Déforestation et Dégradation des Forêts
<b>BNGRC</b>	Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes
<b>CNUCC</b>	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
<b>CDN</b>	Contribution Déterminée au niveau National
<b>COI</b>	Commission de l'océan Indien
<b>DUEM</b>	Délégation de l'Union européenne à Madagascar
<b>GCF</b>	Green Climate Fund
<b>GEC</b>	Groupe d'Épargne Communautaire
<b>GT CC</b>	Groupe Thématique Changement Climatique
<b>HI</b>	Humanité & Inclusion
<b>MEAH</b>	Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
<b>MEDD</b>	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
<b>MINAE</b>	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
<b>MPPSPF</b>	Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
<b>ODD</b>	Objectif de Développement Durable
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PBF</b>	Peace Building Fund
<b>PMATG</b>	Programme Multisectoriel d'Assistance Technique dans le domaine du Genre
<b>PNA</b>	Plan National d'Adaptation
<b>PNCC</b>	Politique Nationale d'Adaptation au Changement Climatique
<b>PNEAH</b>	Politique Nationale de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
<b>PNIED</b>	Plan National d'Investissement de l'Economie Bleue
<b>PNLCC</b>	Politique Nationale de Lutte contre le Changement Climatique
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PPI</b>	People Power Inclusion
<b>PSH</b>	Personne en Situation de Handicap
<b>PTF</b>	Partenaire Technique et Financier
<b>REJIC</b>	Renforcement des Compétences pour la Justice Climatique et le Genre
<b>SNEB</b>	Stratégie Nationale de l'Economie Bleue
<b>VBG</b>	Violences Basées sur le Genre



© 2025 — People Power Inclusion Océan Indien. Tous droits réservés. Licence accordée au consortium PPI OI - GREEN - AIKA sous conditions

# INTRODUCTION



### Inégalité de genre à Madagascar et impact sur le développement

Malgré l'existence de cadres normatifs et d'engagements pour l'égalité des sexes, les inégalités de genre perdurent en profondeur, ancrées dans des structures sociales et culturelles qui assignent aux femmes des rôles définis et limités.

Les femmes malgaches doivent assumer une part disproportionnée du travail domestique et reproductif, invisible mais indispensable : soins aux enfants, gestion du foyer, tâches ménagères (un travail non rémunéré, non valorisé), qui réduit d'autant le temps dont elles peuvent disposer pour l'éducation, la formation ou des activités économiques formelles.

Cette double charge (domestique et productive) enferme une grande partie d'entre elles dans l'informalité ou les emplois de subsistance, même lorsqu'elles participent activement à la main-d'œuvre nationale.

Selon les dernières données, dans l'éducation, si l'accès primaire progresse, la chute à l'entrée et dans la fréquentation du secondaire est nette (taux d'achèvement primaire estimé ~62 % pour les filles en 2022, puis un fort décrochage au secondaire avec des taux d'achèvement nettement plus faibles), réduisant la formation du capital humain féminin et limitant les trajectoires professionnelles (UNESCO / IICBA).



© - 2025 - People Power Inclusion Océan Indien. Tous droits réservés. Licence accordée au consortium PPI OI - GREEN - AIKA sous conditions.

Cette précarité structurelle se combine à des opportunités réduites : l'accès aux ressources productives (terres, intrants et crédit) demeure limité pour les femmes, compromettant leur capacité à investir, accroître la productivité ou sécuriser leurs moyens de subsistance. En ce qui concerne le foncier, seulement 15 % des terres arables sont légalement détenues par des femmes contre 52 % par des hommes, et 21 % des titres fonciers sont enregistrés au nom de femmes contre 74 % pour les hommes (USAID, 2020 ; Andrianirina, Andrianirina-Ratsialonana & Burnod, 2012).

**Selon les dernières données, la participation des femmes au marché du travail reste élevée, mais beaucoup se trouvent employées comme « contributing family workers » ou dans l'agriculture de subsistance, plutôt que comme salariées stables (24 % des femmes salariées contre 35 % des hommes) - World Bank, EPM 2021-22).**



Les normes socioculturelles et les représentations genrées jouent un rôle central dans la reproduction de ces inégalités. Dans l’imaginaire social, quand les opportunités sont rares, une majorité de Malgaches considèrent que les hommes devraient être prioritaires à l’emploi et à l’éducation (Dépêche N° 767. Afrobarometer 2024). Cela signifie qu’une large partie du potentiel économique féminin reste sous-exploitée, à la fois par manque d’opportunités et par des contraintes sociétales.

La faible représentation des femmes dans les espaces de décision publique et politique constitue une autre dimension de cette inégalité systémique (18 % des sièges au Parlement national en 2021) (Dépêche N° 767. Afrobarometer 2024) : les postes de pouvoir, qu’ils soient nationaux, locaux ou communautaires, restent largement dominés par les hommes. Cette sous-représentation limite la capacité des femmes à influencer les politiques, à faire entendre leurs priorités, et à orienter les politiques de développement ou de redistribution des ressources de manière inclusive.

À ces désavantages structurels s’ajoutent des formes graves de discrimination : les violences basées sur le genre (physiques, sexuelles, psychologiques), les mariages précoces et les grossesses adolescentes sont encore trop répandus. Ces phénomènes entravent la scolarisation des filles, réduisent leurs perspectives d’emploi ou d’autonomie, et maintiennent des cycles intergénérationnels de pauvreté et de marginalisation. Les dynamiques de genre se trouvent ainsi renforcées et reproduites.

Cette structuration des inégalités de genre a des conséquences directes et mesurables sur le développement à la fois individuel et national. À l’échelle microéconomique, les femmes surreprésentées dans l’agriculture de subsistance, les activités informelles ou non rémunérées voient leur capacité à générer des revenus stables et à investir dans l’éducation ou la santé des ménages fortement limitée. Elles représentent environ 73 % de la main-d’œuvre agricole et participent activement aux cultures vivrières, à la collecte de bois, à la gestion de l’eau et à la transformation des produits agricoles (BAD, 2022). Cependant, leur accès à la terre, au crédit et aux intrants agricoles demeure limité : seules 15 à 20 % des terres agricoles sont enregistrées au nom de femmes (Gender Links, 2021). Ces restrictions contribuent à des ménages plus vulnérables, à des cycles intergénérationnels de pauvreté et à des obstacles persistants à l’autonomisation des jeunes filles et des femmes adultes.





À l'échelle macroéconomique, l'exclusion des femmes du plein exercice de leurs droits économiques et politiques a un coût significatif pour l'économie nationale. Les analyses de la Banque mondiale estiment que combler les écarts de genre dans l'éducation et l'emploi pourrait augmenter le PIB de 15 à 20 % dans des contextes comparables en Afrique australe (BM-Promouvoir l'égalité de genre en Afrique de l'Est et australe).

L'inégale répartition des ressources productives et la sous-utilisation du capital humain féminin réduisent la productivité globale, freinent l'innovation, limitent l'expansion de l'économie formelle et compromettent la résilience socio-économique face aux chocs. Par ailleurs, la persistance des violences basées sur le genre et des mariages précoces impacte la santé, la scolarisation et la participation active des femmes, ce qui perpétue des cycles de vulnérabilité et d'exclusion (UNFPA, 2024).

Ainsi, il apparaît clairement que l'égalité de genre n'est pas seulement un impératif éthique, mais constitue un levier stratégique de développement durable. Une politique visant à réduire les écarts de genre par l'accès équitable aux ressources, à l'éducation, aux services de santé, et à la participation décisionnelle renforcerait non seulement le capital humain, mais contribuerait également à une croissance inclusive et résiliente pour Madagascar. Lutter contre les inégalités de genre n'est pas qu'une question de valeurs ou d'impératif moral, c'est aussi un moyen de renforcer la croissance, la productivité, la compétitivité et la durabilité des économies.

Comblent les écarts entre les genres en termes de taux d'activité et de temps de travail entraînerait une hausse moyenne de 9.2 % du PIB dans les pays de l'OCDE d'ici 2060, ce qui ferait augmenter d'environ 0.23 point de pourcentage la croissance annuelle moyenne. Ne pas œuvrer en faveur de l'égalité des genres met en péril notre prospérité collective future. (OCDE (2023), Agir ensemble pour l'égalité des genres (version abrégée) : Quelles priorités ? Éditions OCDE, Paris)

L'OCDE et la Banque mondiale démontrent que la réduction des inégalités de genre constitue un levier déterminant pour améliorer la croissance économique et l'efficacité des politiques climatiques. À Madagascar, compte tenu du poids des femmes dans l'économie agricole, l'autonomisation économique féminine apparaît comme un facteur central pour renforcer la résilience nationale face aux chocs climatiques croissants.



# Vulnérabilité climatique et conséquences différenciées selon le genre

À Madagascar, les changements climatiques se manifestent par des perturbations multiples : intensification des cyclones tropicaux, élévation moyenne du niveau de la mer (estimée à environ 7 à 8 mm par an), modification des régimes pluviométriques selon les zones, élévation des températures extrêmes ou minimales, dégradation des récifs coralliens et fragilisation des écosystèmes littoraux (mangroves, zones côtières).

Ces transformations, documentées notamment dans les études de référence sur la vulnérabilité nationale, auront des effets directs sur les activités humaines, en particulier l'agriculture, l'élevage, la pêche, ainsi que sur l'accès à l'eau, aux services de base, aux terres cultivables et aux infrastructures.

Parmi les populations les plus exposées figurent les petits producteurs agricoles, les femmes rurales, les ménages à ressources limitées, les populations côtières ou vivant en zones vulnérables c'est-à-dire des groupes pour lesquels les structures sociales préexistantes amplifient la vulnérabilité. Ainsi, même si les aléas climatiques affectent l'ensemble de la population, les effets ne sont pas uniformes : les discriminations de genre structurelles (accès inégal aux terres, à la propriété, aux financements, à l'information), la dépendance des femmes à l'agriculture de subsistance, et leur rôle prééminent dans les tâches domestiques et de gestion des ressources naturelles (eau, bois, approvisionnement du foyer) augmentent la vulnérabilité spécifique des femmes face aux impacts du climat.



*“Quand la sécheresse arrive, mon mari doit partir chercher du travail loin pour faire vivre la famille. Je reste seule pour gérer la maison, l'eau, la santé des enfants, mais je n'ai pas le droit de vendre le bétail ou de demander un prêt pour acheter des semences. Nous dépendons entièrement de ce qu'il ramène, même s'il n'est pas là.”*

Rasoanirina  
Habitante de la Région Atsimo  
Andrefana

*Propos collectés lors des cartographies réalisées dans le cadre du Projet REJIC*



Selon les données nationales, les femmes représentent une part très importante de la main-d'œuvre agricole, mais disposent rarement de droits fonciers : moins de 15 % des terres agricoles sont attribuées à des femmes propriétaires, ce qui fragilise leur accès aux intrants, aux crédits agricoles et limite leur capacité d'adaptation en période de stress hydrique ou de sécheresse.

Dans ce contexte, les événements extrêmes ou l'instabilité climatique peuvent entraîner des pertes de récoltes, des détériorations des sols, une diminution de la fertilité, des migrations internes, voire des déplacements, avec pour conséquence une plus grande insécurité alimentaire, économique et sociale pour les ménages vulnérables. En outre, l'insuffisance des services essentiels : eau potable, assainissement, santé, infrastructures résilientes dans de nombreuses zones rurales ou périurbaines rend les populations fragiles particulièrement exposées.

L'accès à l'eau, par exemple, incombe souvent aux femmes et aux filles, ce qui accroît leur charge de travail lorsque les ressources se raréfient, limitant simultanément leur temps pour la scolarisation, l'emploi ou d'autres activités productives. De même, la dégradation des habitats, la perte des moyens de subsistance, le stress socio-économique post-catastrophe (cyclones et inondations) peuvent aggraver les violences basées sur le genre : dans un contexte de déplacement ou de précarité, les femmes sont plus exposées aux risques, ce qui augmente l'ampleur des inégalités structurelles déjà existantes.

Cet état de fait souligne une réalité importante : la vulnérabilité climatique à Madagascar ne peut être analysée sans une approche sensible au genre. Les différences de rôles, d'accès aux ressources, de pouvoir de décision, de statut socio-économique, combinées aux chocs environnementaux, produisent des effets différenciés selon le genre, nécessitant que les stratégies d'adaptation nationale intègrent explicitement la dimension genre, avec des données désagrégées, des mesures ciblées, un soutien aux femmes, un accès équitable aux ressources, et la reconnaissance de leurs rôles dans la résilience.





Dans la plupart des plans nationaux et sectoriels relatifs au climat ou à l'agriculture, il existe un manque de données ventilées selon le genre, limitant la capacité à évaluer l'impact différencié et à concevoir des mesures adaptées. Cette lacune impose une priorité stratégique : le renforcement des systèmes de collecte de données (genre/territoire/vulnérabilité), l'inclusion d'indicateurs sensibles au genre dans les politiques climat, et l'engagement d'acteurs institutionnels, communautaires et de la société civile pour garantir une adaptation équitable et inclusive.

En conclusion, bien que les changements climatiques accentuent les vulnérabilités à Madagascar de manière différenciée selon le genre, il est essentiel de reconnaître le rôle central que jouent les femmes dans la résilience et l'adaptation. Le leadership féminin, à la fois au niveau communautaire et au sein des filières agricoles, environnementales et sociales, constitue un levier clé pour renforcer la sécurité alimentaire, la gestion durable des ressources naturelles et la réponse aux crises.

Les femmes mobilisent leurs savoirs locaux pour le reboisement, la conservation de l'eau, l'agriculture durable et la protection des écosystèmes côtiers, tout en organisant et en soutenant les communautés lors des catastrophes. Intégrer pleinement ces compétences dans les politiques publiques, les programmes sectoriels et les initiatives d'adaptation permet non seulement de réduire les impacts différenciés du climat mais aussi de promouvoir un développement inclusif et résilient.

Renforcer le leadership féminin et garantir l'accès équitable aux ressources, aux formations et à la participation décisionnelle sont ainsi des stratégies prioritaires pour une adaptation efficace et durable face aux défis climatiques à Madagascar (UNFPA OI, 2024 ; GIZ, 2018a ; Banque Africaine de Développement, 2017).



# POURQUOI UN RAPPORT GENRE ET CLIMAT?



## De la réalité du terrain à la nécessité stratégique

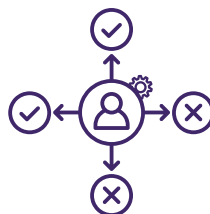
Ce rapport Genre et Climat répond à un double impératif: scientifique (recueillir des données et analyses) et politique (orienter les décisions publiques vers une gouvernance climatique inclusive et équitable. Il s'agit d'inspirer des actions concrètes en faveur d'un développement durable et équitable pour toutes et tous.

Madagascar fait partie des dix pays les plus vulnérables face aux impacts du changement climatique. Les cyclones plus fréquents et plus puissants, les fortes inondations, la montée des eaux et les sécheresses récurrentes affectent gravement la vie des populations, avec des conséquences sur l'économie, les infrastructures de santé et d'éducation. Les femmes et les jeunes filles sont particulièrement exposées en raison de leur statut social, économique et culturel, limitant leur accès aux ressources et à la participation aux décisions locales.

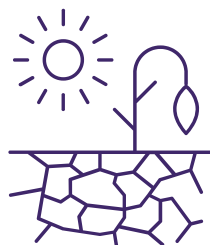
Ces perturbations climatiques aggravent les inégalités économiques et sociales existantes, touchant plus durement les populations les plus vulnérables : les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes âgées et les communautés rurales pauvres.



Augmentation de la fréquence et intensité des cyclones notamment dans les régions côtières



Une érosion côtière et une perte de biodiversité menaçant les moyens de subsistance dépendant des ressources naturelles.



Des sécheresses prolongées dans le Sud, accentuant l'insécurité alimentaire et hydrique



Des inondations récurrentes affectant les zones urbaines et rurales

**A Madagascar, les inégalités structurelles entre les femmes et les hommes influencent fortement la capacité d'adaptation aux changements climatiques**

## *Une nécessité stratégique*

L'intégration du genre dans la gouvernance climatique n'est pas seulement une exigence de justice sociale ; c'est aussi un levier d'efficacité pour les politiques publiques. Les études menées par ONU Femmes, le PNUD et la Banque mondiale démontrent que les programmes climatiques qui tiennent compte du genre ont des résultats plus durables et équitables.

Le rapport vise à analyser et documenter les interrelations entre le genre et le changement climatique à Madagascar, afin d'appuyer la conception et la mise en œuvre de politiques climatiques inclusives, équitables et efficaces, intégrant pleinement la dimension de genre dans la gouvernance, la planification et les financements climatiques.

Il s'agit de fournir aux décideurs, aux institutions publiques, aux organisations de la société civile et aux partenaires techniques et financiers un outil d'aide à la décision stratégique, fondé sur des données probantes et une approche sensible au genre.

## OBJECTIFS ET PORTÉE DU RAPPORT

- 01.** Identifier les vulnérabilités différenciées des femmes et des hommes face aux impacts climatiques dans différents secteurs du pays
- 02.** Evaluer la prise en compte du genre dans les politiques, plans et projets liés au climat et à l'environnement.
- 03.** Documenter les bonnes pratiques locales en matière d'adaptation et d'autonomisation féminine.
- 04.** Formuler des recommandations stratégiques pour renforcer la gouvernance climatique inclusive et la résilience communautaire.

# LA COALITION GENRE ET JUSTICE CLIMATIQUE



## La Genèse de la Coalition

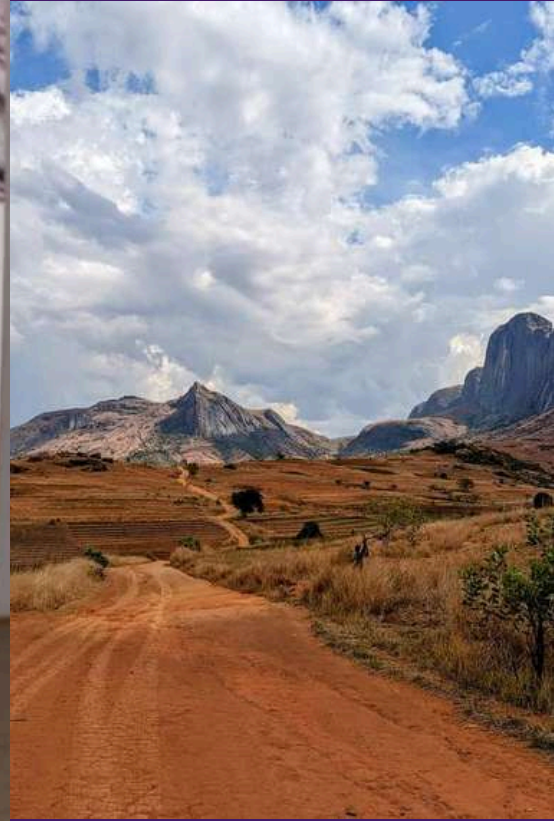
La Coalition a vu le jour dans un contexte mondial de reconnaissance croissante de l'interconnexion entre les questions de genre et les défis climatiques. Inspirée par l'élan global du Forum Génération Égalité en 2021 et alignée sur les objectifs ambitieux établis lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Pékin en 1995, cette coalition malgache incarne un engagement national vers une approche intégrée du changement climatique qui prend en compte la dimension de genre.

La force de la coalition réside dans sa capacité à avancer en mobilisant non seulement les ressources extérieures mais aussi en capitalisant sur ses propres moyens. Cette autonomie relative lui a permis de mettre en oeuvre des initiatives novatrices et d'agir rapidement là où c'est nécessaire.

## QUELQUES RÉALISATIONS PHARES

01. Partenariat avec le CURA (Centre Universitaire de la Région Androy)/Université de Tuléar pour le mentoring d'étudiants sur les thématiques genre et climat et mise en place d'une bibliothèque dédiée au Genre/Climat
02. Renforcement de compétences d'une centaine d'OSC sur les thématiques du genre et du climat depuis 2021
03. Organisation du Gender Day à la COP28 pour la délégation de Madagascar/ Organisation de la rencontre des femmes Antandroy avec le Président de la COP26 Alok Sharma
04. Un état des lieux des bonnes pratiques Genre/Climat à Madagascar produit en 2021

© – 2025 – Clément Beauclouin. Tous droits réservés. Licence accordée à PFI – People Power Inclusion pour conflits.



# 2.

## ETAT DES LIEUX: GENRE ET CLIMAT À MADAGASCAR





# Cadre politique, légal et institutionnel national



## LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

### Texte

### Contribution Déterminée Nationale 2 - 2024

Ce que le texte promet

Fixe les objectifs d'atténuation et un paquet d'actions d'adaptation par secteur. Prévoit l'arrangement institutionnel pour la mise en œuvre et évoque la considération du genre et l'"autonomisation climatique"

Ce qui manque

Existence d'un budget global estimé (tableau des coûts) mais peu d'indicateurs genrés opérationnels et d'objectifs liés au genre. Responsabilités listées mais faible précision géographique Lien avec les VBG peu développé

Croisement avec la réalité terrain

Le document cite la nécessité d'intégrer le genre (section 4.4) mais Madagascar affiche encore un déficit de données désagrégées genre x territoire, empêchant la priorisation d'actions genrées dans les plans locaux. En pratique, les mesures d'adaptation agricoles ou eau/EAH restent largement non ventilées par sexe.

Limites

**Technique:** prévoit les financements et acteurs mais les indicateurs genrés sont insuffisants (pour atteindre les objectifs définis dans la CDN2, Madagascar a encore besoin de 24,406 milliards d'USD, dont 11,625 pour les actions d'adaptation, 7,290 pour l'atténuation et 2,800 pour compenser les pertes et préjudices non réversibles du au changement climatique (le reste couvrant les aspects transversaux de coordination, renforcement de capacités, suivi-évaluation, transfert de technologie et genre (18 915 336 USD)  
**Institutionnel:** structures citées mais peu de mécanismes de redevabilité pour le genre  
**Opérationnel:** traduction nationale à locale faible (manque de ciblage territorial et d'actions VBG/SSR)



# Cadre politique, légal et institutionnel national



## LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

### Texte

#### Plan National d'Adaptation (PNA) – Décembre 2021

Ce que le texte promet

Document cadre d'adaptation sur 10 ans: 12 programmes structurants (agriculture, eau, santé, zones côtières, DRR, reboisement, REDD+, etc.)  
Prise en compte transversale du genre (chap.II.2)  
Prévoit un système de suivi-évaluation du PNA

Ce qui manque

Malgré la mention transversale du genre, manque d'indicateurs désagrégés concrets dans les fiches programmes  
Budget ventilé pour programmes mais peu d'assignation budgétaire explicite dédiée aux actions genrées  
Responsabilité institutionnelle (qui finance / exécute pour les actions genre) mais toujours explicite au niveau régional

Croisement avec la réalité terrain

Le PNA a bien cartographié les vulnérabilités climatiques par secteur (IV) mais à l'échelle régionale les interventions restent souvent génériques.  
Les études terrain montrent que les femmes rurales restent sans accès sécurisé à la terre et aux intrants, non traitées par des mesures sectorielles ciblées

Limites

**Technique:** cadre de suivi-évaluation prévu mais indicateurs opérationnels genrés manquant

**Financement:** mobilisation évoquée mais ressources genrées non chiffrées

**Institutionnel:** focalisation sur la gouvernance nationale, faible ancrage local pour le genre

Bien que le PNA reconnaisse le genre à travers divers engagements internationaux et historiques, son intégration demeure limitée par l'absence d'un cadre national actualisé: le PANAGED (2004-2008), jamais révisé, ne reflète plus les enjeux climatiques contemporains et les directives et engagements internationaux. Le PNA généralise les impacts climatiques par secteur mais sans analyser les vulnérabilités différenciées des groupes à risques.

En résulte une absence d'indicateurs genrés, de mesures d'adaptation ciblées, de protocoles VBG/SSR pour les situations d'urgence, et de désagrégation territoriale.

Le PNA ne bénéficie pas de déclinaison sectorielle intégrant le genre, ne prévoit pas de ressources dédiées, et ne définit aucun mécanisme institutionnel clair pour le suivi du genre. Cela limite la capacité du PNA à opérationnaliser une adaptation équitable et conforme aux standards internationaux



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

#### Texte

#### PANLCC - 2019

Ce que le texte promet

Orientations stratégiques pour l'atténuation, l'adaptation est intégrée. Le document vise l'intégration du changement climatique dans les politiques sectorielles

Ce qui manque

Langage stratégique fort mais faible traduction d'objectifs genre précis  
Absence fréquente d'indicateurs et de chiffrage dédiés au genre

Croisement avec la réalité terrain

Le PANLCC a servi d'input au PNA mais la mise en oeuvre sectorielle montre une intégration du genre souvent superficielle (mentionnée mais non opérationnalisée), notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau

Limites

**Limite principale:** plan opérationnel d'ensemble mais peu d'éléments pour garantir que le "genre" soit budgétisé, suivi et responsabilisé au niveau ministériel et régional



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GÈRE

#### Texte

#### Politique Nationale de Lutte contre le Changement Climatique Révisée (PNLCCR) – 2021

Ce que le  
texte promet

Fournit un cadre politique général pour intégrer l'adaptation et l'atténuation au changement climatique dans différents secteurs  
Mentionne une intégration transversale du genre

Ce qui  
manque

Le document d'orientation est limité en prescriptions opérationnelles (indicateurs, budgets, responsabilités)  
Pas d'outil de suivi-évaluation genre dédié

Croisement  
avec la  
réalité terrain

A l'échelle nationale, cette politique a permis la création d'organes (BNCC etc.) mais la traduction en programmes concrets prenant en compte le genre reste encore peu développée



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

#### Texte

#### Politique Nationale de Lutte contre le Changement Climatique Révisée (PNLCCR) – 2021

#### Limites

Le PNLCC révisé affiche une ambition d'inclusion et d'équité, mais son traitement du genre reste essentiellement déclaratif. La politique mentionne les groupes vulnérables, dont les femmes, sans analyser les causes structurelles des inégalités (normes sociales, accès limité aux ressources, faible représentation politique) ni proposer de mécanismes concrets pour y répondre. Elle ne définit ni cadre conceptuel, ni principes directeurs liés à la justice de genre, et n'établit aucun lien avec les engagements internationaux du pays en matière d'égalité femmes-hommes.

#### Deux grands décalages apparaissent :

##### 1. Gouvernance climatique (axe 1) :

Malgré la volonté affichée d'inclusion, la gouvernance climatique reste centralisée, masculine et dépourvue de mécanismes assurant la participation des femmes (quotas, représentation dans les comités, articulation avec les OSC de femmes). La politique ne reconnaît pas ces dynamiques de pouvoir.

##### 2. Éducation au climat (axe 3) :

Le PNLCC vise une éducation climatique universelle, mais ignore les inégalités déjà existantes : décrochage scolaire très élevé chez les filles, disparités rurales, accès restreint à l'information climatique pour les jeunes femmes. L'approche universaliste ne prend pas en compte ces barrières structurelles.

Au final, la limite majeure du PNLCC n'est pas l'absence d'actions, mais l'absence d'un véritable cadrage politique et institutionnel sur l'égalité de genre. Le document affirme l'inclusion sans créer les conditions pour qu'elle devienne réalité, laissant les femmes qui sont pourtant essentielles à l'adaptation locale, en marge de la gouvernance et des dispositifs climatiques.



# Cadre politique, légal et institutionnel national



## LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

Texte

### Stratégie Nationale Genre et Changement Climatique – 2023

Ce que le texte promet

La stratégie affirme l’ambition d’intégrer pleinement la dimension genre dans toutes les politiques, stratégies et programmes relatifs au changement climatique. Elle s’aligne explicitement sur les engagements internationaux, notamment le Programme renforcé de Lima (LWPG) et son Plan d’Action pour l’Égalité de Genre (GAP), ainsi que sur l’Accord de Paris et la CDN 2 de Madagascar. Le document vise à promouvoir la participation effective des femmes dans tous les processus climatiques : décision, négociation, planification, mise en œuvre et à renforcer leur capacité d’adaptation en soutenant une autonomisation économique résiliente au climat.

Les cinq axes stratégiques proposent :

1. l’intégration du genre dans toutes les politiques climatiques,
2. le renforcement de capacités institutionnelles et communautaires,
3. la promotion du leadership féminin,
4. la mobilisation de financements sensibles au genre,
5. la mise en place d’un système national de données sexo-désagrégées et d’indicateurs de suivi.

La stratégie revendique également une cohérence avec les priorités nationales (PEM), les politiques

Ce qui manque

Absence complète de cadre opérationnel : aucun budget défini (axe, stratégie et activité), aucun indicateur d’évaluation ou de référence proposé, ni mécanisme de suivi et évaluation. La gouvernance ou responsabilités institutionnelles ne sont pas définies aveuglant la coordination sectorielle. Aucune réforme structurelle n’est proposée (Malgré la reconnaissance du poids des normes sociales et des barrières foncières ou économiques, le document ne propose aucune réforme juridique (foncier, héritage, accès à l’eau, accès au crédit).



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

Texte

#### Stratégie Nationale Genre et Changement Climatique – 2023

Limites

La Stratégie Nationale Genre & Changement Climatique reste largement non opérationnelle, car elle ne précise pas comment agir. Elle énonce des principes mais ne prévoit ni budget, ni indicateurs, ni calendrier, ni mécanismes de suivi, contrairement aux exigences internationales en matière de planification sensible au genre. Les responsabilités institutionnelles ne sont pas clarifiées : aucun ministère chef de file, aucune structure de pilotage, et aucun dispositif de redevabilité n'est défini. La stratégie n'offre pas non plus de déclinaisons sectorielles ou territoriales, alors même que les impacts climatiques et les besoins en matière d'égalité varient fortement selon les secteurs et les régions. Des enjeux majeurs tels que : VBG, accès à l'eau, foncier, participation, y sont cités sans mesures concrètes ou protocoles d'action. Enfin, elle ne prévoit aucun mécanisme permettant d'assurer la participation des femmes ou l'accès des organisations féminines aux financements climatiques, limitant fortement sa capacité à être mise en œuvre.

Références répliquables (exemples de bonnes pratiques internationales) :

- UNFCCC – Lima Work Programme on Gender (LWPG) & Gender Action Plan (GAP) : standards internationaux pour la planification climatique sensible au genre.
- NAP Global Network – Toolkit for Gender-Responsive NAP Processes : modèle opérationnel pour intégrer budget, indicateurs, responsabilités, et mécanismes de suivi.
- Bangladesh – Climate Change and Gender Action Plan (ccGAP) : exemple de stratégie avec déclinaisons sectorielles et mesures concrètes.
- Rwanda – Gender-Responsive Climate Action Framework : exemple d'architecture institutionnelle claire avec dispositifs de pilotage et indicateurs.
- UN Women – Guidance on Gender-Responsive Climate Policy : principes pour passer d'un cadre déclaratif à un cadre opérationnel.



# Cadre politique, légal et institutionnel national



## LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

### Texte

#### Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes – 2026 –2030

#### Bref résumé

Issue de la Loi n° 2015-031 du 12 février 2016 relative à la politique nationale de gestion des risques et des catastrophes (PNGRC), est un instrument stratégique national adopté pour la période 2016–2030 visant à faire de la gestion des risques et des catastrophes (GRC/RRC) un pilier du développement durable à Madagascar. Elle vise à renforcer la résilience des populations face aux aléas naturels (cyclones, inondations, sécheresses, glissements de terrain, etc.), à sécuriser les moyens de subsistance, à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et à protéger les communautés, l’environnement, l’économie et le patrimoine culturel. Elle s’articule autour de 04 axes clés: AXE 1 : Engagement politique plus accru dans la GRC/RRC en tenant compte des différentes spécificités des actifs et des enjeux concernés, pour améliorer la résilience.  
 AXE 2 : Meilleure gouvernance de la GRC/RRC à tous les niveaux.  
 AXE 3: Capacités des acteurs en matière de GRC/ RRC et de coordination renforcées.  
 AXE 4 : Pratique de la gestion des connaissances mise au profit de la GRC/RRC.

#### Ce que le texte promet

La stratégie vise l’implication des différentes couches de la société malagasy en se basant sur le degré de vulnérabilité. La politique intègre la GRC dans la planification locale en tenant compte des risques émergents, des groupes vulnérables, du genre, du changement climatique. Un programme de formation sur la thématique GRC/RRC en focalisant sur les aspects multirisques et multi aléas incluant les risques émergents, le genre, le changement climatique,

#### Ce qui manque

Bien que la priorité de la stratégie est en faveur des groupes vulnérables, elle ne mentionne pas explicitement les groupes vulnérables concernés. Aussi la stratégie ne fait pas ressortir des intersections qui peuvent exister entre les groupes vulnérables se fondant sur les facteurs identitaires. La stratégie prévoit un renforcement des capacités des acteurs clés sur des thématiques clés sans toutefois intégrer la notion d’intersectionnalité et changement climatique. Dans la stratégie il manque des données opérationnelles désagrégées par sexe, âges, etc....



# Cadre politique, légal et institutionnel national



## LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

### Texte

#### Plan d'Action Genre FP227: Increase Resilience to Climate Change of Smallholders Receiving the Services of the Inclusive Agricultural Value Chains Programme (DEFIS+)

#### Bref résumé

Le Plan d'action du Projet DEFIS à Madagascar vise à renforcer la résilience des systèmes de production agricole et des communautés marginalisées face aux impacts du changement climatique, tout en intégrant les considérations de genre et en fournissant un soutien technique et financier à des activités spécifiques pour les femmes et les jeunes à travers 03 piliers: Pillier 1: Renforcer la résilience agricole des systèmes agricoles. Pillier 2: L'augmentation des revenus grâce à un meilleur accès aux marchés; Pillier 3: L'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle .

#### Ce que le texte promet

Renforcer la résilience agricole des systèmes agricoles à travers la participation des femmes et des jeunes à la gestion durable de l'eau et le renforcement de l'accès aux informations climatiques. En plus il est question d'augmenter le revenus des bénéficiaires grâce à un meilleur accès aux marchés. Cela à travers l'intégration de la voix des femmes dans le choix des sites et la gestion des comités pour routes rurales, et aussi la participation des femmes et jeunes aux travaux de réhabilitation, avec égalité salariale; En fin il est question d'améliorer la sécurité alimentaire et Nutritionnelle. Cela par la formation des femmes et acteurs ruraux sur l'adaptation/atténuation climatique pour les systèmes alimentaires

#### Ce qui manque

Bien que le projet est Intersectionnelle, il ne fait pas ressortir comme cible explicite les personnes handicapées, les minorités ethniques et les personnes âgées qui sont également très vulnérables au changement climatique. Le projet ne fait pas ressortir un budget sensible au Genre



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

#### Texte

#### PSASS – Secteur Santé & Changement Climatique (2021-2025)

#### Ce que le texte promet (objectifs / engagements / actions)

- Vision d'une population en bonne santé, résiliente face aux effets du changement climatique
- Objectif général: renforcer la résilience du secteur santé et améliorer la transparence conformément à l'Accord de Paris
- 8 axes stratégiques structurés autour du renforcement des capacités, de la lutte contre les maladies climatosensibles, de l'évaluation des risques, de la surveillance intégrée, de la recherche, de la riposte d'urgence, et de la gestion des données.
- Un plan de financement global (environ 8 milliards MGA)
- Mise en place d'un comité de pilotage et utilisation du DHIS2 pour le suivi

#### Ce qui manque ou reste encore flou

- L'intégration du **genre** pourrait être davantage développée pour refléter les engagement nationaux et internationaux en matière d'égalité femmes-hommes;
- Les **VBG**, enjeux de santé sexuelle et reproductive ou besoins des adolescentes/femmes enceintes pourraient être mieux articulés dans le contexte de risques climatiques
- Opportunité de préciser davantage les **responsabilités institutionnelles**, notamment en ce qui concerne la coordination intersectorielle (santé, population, environnement, genre, éducation).
- La **désagrégation systématique** des données (sexe, âge, handicap) pourrait être renforcée pour améliorer l'analyse des vulnérabilités
- La territorialisation pourrait gagner en précision pour tenir compte des zones particulièrement exposées aux aléas (Grand Sud, Sava, côtes est)
- Le budget pourrait être davantage **ventilé par action** et inclure des éléments permettant de suivre les investissements spécifiques en faveur des groupes vulnérables



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

#### Texte

#### PSASS – Secteur Santé & Changement Climatique (2021-2025)

#### Croisement avec la réalité terrain

- Dans les zones touchées par les cyclones (SAVA, Atsinanana), les centres de santé subissent régulièrement des dommages structurels, montrant l'importance d'infrastructures résilientes.
- Dans le Grand Sud, la combinaison sécheresse-insécurité alimentaire affecte particulièrement les femmes et les filles, souvent responsables de la collecte d'eau et des soins aux enfants.
- Les périodes de crise s'accompagnent d'une augmentation des VBG, observée par les OSC et services sociaux, ce qui souligne l'intérêt d'intégrer davantage ce volet dans la préparation et la réponse sanitaire.
- Certaines maladies climatosensibles (PALU, diarrhées, IRA, malnutrition) touchent davantage les enfants de moins de 5 ans et les femmes – une attention ciblée pourrait renforcer l'efficacité du plan.
- Les mécanismes d'alerte précoce restent variables selon les régions ; les zones rurales restent parfois moins desservies.

#### Limites structurelles du document

- Le document offre une base solide mais gagnerait à intégrer une **approche plus inclusive**, notamment en termes de genre et d'intersectionnalité, afin de s'adapter pleinement aux dynamiques sociales et aux vulnérabilités différenciées.
- Une plus grande attention pourrait être accordée à la **continuité des services essentiels**, y compris SSR et prise en charge des survivantes de VBG, en situation de crise climatique.
- Le rôle des **communautés**, des OSC et des organisations de femmes pourrait être davantage valorisé pour renforcer la participation locale et l'appropriation des actions.
- Une meilleure articulation avec les documents stratégiques nationaux (Politique Nationale Genre, stratégie VBG, CDN) permettrait un meilleur alignement intersectoriel.
- L'introduction d'**indicateurs sensibles au genre** et d'une budgétisation plus fine renforcerait l'efficacité du suivi



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

#### Texte

#### PNEAH – Politique Nationale de l’Eau, l’Assainissement et de l’Hygiène (MEAH, 2025)

#### Ce que le texte promet (objectifs / engagements / actions)

- Vision ambitieuse: “garantir l’accès de tous à l’eau, à l’assainissement et à l’hygiène pour le développement socio-économique et environnemental”
- Objectifs spécifiques : eau potable, assainissement adéquat, hygiène, changements de comportements, gestion durable des ressources.
- Principes directeurs intégrant une approche participative, genre et inclusion sociale
- Six orientations stratégiques couvrant:

**OS1:** Accès équitable à l’eau (infrastructures, usages multiples, économie de l’eau)

**OS2:** GIRE et protection des ressources

**OS3:** Assainissement complet (eaux usées, pluviales, déchets, etc.)

**OS4:** Hygiène, changement social et inclusion avec un engagement explicite pour le genre et les personnes vulnérables

**OS5:** Résilience au changement climatique (adaptation, technologies, bassins versants, solutions durables)

**OS6:** Gouvernance, tarification, décentralisation, lutte contre la corruption

#### Ce qui manque ou reste flou

- Le texte reconnaît le **genre et l’inclusion**, mais sans outils opérationnels (indicateurs, mécanismes de suivi, cadres d’imputabilité).
- Le rôle des **collectivités, OSC, organisations de femmes, comités locaux** pourrait être davantage détaillé pour garantir une mise en œuvre inclusive.
- La résilience climatique est présente, mais les articulations entre **EAH, VBG, santé menstruelle, sécheresses, migrations climatiques** pourraient être mieux explicitées.
- Les aspects financiers (ex. coûts, priorisation des investissements, mécanismes locaux de financement) restent généraux ; la Politique mentionne les sources mais pas la **programmation budgétaire** par axe.
- Les données désagrégées par sexe/âge/handicap ne sont pas mentionnées dans le système de suivi, alors qu’elles sont déterminantes pour l’équité.



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

#### Texte

#### PNEAH – Politique Nationale de l’Eau, l’Assainissement et de l’Hygiène (MEAH, 2025)

#### Croisements avec la réalité terrain

- Dans le Sud, les sécheresses prolongées entraînent des déplacements, une charge accrue pour les femmes (collecte d’eau > 5 km), et aggravent malnutrition et risques sanitaires – montrant la pertinence mais aussi la nécessité d’un renforcement opérationnel de l’OS5.
- En zones urbaines (Antananarivo, Toamasina), la gestion des déchets et des eaux usées reste un défi : débordements, inondations, pollution des nappes – confirmant l’urgence de l’OS3.
- Les écoles manquent souvent d’infrastructures séparées filles/garçons ou d’installations pour l’hygiène menstruelle (axe OS4, hygiène), ce qui impacte la scolarisation des adolescentes.
- L’accès inégal à l’eau selon les régions (taux urbain vs rural) met en lumière l’importance des engagements sur l’équité et la décentralisation.
- Dans plusieurs communes, les comités de gestion hydraulique manquent de formation ou de ressources, ce qui renforce la nécessité de capacités locales (OS6).

#### Limites structurelles du document

- Le document offre un cadre complet qui gagnerait à être accompagné d’un **plan opérationnel** détaillé (acteurs responsables, calendrier, financement).
- L’intégration du **genre** pourrait être approfondie avec des indicateurs mesurables, des lignes budgétaires dédiées, et l’implication systématique d’organisations de femmes.
- Un lien plus fort entre **EAH, changement climatique et protection sociale** (ex. réponses aux chocs, cash-for-WASH) renforcerait la résilience.
- L’opérationnalisation de la **GIRE** nécessite une coordination renforcée (ANDEA, collectivités, autres ministères).
- La participation communautaire pourrait être davantage structurée via des mécanismes de redevabilité locale (comités EAH, panels citoyens).
- Les enjeux de **santé publique** (diarrhées, choléra, malnutrition, hygiène menstruelle) pourraient bénéficier d’une articulation plus explicite avec les politiques santé.



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

#### Texte

**Pacte énergétique national pour Madagascar – Mission 300 / Africa Energy Summit (2024)**

#### Ce que le texte promet (objectifs / engagements / actions)

- Feuille de route alignée sur l’ODD 7 pour une énergie « abordable, fiable, inclusive, durable et propre ».
- Objectifs 2030 : hausse forte de l’accès à l’électricité et à des solutions de cuisson améliorées/propres ; augmentation de la capacité de production renouvelable et de la part des ENR dans le mix.
- Mobilisation de financements publics, partenaires et secteur privé, avec un enveloppe globale pluriannuelle.
- Réformes structurelles pour améliorer la viabilité financière et opérationnelle de la compagnie nationale d’électricité.
- Élaboration/mise à jour de stratégies nationales (électrification, cuisson propre, planification du réseau).
- Mesures de simplification et d’incitation pour les mini-réseaux, le solaire hors-réseau et la cuisson propre.
- Mise en place d’un dispositif de suivi de haut niveau (équipe spéciale, rapports annuels).

#### Points à préciser ou à renforcer

- La dimension “inclusive” mériterait d’être davantage détaillée (groupes prioritaires, critères sociaux, modalités pratiques d’inclusion).
- Le suivi « sensible au genre » est évoqué mais pas décliné en objectifs, indicateurs ou mesures opérationnelles spécifiques.
- Les liens entre énergie, charge domestique des femmes, VBG et santé (fumées, temps de collecte) restent peu visibles.
- Répartition budgétaire encore centrée sur les blocs technologiques, avec peu d’éléments sur les mesures sociales d’accompagnement (subventions ciblées, appui aux micro-acteurs locaux, dispositifs de protection des ménages pauvres).
- Rôles des autres ministères et des collectivités territoriales peu explicites (gouvernance intersectorielle à préciser).
- - Modalités de participation structurée des OSC, organisations de femmes et de jeunes encore peu formalisées.



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

#### Texte

**Pacte énergétique national pour Madagascar – Mission 300 / Africa Energy Summit (2024)**

#### Croisement avec les réalités du terrain

- Faible taux d'électrification, surtout en zones rurales, et forte disparité urbain/rural ; l'accès à une énergie fiable reste un enjeu quotidien pour de nombreux ménages.
- Forte dépendance à la biomasse (bois, charbon) pour la cuisson, avec des effets sur la santé, le temps des femmes et la déforestation.
- Poids des coupures et délestages sur la vie économique et sociale, y compris sur les services essentiels (santé, éducation, petites entreprises).
- Les femmes sont au cœur de l'usage domestique de l'énergie (cuisine, eau, soins), mais leur voix est encore peu présente dans les espaces de décision sur l'énergie.
- Développement dynamique mais encore limité du solaire hors réseau, confronté à la faible solvabilité des ménages et au coût du capital.

#### Limites actuelles / pistes d'amélioration

- Le Pacte fournit un cadre stratégique et financier ambitieux, mais encore relativement **technico-financier**, avec une entrée sociale et genre à renforcer.
- La dépendance au secteur privé et aux mécanismes de type FBR pose un enjeu d'atteinte des ménages les plus pauvres, sauf si des instruments d'inclusion sont mieux définis.
- L'absence d'indicateurs précis sur l'égalité de genre et la réduction des vulnérabilités limite la capacité à mesurer l'"inclusivité" réelle.
- La résilience climatique des infrastructures énergétiques est évoquée mais peu détaillée sur le plan opérationnel et territorial.
- Les articulations avec les politiques sociales, de genre, de décentralisation et de lutte contre la pauvreté peuvent encore être consolidées.



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

#### Texte

Pacte énergétique national pour Madagascar – Mission 300 / Africa Energy Summit (2024)

#### Recommandations (genre & intersectionnelle)

- **Clarifier l’inclusivité** : définir des critères concrets (priorisation des zones rurales, ménages à faible revenu, ménages dirigés par des femmes, quartiers informels, personnes en situation de handicap) et les intégrer dans les objectifs et les mécanismes de ciblage.
- **Intégrer une analyse genre-énergie-climat** dans le Pacte : documenter la charge de travail des femmes (collecte de bois, eau), les risques de santé liés à la cuisson traditionnelle, les liens avec les VBG (conflits liés aux ressources, dépendance économique, etc.).
- **Développer des indicateurs sensibles au genre** : pourcentage de ménages dirigés par des femmes ayant accès à l’électricité et à une cuisson propre ; réduction du temps consacré à la collecte de bois ; nombre de femmes impliquées dans les comités énergie locaux, coopératives ou entreprises d’énergie renouvelable.
- **Prévoir des mécanismes de protection sociale énergétique** : subventions ciblées, tarifs sociaux, fonds de soutien pour l’accès à des équipements de cuisson propre pour les ménages vulnérables ; intégrer des approches de microfinance et de VSLA pour faciliter l’accès des femmes aux technologies.
- **Renforcer la gouvernance intersectorielle** : associer les ministères en charge du genre, de la population, de la décentralisation, du climat et de la protection sociale à la gouvernance du Pacte ; prévoir des points focaux “genre & inclusion” dans l’équipe de suivi.
- **Institutionnaliser la participation des OSC** : inclure des organisations de femmes, de jeunes, d’usagers et des collectivités territoriales dans les instances de concertation et de suivi (comités consultatifs, dialogues réguliers, consultations publiques).
- **Soutenir l’entrepreneuriat féminin dans l’énergie** : former et financer des femmes entrepreneures dans la cuisson propre, le solaire hors réseau, les services de maintenance, les mini-réseaux communautaires.
- **Articuler le Pacte avec les autres politiques nationales** (genre, protection sociale, climat, décentralisation) pour construire des programmes intégrés “énergie – réduction de la pauvreté – égalité de genre”.



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES - PERSPECTIVE GENRE

#### Texte

#### SNEB - Stratégie Nationale de l'Economie Bleue (2023 - 2033)

#### Ce que le texte promet (objectifs / engagements / actions)

- Vision intégrée et durable de l'Économie Bleue alignée sur l'Agenda 2030, ODD, stratégies régionales.
- Axes structurants : gouvernance bleue, valorisation durable des ressources, infrastructures, eau & énergies, adaptation au climat.
- Développement de chaînes de valeur (pêche, aquaculture, tourisme, biotechnologies).
- Renforcement de la gouvernance, recherche, expertise, observation et sécurité maritime.

#### Ce qui manque ou reste encore flou

- Le genre et les inégalités sociales sont peu explicités, ou présents de manière transversale sans stratégie concrète.
- Les mécanismes de financement sont abordés mais globalement généraux (peu de chiffrage précis).
- Peu d'indications sur la territorialisation (comment chaque région littorale sera accompagnée).
- Le rôle des communautés locales, des femmes, des jeunes pêcheurs reste global.
- Les indicateurs de suivi restent à définir dans le PNIEB.



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

#### Texte

#### SNEB - Stratégie Nationale de l'Economie Bleue (2023 - 2033)

#### Croisement avec la réalité terrain à Madagascar

- Forte présence de pêche artisanale féminisée (algoculture, transformation) non reflétée dans la stratégie.
- Pressions accrues sur les ressources (pêche INN, changements climatiques, pollution).
- Forte dépendance des littoraux aux activités informelles, souvent non comptabilisées.
- Besoin réel de données robustes sur la ressource halieutique.
- Climats extrêmes (cyclones, érosion côtière) déjà visibles.

#### Limites constatées

- La stratégie gagnerait à **mieux formaliser les approches inclusives**, notamment les mécanismes spécifiques pour les femmes, jeunes, communautés autochtones.
- Les enjeux sociaux pourraient être davantage intégrés dans les choix économiques.
- L'articulation avec d'autres politiques nationales (PND, climat, nutrition, biodiversité) pourrait être renforcée pour éviter un fonctionnement en silo.



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

#### Texte

#### PNIEB – Plan National d'Investissement de l'Economie Bleue

#### Ce que le texte promet (objectifs / engagements / actions)

- Déclinaison opérationnelle de la SNEB sur 10 ans
- Identification des investissements prioritaires : infrastructures portuaires, surveillance maritime, aquaculture, tourisme, systèmes d'alerte, planification spatiale.
- Volonté d'attirer des financements publics, privés et PPP.
- Alignement sur les recommandations BAD/COI.

#### Points à préciser ou à renforcer

- Le degré de priorisation financière (court/moyen/long terme) peut rester généraliste.
- Absence d'enveloppes claires dédiées à l'**égalité de genre** ou à l'économie sociale et solidaire.
- Peu d'indications sur la **maintenance** des infrastructures (souvent un problème national).
- La gouvernance des fonds entre les ministères et les régions reste à préciser.



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES – PERSPECTIVE GENRE

#### Texte

#### PNIEB – Plan National d’Investissement de l’Economie Bleue

#### Croisement avec la réalité de terrain

- Les littoraux sont exposés à des cycles de dégradation environnementale (érosion, pollution, pression démographique) qui compliquent l’investissement.
- Les infrastructures portuaires restent très inégales entre régions.
- Les financements internationaux existent mais la capacité d’absorption est un défi récurrent.
- Des initiatives locales (ex. communauté de pêcheurs, femmes transformateurs) pourraient devenir piliers de la chaîne de valeur, si reconnues.

#### Limites constatées

- Le PNIEB bénéficierait de priorités financières plus visibles pour les enjeux sociaux, climatiques et de gouvernance locale.
- La réussite dépendra fortement de la capacité institutionnelle : un point à anticiper plutôt qu’un risque.
- Une meilleure mise en valeur des initiatives locales renforcerait la pertinence et l’appropriation nationale.



# RECOMMANDATIONS POUR UNE POLITIQUE BLEUE PLUS INCLUSIVE

## 1. Intégrer un pilier "Economie Bleue Inclusive" dans la SNEB et le PNIEB

- Formaliser un axe stratégique dédié à l'inclusion sociale, l'équité de genre et la participation communautaire
- Clarifier comment les femmes, les jeunes, les pêcheurs artisanaux, les migrants climatiques ou les travailleurs informels contribuent à l'économie bleue

## 2. Allouer des budgets spécifiques à l'égalité de genre

Prévoir une ligne budgétaire dans le PNIEB dédiée à:

- la formation des femmes pêcheuses, aquaculteurs, transformatrices;
- la sécurité en mer;
- la participation des femmes aux comités de gouvernance côtière;
- l'entrepreneuriat bleu féminin

## 3. Développer des indicateurs sensibles au genre:

- Pourcentage de femmes dans les chaînes de valeur aquacoles, halieutiques et écotourisme;
- Pourcentage de femmes ayant accès à des équipements en mer;
- Revenus moyens par sexe dans l'aquaculture;
- Participation féminine aux systèmes d'alerte et gestion du littoral;

## 4. Renforcer la gouvernance locale et communautaire

- Appuyer la création ou consolidation de comités de gestion littorale avec quotas féminins;
- Valoriser les savoirs locaux (ex: gestion traditionnelle des zones de pêche)

## 5. Mieux intégrer les risques climatiques et sociaux

- Les femmes sont souvent plus exposées à la précarité littorale (érosion, perte de terres, charges domestiques)
- Intégrer des mesures d'adaptation différenciées: infrastructures sensibles au genre, systèmes communautaires de prévention, filets sociaux bleus

## 6. Encourager les chaînes de valeur plus équitables:

- Certification durable avec critères sociaux
- Facilitation de l'accès des femmes aux financements, assurances maritimes, équipements

## 7. Appuyer la collecte de données désagrégées

- Des données fiables sont indispensables pour piloter l'économie bleue - actuellement une faiblesse reconnue dans les documents



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES SUR LE GENRE – PERSPECTIVE CLIMAT

#### Texte

#### Loi N°2019-008 relative à la lutte contre les VBG (2019)

**Statut:** Adopté et en vigueur

**Objet Principal:** cadre juridique de référence pour la prévention, la répression et la prise en charge des VBG (toutes les formes de violences basées sur le genre)

**Lien actuel au climat:** Le climat et les catastrophes ne sont pas explicitement mentionnés. Les VBG sont traitées de manière générale et sans analyses des contextes de crise (cyclones, sécheresses, déplacements).

#### Comment intégrer / Renforcer les questions climatiques:

- Introduire, via décrets d'application, lignes directrices, des dispositions spécifiques pour les contextes de catastrophes et de déplacements climatiques (risques de violence dans les abris, lors des migrations, aux points d'eau etc.);
- Intégrer dans les protocoles de prise en charge des survivantes des références explicites aux plans de contingence et aux mécanisme de gestion des risques;
- Former les acteurs VBG (police, santé, services sociaux, OSC) à repérer les violences liées aux chocs climatiques (mariages précoces "de survie", exploitations, violences économiques)



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES SUR LE GENRE – PERSPECTIVE CLIMAT

#### Texte

#### SNLVBG – Stratégie Nationale de Lutte contre les VBG 2017–2021 + Plan d’Action contre les VBG (actualisé)

**Statut actuel:** Stratégie 2017–2021 pas encore officiellement révisée / Plan d’action actualisé et utilisé comme référence opérationnelle

**Objectif principal:** cadre stratégique multisectoriel contre les VBG (prévention, prise en charge, coordination, données)

**Lien actuel au climat:** le document mentionne les femmes et filles vulnérables, mais le changement climatique et les catastrophes ne sont pas structurants dans l’analyse. Il existe seulement un lien implicite via les notions de vulnérabilité et de crises humanitaires.

#### Comment intégrer/renforcer les questions climatiques:

- Intégrer, la prochaine version, un axe “VBG, crises et changement climatique” (avec indicateurs spécifiques sur les zones à risques climatiques, le Grand Sud, les zones côtières exposées);
- Croiser la cartographie VBG avec la cartographie des risques climatiques pour cibler prévention et services (centres d’écoute, cliniques mobiles, safe spaces);
- Préciser le rôle des clusters humanitaires et des plateformes climat dans la coordination VBG en situation d’urgence (cyclones, sécheresses, inondations).



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES SUR LE GENRE – PERSPECTIVE CLIMAT

#### Texte

##### Stratégie nationale pour l'égalité de genre - 2021-2026

**Statut:** En vigueur (cadre d'égalité de genre transversal, mentionné dans plusieurs rapports nationaux et internationaux)

**Objet Principal:** Renforcer l'égalité femmes-hommes dans les politiques publiques (participation, droits, culture, économie, services sociaux)

**Lien actuel au climat:** Le climat n'est pas un axe principal; il apparaît, lorsque c'est le cas, comme un déterminant de vulnérabilité parmi d'autres, non comme un champ stratégique à part entière

#### Comment intégrer / Renforcer les questions climatiques:

- Introduire un axe "Genre, environnement et climat" dans la prochaine mise à jour, articulé avec la SNGCC (cohérence des deux cadres)
- Intégrer les droits environnementaux, l'accès aux ressources naturelles et les risques climatiques comme dimensions de l'égalité de genre (accès à la terre, à l'eau, à l'énergie)
- Prévoir un mécanisme de coordination formalisé entre le ministère genre et le ministère chargé du climat pour le suivi de cet axe;



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES SUR LE GENRE – PERSPECTIVE CLIMAT

#### Texte

#### Politique Nationale Genre 2024–2030 (en cours d'élaboration)

**Statut actuel:** en cours de conception/finalisation (processus piloté par le MPS avec plusieurs partenaires)

**Objectif principal:** future politique-cadre de promotion du genre, appelée à remplacer/actualiser les anciens plans genre et à couvrir tous les secteurs (gouvernance, économie, services sociaux, droits)

**Fenêtre d'opportunité majeure:** la politique est en construction, ce qui permet d'y intégrer dès le départ une lecture Genre/Climat et VBG/Climat

#### Comment intégrer/renforcer les questions climatiques:

- Inscrire un pilier spécifique "Genre, climat, environnement et risques de catastrophes" avec des résultats et indicateurs clairs (participation des femmes aux instances climat, protection des survivantes de VBG en contexte de crise, accès des femmes aux financements climat).
- Intégrer le changement climatique dans l'analyse situationnelle, avec des données désagrégées par sexe, âge, zone, handicap et exposition aux risques climatiques
- Lier explicitement la Politique Genre aux cadres climat existants (SNGCC, PNA, NDC) et aux mécanismes de financement climat (FVC, FEM, etc.), pour que les ministères sectoriels soient tenus de rendre compte de l'intégration genre/climat.



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES SUR LE GENRE – PERSPECTIVE CLIMAT

#### Texte

#### Plan d'Action National Résolution 1325 "Femmes, Paix et Sécurité" (PAN 1325)

**Statut:** PAN budgétisé finalisé autour de 2021-2022, en cours de mise en oeuvre

**Objet Principal:** Participation des femmes aux processus de paix, prévention et réponse aux violences en contexte de conflit, renforcement du rôle des femmes dans la sécurité et la cohésion sociale

**Lien actuel au climat:** Le lien avec le climat est peu explicite, alors que Madagascar connaît des tensions locales liées aux ressources (eau, pâturages, terres) exacerbées par le changement climatique.

#### Comment intégrer / Renforcer les questions climatiques:

- Reconnaître explicitement les conflits liés aux ressources naturelles et aux chocs climatiques comme facteurs de risques (vols de bétail, déplacements internes, tensions intercommunautaires).
- Prévoir des actions spécifiques pour les femmes médiatrices et leaders communautaires dans les zones à fort risque climatique (Sud, zones côtières, forêts sous pression).
- Articuler PAN 1325 avec la SNGCC pour que la prévention des VBG en contexte de crise climatique soit intégrée aux agendas "paix et sécurité"



## Cadre politique, légal et institutionnel national



### LIMITES CONCRÈTES DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES SUR LE GENRE – PERSPECTIVE CLIMAT

#### Texte

#### Politique Nationale de Protection Sociale (2015) et Stratégie Nationale de Protection Sociale (2019-2023)

**Statut actuel:** Adoptées et partiellement mise en oeuvre; en cours de réflexion pour une nouvelle génération de cadres

**Objectif principal:** Filets sociaux, transferts monétaires, protection sociale sensible aux chocs ; ciblage des ménages pauvres, des femmes, des enfants et des personnes vulnérables

**Lien actuel avec le climat:** Le climat est abordé via la protection sociale réactive aux chocs, notamment sécheresse et insécurité alimentaire, mais sans articulation fine avec les VBG ou les inégalités de genre dans la gestion des chocs

#### Comment intégrer/renforcer les questions climatiques:

- Intégrer les VBG comme risque aggravé en période de chocs climatiques (conditionner les plans de réponse sociale à des mesures de prévention des VBG, à la mise en place d'espaces sûrs, à la prise en charge psychologique).
- Développer des filets sociaux ciblant les femmes chefs de ménage, femmes rurales et jeunes filles dans les zones climatiques critiques, avec des indicateurs sur la réduction des violences et l'autonomisation.
- Croiser les systèmes de données climatiques, sociales et VBG pour une protection sociale réellement "réactive aux chocs" et sensible au genre



# B

## Cadre politique, légal et institutionnel



### ACCORDS ET TRAITÉS INTERNATIONAUX

Adoptée en 1992, la CCNUCC constitue la pierre angulaire de la gouvernance climatique mondiale.

Son objectif : stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre (GES) afin d'éviter toute perturbation dangereuse du système climatique.

Elle établit les responsabilités communes mais différenciées entre États et pose les bases de la coopération internationale pour l'atténuation et l'adaptation.

**Défi actuel: transformer le genre en critère de performance climatique et non uniquement en principe transversal. L'intégration du genre demeure souvent déclarative, sans indicateurs mesurables ni budgets dédiés.**

Evolution de l'intégration du genre dans la CCNUCC:

Période	Etapes clés	Signification pour le Genre & Climat
1992-2012	Texte fondateur neutre au genre	Les politiques climatiques se concentraient sur les émissions, sans prise en compte des dimensions sociales et les inégalités. Le climat était perçu comme un enjeu purement technique.
2012 (COP18)	Décision 23/CP.18 - Equilibre femmes-hommes dans les organes de la CCNUCC	Première reconnaissance institutionnelle du rôle des femmes dans la gouvernance climatique internationale.
2013-2014 (Varsovie et Lima)	Décision 18/CP.20 Programme de travail de Lima sur le genre	Création du premier cadre d'action pour intégrer le genre dans les politiques, les financements et les négociations climatiques.



# PROTOCOLE DE KYOTO

Le protocole de Kyoto a été adopté le 11 décembre 1997 à Kyoto, Japon, lors de la COP3, et est entré en vigueur le 16 Février 2005. Il vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés d'environ 5% sur la période 2008-2012. Bien que focalisé sur la réduction des émissions, certains projets du mécanisme de développement propre ont volontairement intégré la participation active des femmes afin d'assurer un impact social positif inclusif.

## LEÇONS TIRÉES

1. Le genre n'est pas neutre dans les politiques climatiques.
2. L'approche fondée sur le carbone a négligé les déterminants sociaux de la vulnérabilité climatique.
3. L'exclusion des femmes des mécanismes de marché a réduit l'efficacité globale :
  - Les programmes de compensation n'ont pas renforcé la résilience des communautés locales.
  - Les bénéfices économiques n'ont pas été redistribués de manière équitable.
4. Les enseignements de Kyoto ont préparé le terrain pour l'intégration du genre dans l'Accord de Paris (2015), en reconnaissant la nécessité d'une approche centrée sur les populations.



**Responsabilités communes, mais différenciées. Les efforts doivent tenir compte des capacités économiques et technologiques de chacun**



## Avant Lima: le contexte post-Kyoto (1997-2014)

Après le Protocole de Kyoto, les négociations climatiques ont progressivement reconnu les limites d'une approche purement technocratique.

Malgré la Décision 23/CP.18 (Doha, 2012) – qui prônait un meilleur équilibre femmes-hommes dans les organes de la CCNUCC – le genre n'était toujours pas intégré dans la planification, ni dans les financements ou les politiques d'adaptation.

C'est dans ce contexte de pression croissante de la société civile, des réseaux de femmes et des États du Sud que naît l'initiative de Lima.

## Le programme de travail de Lima sur le genre (COP 20 - 2014)

Le programme de Lima se structure autour de 4 piliers d'action :

1. Renforcement des capacités et sensibilisation : former les délégations et acteurs nationaux à l'analyse genre-climat.
2. Participation équilibrée : promouvoir la représentation équitable des femmes dans les négociations et les instances décisionnelles.
3. Intégration du genre dans les politiques nationales : soutenir les États dans la formulation de politiques climatiques sensibles au genre.
4. Suivi et évaluation : élaborer des indicateurs de performance pour mesurer les progrès réalisés.



© - 2025 - Clément Beaudouin. Tous droits réservés. Licence accordée à PPI - People Power Inclusion sous conditions.

**Il s'agit du premier cadre à reconnaître officiellement que l'intégration du genre améliore l'efficacité, la durabilité et la légitimité des politiques climatiques.**

**En d'autres termes, Lima a opéré un changement de paradigme : passer du discours "les femmes subissent le climat" à "les femmes sont des agentes du changement climatique".**



## CEDAW

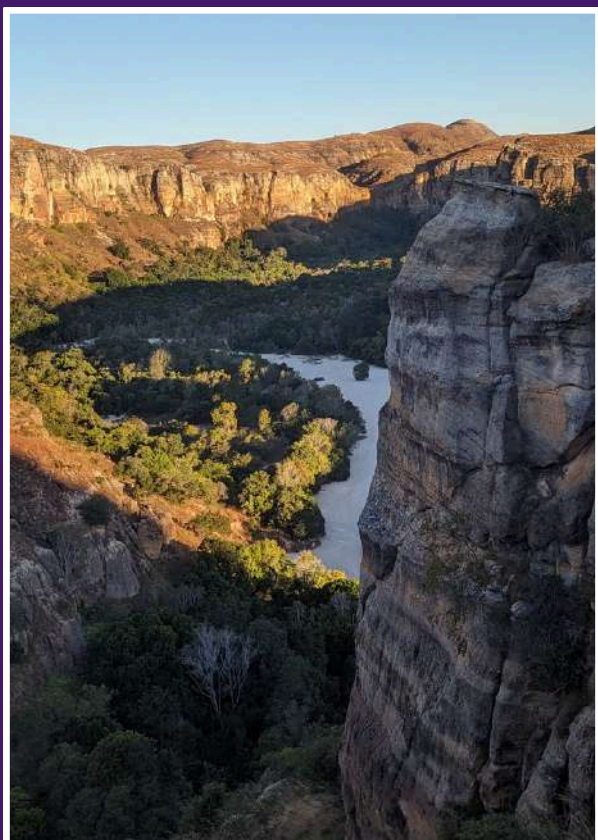
Le CEDAW - Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, a été adopté le 18 décembre 1979 à New York, Etats-Unis, et est entrée en vigueur le 3 septembre 1981. Elle constitue un cadre juridique fondamental pour garantir l'égalité entre les sexes.

Bien que la CEDAW ne mentionne pas explicitement le changement climatique (le traité est antérieur à la crise climatique telle que définie aujourd'hui), ses principes d'égalité substantielle et ses obligations en matière de droits humains ont une portée directe sur les politiques environnementales et climatiques.

Les impacts du changement climatique aggravent les inégalités de genre préexistantes (accès à la terre, aux ressources, à la santé, à la sécurité).

Ainsi, les mesures d'adaptation et d'atténuation doivent être conformes aux droits garantis par la CEDAW, notamment :

- le droit à la santé (art. 12) → affecté par les catastrophes et la dégradation environnementale ;
- le droit à la participation (art. 7 et 14) → essentiel dans les instances de décision climatique ;
- le droit à un niveau de vie adéquat (art. 14 et 16) → menacé par l'insécurité alimentaire liée aux sécheresses et aux cyclones.



# ACCORD DE PARIS

L'Accord de Paris, adopté lors de la COP21 en décembre 2015 et entré en vigueur en novembre 2016, constitue le cadre mondial de référence pour la lutte contre le changement climatique après 2020.

Il vise à maintenir l'élévation de la température mondiale bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre les efforts pour la limiter à 1,5°C. Son approche repose sur des Contributions Déterminées au niveau National (CDN), intégrant atténuation, adaptation, financement et transparence.

L'accord intègre explicitement la dimension de genre. Les articles 7 et 11 recommandent aux Etats de considérer l'égalité des sexes dans leurs stratégies d'adaptation et de renforcement des capacités.

L'Accord de Paris a conduit à :

- la création du Plan d'Action Genre de la CCNUCC (adopté à la COP25 en 2019, renforçant les décisions de Lima et Varsovie)
- la prise en compte du genre dans les CDN (plus de 90 pays, dont Madagascar, y font référence) ;
- la multiplication d'initiatives internationales telles que "Gender Action Plan", "Women and Climate Finance" et les réseaux féminins d'expertise climatique.



© - 2025 - Sarobidy razafindrabe haga. Tous droits réservés. Licence accordée à PPI - People Power Inclusion sous conditions.

**L'Accord de Paris fonctionne sur un cycle quinquennal, au cours duquel les pays mènent des actions climatiques toujours plus ambitieuses. Tous les cinq ans, chaque pays doit en principe présenter un plan d'action national révisé, que l'on appelle « contribution déterminée au niveau national » ou « CDN ».**



## Protocole de Maputo

Le Protocole de Maputo, adopté le 11 juillet 2003 à Maputo, Mozambique, et entré en vigueur le 25 novembre 2005, vise à promouvoir les droits des femmes, y compris l'accès aux ressources, la santé et la participation à la vie économique et politique. Bien qu'il ne soit pas lié directement au climat, ce protocole contribue à renforcer la résilience des communautés face aux impacts environnementaux en soutenant l'autonomisation des femmes dans l'agriculture et la gestion durable des ressources naturelles.

## Déclaration de Beijing et le développement durable

La Déclaration de Beijing sur les femmes et le développement durable a été adoptée du 4 au 15 septembre 1995 à Beijing, Chine. Elle recommande d'intégrer systématiquement la dimension genre dans les politiques environnementales et de développement durable.

## Cadre de Sendai

Adopté en mars 2015 lors de la 3<sup>e</sup> Conférence mondiale de l'ONU sur la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) à Sendai (Japon), ce cadre succède au Cadre d'action de Hyogo (2005–2015).

Son objectif global est de réduire les pertes humaines, sociales, économiques et environnementales dues aux catastrophes, à travers la prévention, la préparation et la résilience des communautés.

Le Cadre de Sendai constitue la base de référence mondiale pour toutes les politiques de réduction des risques, y compris celles liées aux impacts du changement climatique.





## Opportunités stratégiques et limites actuelles



### AVANCÉES ACTUELLES

**Existence de textes et stratégies** : Madagascar dispose de cadres formels (lois, stratégies, plans) qui prennent en compte le climat, le genre, la Réduction des Risques et Catastrophes (DRR) et la décentralisation. Cette dernière constitue une base indispensable pour l'action publique.

**Intégration du genre dans les politiques sectorielles** : certaines politiques, plans et stratégies sectorielles (PNLCC, PNA, SNGCC...) mentionnent explicitement l'importance d'intégrer la dimension genre. La SNGCC par exemple, vise à intégrer la dimension genre dans toutes les actions liées au changement climatique. Son intégration dans ce document se traduit par l'application de l'approche genre à tous les niveaux, de la conception à la mise en œuvre, en se basant sur des analyses et des objectifs clairs pour assurer l'égalité femmes-hommes. Cela implique de dédier des budgets spécifiques, de réaliser des diagnostics participatifs, de fixer des indicateurs de suivi désagrégés par genre, et de mettre en place des actions concrètes au sein d'une organisation donnée pour une meilleure participation et représentation des femmes. L'intégration du genre dans les politiques ou stratégies sectorielles cherche ainsi à réduire la vulnérabilité des femmes face aux changements climatiques et à renforcer leur participation à la lutte contre ce phénomène.

**Institutionnalisation de la DRR** (ou gestion des risques et des catastrophes) avec la création d'organismes dédiés (BNGRC) et existence de plans nationaux de contingence et de réponse aux catastrophes. Il est important que les actions de lutte contre le changement climatique soient conjuguées de manière complémentaire à la gestion des risques et des catastrophes afin d'optimiser les ressources. Ainsi, les actions d'adaptation au changement climatique (ACC) et de réduction des risques et des catastrophes (DRR) convergent chacune vers le renforcement de la résilience de la population.





## Opportunités stratégiques et limites actuelles

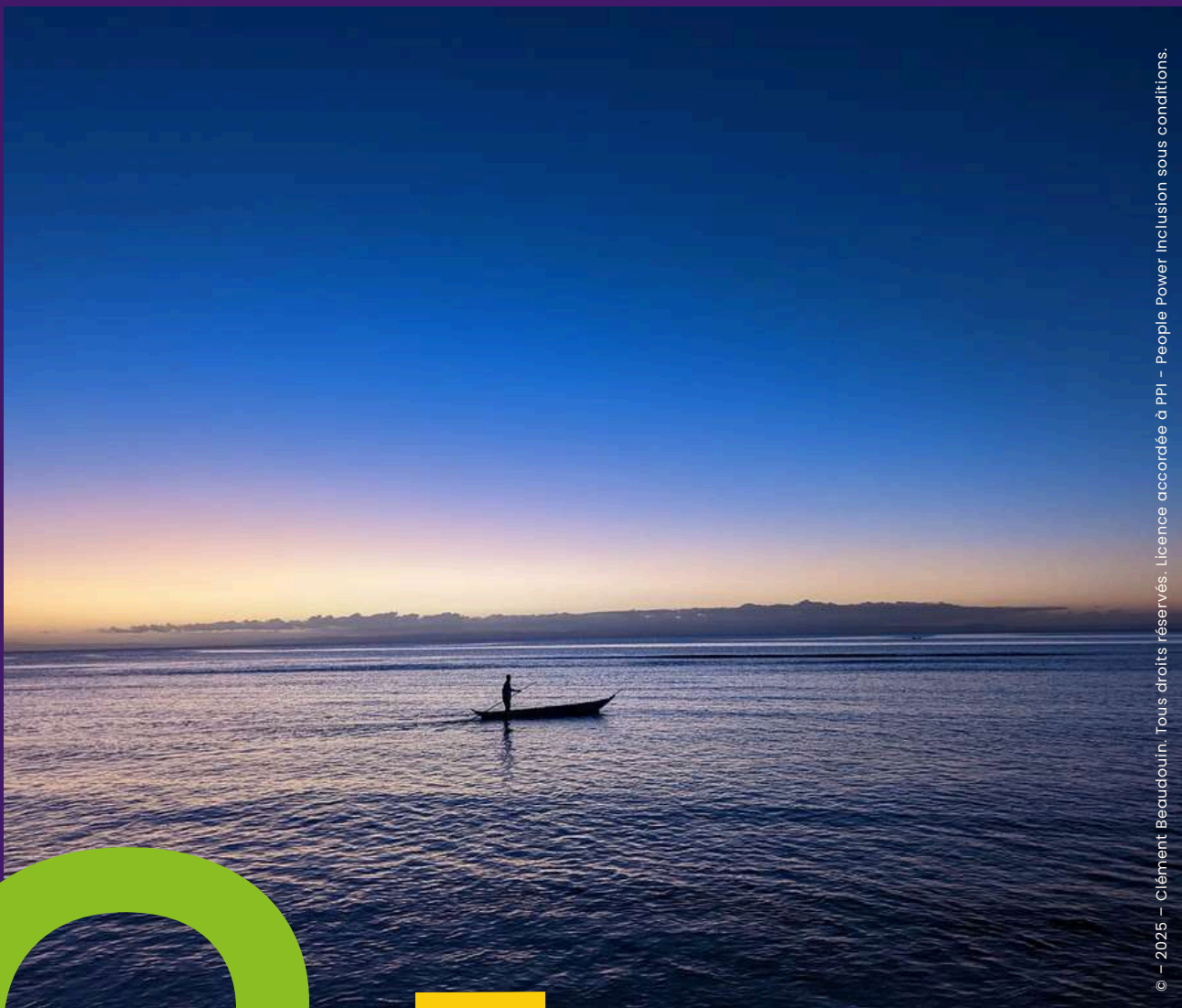


### DES LACUNES PERSISTENTES

1. **Formulation générale / peu prescriptive** : de nombreuses stratégies restent larges et normatives sans cibles chiffrées, indicateurs clairs ou calendriers opérationnels.
2. **Fragmentation** : multiplicité de documents sectoriels (climat, DRR, genre, décentralisation) parfois peu harmonisés, créant des chevauchements et des vides de responsabilité.
3. **Faible intégration transversale** : le genre est souvent mentionné mais rarement traduit en mesures budgétées et obligations opérationnelles dans les politiques sectorielles.
4. **Absence de mécanismes contraignants** : peu de sanctions, peu d'obligations de reporting contraignant pour la mise en œuvre (au niveau local et national).
5. **Données et indicateurs insuffisants** : manque de données désagrégées (sexe, âge, localisation) et d'un système national de suivi-évaluation unifié pour mesurer progrès et impacts

Ces lacunes sont à la base des écarts entre les textes et leur application.

1. **Capacités techniques limitées au niveau local** : les communes et les agences régionales manquent souvent de personnel formé et qualifié, d'outils SIG, de compétences en intégration genre-climat.
2. **Financements insuffisants et mal orientés** : les budgets nationaux et locaux dédiés à l'adaptation et à l'intégration du genre sont faibles ; les actions sur financement extérieur sont traduites en projet parfois non pérennes.
3. **Coordination institutionnelle faible** : les ministères concernés (Environnement, Santé, Genre, Intérieur, Décentralisation) interviennent de manière isolée sans coordination (réunions de coordination irrégulières), sans collaboration ou partage efficace d'information, et par conséquent sans suites concrètes.
4. **Faible appropriation locale** : les plans nationaux ne sont pas toujours traduits en plans communaux opérationnels et compréhensibles pour les acteurs locaux.
5. **Normes sociales et barrières culturelles** : les coutumes, les pratiques discriminatoires et les normes de genre limitent la participation effective des femmes aux processus décisionnels locaux, même quand les textes le prévoient.
6. **Procédures administratives lourdes** : l'accès aux subventions/financements et la formalisation des initiatives locales sont complexifiés par des procédures centralisées.
7. **Suivi et reddition de comptes limités** : peu de mécanismes transparents pour suivre la mise en œuvre, remonter les déficits et sanctionner les retards.



© – 2025 – Clément Beaudouin. Tous droits réservés. Licence accordée à PPI – People Power Inclusion sous conditions.

# 3

## CARTOGRAPHIE STRATÉGIQUE DES ACTEURS ET INITIATIVES





## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

📍 Nanisana

✉️ [sgmed@environnement.mg](mailto:sgmed@environnement.mg)

🌐 [www.environnement.mg](http://www.environnement.mg)

Le MEDD est l'organe central de la politique environnementale et climatique à Madagascar. Il assure la coordination nationale de la lutte contre le changement climatique et la promotion de la résilience des communautés face aux impacts climatiques.

***Le MEDD a mis en place des points focaux genre à l'échelle nationale et sectorielle, ainsi que des responsables genre au sein des projets clés***

### INTÉGRATION DU GENRE ET DE L'INCLUSION

- Les documents stratégiques (PNA, PNCC, CDN) reconnaissent les impacts différenciés du changement climatique sur les femmes, les jeunes et les communautés vulnérables, et prévoient des actions pour renforcer leur participation dans la planification, la gouvernance et l'accès aux ressources
- Les ateliers de dissémination régionaux du PNA ont inclus des sessions spécifiques sur la vulnérabilité différenciée et les besoins spécifiques des femmes, favorisant l'appropriation du plan comme outil de décision et de mobilisation des ressources.

### DÉFIS ET PERSPECTIVES

1. Le principal défi reste le renforcement des capacités techniques et financières des points focaux genre, ainsi que le suivi-évaluation des impacts réels sur les femmes et communautés vulnérables.
2. L'articulation entre le PNA, la CDN et les programmes sectoriels nécessite une coordination intersectorielle renforcée pour garantir la cohérence et l'efficacité des actions.
3. Avec l'appui des partenaires techniques et financiers, le MEDD peut renforcer le leadership national et international de Madagascar en matière de politiques climatiques inclusives et sensibles au genre.





## MINISTÈRE DE LA POPULATION ET DES SOLIDARITÉS

📍 Ambohitovo

✉️ [spministremps@gmail.com](mailto:spministremps@gmail.com)

🌐 [www.population.gov.mg](http://www.population.gov.mg)

Le Ministère de la Population et des Solidarités occupe une position centrale dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), la protection des victimes et l'autonomisation des femmes. Il s'assure que toutes les politiques et stratégies nationales sont cohérentes et alignées avec les initiatives entreprises dans ces domaines.

## INITIATIVES ET INTÉGRATION DU GENRE DANS LES PROGRAMMES CLIMATIQUES

Le MPS joue un rôle actif dans l'intégration du genre au sein des initiatives et programmes sectoriels liés au climat:

- Collaboration avec le MEDD, BNGRC afin d'assurer que les projets climatiques tiennent compte des besoins spécifiques des femmes et des groupes vulnérables
- Organisation d'ateliers et sessions de renforcement de capacités pour les acteurs locaux
- Le suivi-évaluation des programmes climatiques intègrent des indicateurs spécifiques de genre

### BONNES PRATIQUES:

La collaboration entre le MPS et le MEDD a conduit à l'élaboration de la Stratégie Nationale Genre et Changement Climatique en janvier 2023, garantissant une meilleure coordination entre les politiques sociales et climatiques.

Une analyse de la lettre de politique sur l'énergie a également été menée à travers une perspective genre, illustrant la volonté des institutions de prendre en compte les implications différenciées du climat sur les femmes et les hommes.



## DONNÉES ET INFORMATIONS DISPONIBLES



Le ministère ne dispose actuellement pas de données désagrégées par sexe, âge, handicap ou localisation concernant l'accès aux ressources naturelles, la santé et la sécurité alimentaire, l'emploi vert ou l'économie durable, ainsi que la participation à la gouvernance. Cette lacune constitue un obstacle majeur à l'élaboration et au suivi de politiques climatiques véritablement sensibles au genre.

Le MPS prévoit de renforcer les capacités de ses responsables de bases de données et de mettre en place un système de collecte de données intégrant la perspective genre.

## DÉFIS ET LIMITES

- Veiller à ce que l'intégration du genre dépasse le rôle des points focaux individuels et se traduise par des structures permanentes de "gender mainstreaming" capables d'assurer la continuité et la pérennité des actions.
- Les ressources et compétences disponibles demeurent insuffisantes. Le renforcement des capacités techniques pour le personnel chargé de l'intégration du genre dans les ministères sectoriels est nécessaire, de même que la mise en place de comités fonctionnels pour coordonner et suivre les activités.
- Le financement reste également un enjeu majeur pour soutenir la mise en œuvre des programmes, le suivi et l'évaluation, ainsi que la production de rapports de qualité.

***Le principal défi reste la transformation des stratégies nationales en actions concrètes sur le terrain, avec un besoin accru de financement, de suivi-évaluation et de renforcement des capacités locales.***



Même si ce ministère n'est pas en charge du climat au sens strict, il joue un rôle clé sur l'interface genre , protection sociale et crises climatiques :

- La Stratégie Nationale de Protection Sociale 2019–2023 et les documents de programmation du MPPSPF intègrent la réponse aux chocs, y compris la sécheresse, comme un enjeu majeur pour les ménages les plus vulnérables (femmes, enfants, PSH).



- Un Manuel des opérations de protection sociale réactive aux chocs – Réponse à la sécheresse (2020) formalise la mise en œuvre de transferts monétaires et d'autres mesures d'assistance en cas de sécheresse, en coordination avec d'autres acteurs.
- Le ministère est engagé dans des dispositifs de protection sociale adaptative, décrits par plusieurs études (REAP Madagascar, études sur les crises climatiques et la protection sociale), qui soulignent à la fois la pertinence de ces dispositifs face aux chocs climatiques et les défis de coordination et de couverture.

Par ailleurs, la Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (2017–2021), même si elle n'est pas spécifiquement "climat", est citée dans les analyses du PNA comme un référentiel essentiel pour intégrer la prévention et la réponse aux VBG dans les interventions d'adaptation, notamment dans le Sud frappé par le Kere.

### DÉFIS ET LIMITES

- Le ministère porte des instruments structurants (VBG, protection sociale, handicap), mais la formalisation des liens avec les politiques climatiques reste encore en construction : les textes climat mentionnent le MPS, mais les mécanismes concrets de coordination opérationnelle ne sont pas toujours visibles.
- Les programmes de transferts sociaux restent fragmentés, de faible envergure, avec des difficultés à consolider un registre unique des bénéficiaires, ce qui complique leur utilisation comme outil de résilience climatique ciblant les femmes les plus exposées.





## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

📍 Anosy

✉ [contact@pcsdr.minae.gov.mg](mailto:contact@pcsdr.minae.gov.mg)

🌐 [www.minae.gov.mg](http://www.minae.gov.mg)

Le MINAE joue un rôle central dans l'adaptation climatique des communautés rurales, particulièrement dans les régions vulnérables comme l'Atsimo-Andrefana et l'Anosy.

### POLITIQUES ET STRATÉGIES

- Plan National d'Adaptation (PNA) : Identifie l'agriculture comme secteur prioritaire et souligne les impacts différenciés du changement climatique sur les femmes rurales.
- PNCC : Intègre des mesures pour soutenir l'agriculture résiliente et durable, avec des indicateurs de participation féminine dans la production et les décisions agricoles.
- Stratégies REDD+ et PAZC2 (Programme d'Adaptation et de Zones à Risques Climatiques) : Incluent des composantes de renforcement des capacités pour les coopératives féminines, favorisant l'accès aux technologies agroclimatiques et aux ressources financières.

***La recherche montre que l'inclusion des femmes dans les décisions agricoles augmente la résilience des ménages et améliore la sécurité alimentaire.***

### DÉFIS ACTUELS

- Manque de coordination intersectorielle.
- Absence de données désagrégées par sexe, âge, localisation ou handicap.
- Insuffisance des financements et dépendance aux partenaires techniques.
- Centralisation excessive limitant la prise en compte des besoins locaux.
- Faible allocation de fonds climat dédiés au genre.





## EXEMPLE D'UN PROGRAMME PHARE

### Programme DEFIS / DEFIS+ – Résilience des petits exploitants au changement climatique

Le **Programme DEFIS – Inclusive Agricultural Value Chains Development** Programme (2017–2031) soutient environ **320 000 exploitations familiales**, dont au moins **30 % dirigées par des femmes ou des jeunes**, dans huit régions du sud et du centre-est. Il est cofinancé notamment par l'IFAD, le Fonds Vert pour le Climat et le gouvernement malgache (coût total ~250 M USD). Le programme vise explicitement à renforcer et sécuriser **la base productive des exploitations familiales dans un contexte de changement climatique**, en promouvant des cultures résilientes (sorgho, mil, etc.) et des chaînes de valeur plus inclusives.

Le volet **DEFIS+**, financé par le FVC et l'IFAD (150,8 M USD sur six ans), est présenté par le MEDD comme un levier pour une agriculture durable et inclusive, avec plus de **447 000 producteurs** soutenus, 104 000 exploitations appuyées et un impact estimé sur 3,5 millions de personnes dans plusieurs régions du Sud et du Centre (Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Vatovavy, Fitovinany, Ihorombe, Atsimo Atsinanana).

## DÉFIS ET LIMITES

- Les documents publics mettent bien en avant l'inclusion des femmes et des jeunes, mais les informations accessibles sur les outils concrets de transformation des rapports de genre (quotas dans les comités, partage des bénéfices au sein des ménages, réduction de la charge de travail) restent limitées.
- Les volets "genre" apparaissent souvent comme des composantes transversales; un plaidoyer pourrait encourager une budgétisation spécifique pour l'appui aux organisations paysannes féminines, aux agro-entrepreneuses et aux jeunes femmes rurales.





Ministère de l'Eau,  
de l'Assainissement et de l'Hygiène

## MINISTÈRE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIÈNE

📍 Ambohitatovo Ambony

✉ [scomeah@gmail.com](mailto:scomeah@gmail.com)

🌐 [meah.gov.mg](http://meah.gov.mg)

Le MEAH est responsable de la gestion durable et équitable des ressources en eau, un secteur critique pour l'adaptation climatique.

### POLITIQUES ET STRATÉGIES

- PNCC et PNA : L'eau est identifiée comme un secteur clé pour l'adaptation, avec reconnaissance explicite de la charge domestique et productive des femmes.
- Stratégies sectorielles de gestion de l'eau : Veillent à l'intégration du genre dans l'accès à l'eau potable, l'irrigation et la gestion des infrastructures hydriques.
- La Politique Nationale de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, qui reconnaît la nécessité d'intégrer les besoins spécifiques des femmes et des filles
- Les outils sectoriels WASH, incluant des approches telles que le Community-Led Total Sanitation (CLTS), progressivement révisés pour intégrer des considérations de genre et de protection.

**Les études sur la gestion participative de l'eau montrent que l'inclusion des femmes réduit les conflits liés à la pénurie et améliore la résilience des communautés (UN Women, 2020).**

### MESURES OPÉRATIONNELLES INTÉGRANT LE GENRE

- Intégration institutionnelle : présence croissante de points focaux genre dans certains programmes et projets, formations internes, identification de besoins spécifiques
- Approches communautaires : montée en puissance d'initiatives favorisant la participation des femmes dans les comités d'eau, la gestion des ouvrages, les campagnes de sensibilisation à l'hygiène, et la prévention des violences liées à la collecte d'eau.
- Amélioration des données : les diagnostics sensibles au genre se multiplient, mais restent encore insuffisants pour soutenir une prise de décision systématiquement informée.
- Inclusion élargie : certains programmes commencent à prendre en compte les besoins des jeunes, des personnes handicapées et des ménages dirigés par des femmes, particulièrement exposés aux crises hydrologiques et climatiques.

Cette dynamique connaît toutefois des limites liées à la disponibilité des ressources humaines formées, à la faible institutionnalisation des mécanismes de suivi genre, et à l'absence de directives sectorielles uniformisées.



## DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR RENFORCER LA CONVERGENCE GENRE & CLIMAT AU MEAH



Ministère de l'Eau,  
de l'Assainissement et de l'Hygiène

Malgré les avancées observées, plusieurs obstacles persistent :

- Faible coordination intersectorielle, entraînant une duplication des interventions et un manque d'harmonisation des outils.
- Insuffisance des données désagrégées, limitant la capacité du Ministère à mesurer les impacts différenciés des risques climatiques sur les femmes et les hommes.

- Ressources financières et humaines limitées, freinant l'opérationnalisation des politiques existantes.
- Normes sociales persistantes, souvent défavorables à la participation des femmes et des jeunes filles aux instances de gestion de l'eau ou de gouvernance locale.
- Vulnérabilité accrue des zones rurales, où les impacts combinés du changement climatique et des inégalités de genre se manifestent de manière plus prononcée.

### **Le secteur présente de réelles opportunités pour accélérer l'intégration du genre :**

- Renforcement des capacités internes et institutionnalisation du « genre » dans tous les programmes du MEAH.
- Co-construction d'outils harmonisés d'analyse, de suivi et d'évaluation sensible au genre.
- Développement de projets pilotes mettant en avant la participation des femmes dans la gouvernance de l'eau et l'adaptation locale.
- Partenariats stratégiques renforcés avec les OSC et les CTD pour une transformation durable au niveau communautaire.
- Mobilisation accrue des financements climat intégrant des objectifs de réduction des inégalités et de résilience.





Ministère de l'Eau,  
de l'Assainissement et de l'Hygiène

## EXEMPLE D'UN PROGRAMME PHARE

### Projet "Lutter contre le changement climatique et bâtir la paix" – Région Androy

Le MEAH porte, conjointement avec le MEDD et le système des Nations Unies, un projet pionnier dans la région Androy, financé par le Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF).

- Montant : 3,5 M USD, durée de 36 mois.
- Bénéficiaires : plus de 435 000 personnes, en particulier les femmes et les jeunes.
- Objectif : renforcer la résilience des communautés face aux effets du changement climatique, réduire les conflits liés aux ressources (notamment l'eau) et promouvoir la cohésion sociale. Le MEAH y joue un rôle central pour assurer une gestion durable et transparente de l'eau, ressource au cœur des tensions locales.

## DÉFIS ET LIMITES

- Le projet présente clairement les femmes et les jeunes comme publics prioritaires, mais les informations disponibles ne détaillent pas encore des mécanismes formels de participation des femmes à la gouvernance de l'eau (comités de gestion, médiation des conflits, etc.).
- Les synergies avec les stratégies nationales VBG, handicap ou genre-climat pourraient être davantage explicitées pour faire de l'accès à l'eau un levier direct de réduction des inégalités de genre.





## MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

📍 Ambohidahy

✉ communication.msanp2@gmail.com

🌐 msanp.gov.mg

Le MSP assure la protection de la santé des populations vulnérables, particulièrement face aux impacts différenciés du climat sur les femmes et les enfants.

### POLITIQUES ET STRATÉGIES

- PNCC et PNA : Le secteur santé est priorisé pour l'adaptation, en tenant compte des vulnérabilités spécifiques liées au genre et à l'âge.
- Programmes de santé communautaire et de nutrition : Intègrent des composantes de résilience climatique, comme la prévention des maladies liées à la chaleur, aux inondations ou aux sécheresses.

***Les recherches (WHO, 2021) indiquent que l'exposition aux aléas climatiques affecte les femmes et les enfants de manière disproportionnée, rendant l'intégration du genre dans la santé publique essentielle pour la résilience.***

### MESURES OPÉRATIONNELLES INTÉGRANT LE GENRE

- Programmes ciblés sur les maladies hydriques et nutritionnelles, avec une attention particulière aux femmes enceintes et aux enfants.
- Campagnes de sensibilisation sur les risques climatiques pour la santé, en impliquant les organisations de femmes et les relais communautaires.
- Utilisation de données ventilées par sexe et âge pour planifier les interventions et prioriser les zones les plus vulnérables.





## ENJEUX TRANSVERSAUX ET OPPORTUNITÉS D'AMÉLIORATION

Les principaux défis que l'on peut soulever sont :

- **Coordination inter-ministérielle** : les mandats sont complémentaires (environnement, eau, agriculture, population/genre), mais les mécanismes de coordination opérationnelle (comités permanents, budgets conjoints, suivi commun d'indicateurs genre/climat) restent à renforcer.
- **Opérationnalisation et territorialisation** : les cadres nationaux sont ambitieux; la déclinaison en plans régionaux/communaux avec des ressources dédiées, en particulier dans les régions les plus exposées (Sud, côtes, zones forestières) pourrait être davantage systématisée.
- **Données et suivi** : la production de données désagrégées (sexe, âge, handicap, localisation, statut socio-économique) est encore insuffisante pour suivre finement l'impact des projets sur les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés.
- **Participation des organisations de femmes et des communautés** : de nombreuses initiatives mentionnent les femmes comme "bénéficiaires", mais les dispositifs de gouvernance multi-acteurs (comités de pilotage, structures locales de gestion des ressources, plateformes de dialogue) pourraient aller plus loin pour leur garantir un rôle décisionnel et des moyens d'action.

Ces éléments constituent un bon socle pour un plaidoyer qui reconnaît les efforts déjà engagés par l'État tout en proposant d'**aller plus loin** : renforcer la coordination entre ministères, sécuriser des budgets spécifiques genre/climat, et faire des organisations de femmes, de jeunes et des communautés vulnérables des **co-architectes** des politiques climatiques, plutôt que de simples bénéficiaires.





## BNCCREDD+

📍 Nanisana

✉ communication@bnc-redd.mg

🌐 www.bnc-redd.mg

Le BNCC REDD+, sous l'autorité du MEDD, est responsable de la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie REDD+. Elle met en avant :

- Des points focaux genre à tous les niveaux : national, régional, projet (PAZC2, Mobilité électrique, ARCHE, Readiness Fonds Vert) et à l'échelle internationale avec un point focal genre auprès de la CCNUCC
- Des indicateurs de résultats genrés, permettant de suivre l'impact différencié sur les femmes et les jeunes, même si l'évaluation reste partielle car certains projets sont en phase initiale.
- Une coordination avec les points focaux genre et climat du MEDD et des partenaires internationaux (CCNUCC, GCF) pour garantir la cohérence entre la politique nationale et les engagements internationaux.

Mécanismes institutionnels pour assurer la prise en compte du genre dans les interventions du BNCCREDD+:

- La nomination du point focal genre auprès de la CCNUCC démontrant la volonté de Madagascar de prendre en compte la dimension genre et l'inclusion sociale dans ses politiques
- Nomination de points focaux genre régionaux et au niveau des secteurs
- Nomination de responsables genre dans les projets mis en oeuvre par le MEDD (PAZC2 notamment)

***Il est important de renforcer la coordination intersectorielle pour maximiser nos impacts sur le terrain de manière durable***

## DÉFIS IDENTIFIÉS

Les principaux défis rencontrés pour l'intégration du genre dans les politiques climatiques concernent le manque de capacités techniques et financières au sein de l'institution. Les points focaux genre ont besoin d'un renforcement de leurs compétences pour pouvoir influencer efficacement la planification et la mise en œuvre des programmes. Les obstacles institutionnels incluent également la nécessité de mieux coordonner les interventions entre les différents secteurs liés au climat.

Les risques sociaux et politiques, tels que la marginalisation des femmes dans la prise de décision et les fluctuations dans l'appui institutionnel, constituent des menaces supplémentaires à la réussite de l'intégration du genre dans les politiques climatiques.





## BUREAU NATIONAL DE GESTION DES RISQUES ET CATASTROPHES

📍 Mausolée

✉️ [sp.bngrc@bngrc.mg](mailto:sp.bngrc@bngrc.mg)

🌐 [bngrc.gov.mg](http://bngrc.gov.mg)

Le BNGRC est l'organe de coordination nationale de la Gestion des Risques et des Catastrophes (GRC/DRR), en conformité avec le Cadre de Sendai (2015–2030).

***La participation des femmes aux mécanismes de décision réduit significativement la vulnérabilité et augmente l'efficacité des interventions post-catastrophe.***

## RÔLE ET RESPONSABILITÉS

- Coordination des plans nationaux et régionaux de prévention, préparation et réponse aux catastrophes climatiques, en intégrant des approches différenciées selon le genre.
- Promotion du leadership féminin dans les comités locaux et régionaux, garantissant que les besoins spécifiques des femmes et des enfants soient pris en compte dans les stratégies de gestion des risques.
- Développement d'outils méthodologiques et de programmes de sensibilisation intégrant des indicateurs de vulnérabilité genrés, tels que l'exposition aux aléas, la sensibilité et la capacité d'adaptation.





## UNION EUROPÉENNE

 Tour Zital Ankorondrano

 [delegation-  
madagascar@eeas.europa.eu](mailto:delegation-madagascar@eeas.europa.eu)

 [ue-madagascar.org](http://ue-madagascar.org)

## UNE STRATÉGIE ÉTABLIE

L'Union européenne dispose d'une Stratégie pour l'égalité de genre 2020-2025 visant à intégrer une perspective de genre dans toutes les politiques, y compris celles liées au climat. Elle s'engage à promouvoir l'autonomisation des femmes dans les secteurs de l'énergie et du climat. Cette approche est destinée à garantir que les femmes jouent un rôle central dans la transition vers une économie verte.

Dans le cadre de sa coopération pour le développement, l'UE prétend intégrer largement le genre dans ses programmes de lutte contre le changement climatique, favorisant des projets où le rôle des femmes est central pour le développement durable. La perspective de genre dans ses actions liées au climat, permettent de mieux répondre aux besoins et aux contributions des femmes et des hommes dans le contexte du changement climatique.

## PROGRAMMES LIÉS AU GENRE ET AU CLIMAT

La DUEM dispose de 2 programmes dont l'objectif principal (OP) est l'aide à l'environnement et dont un des objectifs significatifs (OS) est l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Le **programme FAMINDRA** démarré début 2025:

OP : aide à l'environnement et diversité biologique.

OS liés aux marqueurs de Rio : Lutte contre la désertification, atténuation changement climatique (CC), adaptation CC.

L'Action contribuera au plan Plan d'Action Genre III (GAP III) de l'UE – promotion des droits économiques et sociaux et autonomisation des filles et des femmes.





Le programme **PADIPAP** qui devrait démarrer début 2026)

OP : aide à l'environnement et adaptation au changement climatique

OS liés aux marqueurs de Rio : Diversité biologique, lutte contre la désertification, atténuation changement climatique, adaptation CC.

L'Union européenne a également consacré un fond spécifique à la Coalition Genre et Justice Climatique dans le cadre du Projet REJIC (Renforcement des Capacités pour la Justice Climatique et l'Égalité de Genre) dont objectif général est de proposer une série d'activités stratégiques pour renforcer les 15 membres de la Coalition Genre et Justice Climatique et de répondre aux défis combinés du genre et du climat principalement dans les régions Anosy et Atsimo Andrefana via l'accompagnement de 20 OSC locales. Ce projet bénéficie également de l'appui de l'assistance technique de l'Union européenne.

L'action est alignée avec le Plan d'Action de Genre (PAG) III, essentiellement via deux de ces principaux domaines d'engagements thématiques : « renforcer les droits économiques et sociaux et autonomiser les filles et les femmes » et « relever les défis et exploiter les opportunités offertes par la transition écologique et la transformation numérique ». En ce qui concerne la transition verte, il établit en tant qu'objectif thématique général : 'Les femmes, dans toute leur diversité, influencent les processus de prise de décision relatives aux politiques et aux actions ayant trait à la protection de l'environnement et au changement climatique'.

## INTÉGRATION DU GENRE DANS LES PROJETS

Le genre est abordé de manière transversale et inclusive. Pa d'indicateur spécifique mais ciblage et désagrégation par genre des indicateurs en terme de bénéficiaires soutenus par l'action (nbre d'emplois créés, nombre de bénéficiaires des services écosystémiques, nombre de petits exploitants agricoles ayant bénéficié d'actions soutenues par l'UE visant à accroître la production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité foncière, nombre de projets AGR et de micro-entreprises appuyées dont la moitié bénéficie à des femmes/groupements de femmes ou de jeunes).

A noter que le programme PADIPAP sera cofinancé par BMZ-GiZ qui adossera un autre projet en matière d'appui au genre (Women empowerment for resilient rural areas - WE4R).





## BANQUE MONDIALE

📍 1 Rue Andriamifidy  
BP 4140 Antananarivo 101

✉ [dstyvanley@worldbank.org](mailto:dstyvanley@worldbank.org)

🌐 [www.banquemonddiale.org](http://www.banquemonddiale.org)

## EXEMPLE D'UN PROJET PHARE

Le **projet MIONJO** («Support for Resilient Livelihoods in the South of Madagascar»), financé par la Banque mondiale, vise à renforcer la résilience des communautés vulnérables dans le Grand Sud (régions Androy, Anosy et Atsimo-Andrefana) face aux chocs climatiques et à l'insécurité alimentaire, tout en favorisant l'inclusion sociale et la participation des femmes et des jeunes.

Résultats et portée :

- Plus de 830 000 personnes bénéficient déjà d'infrastructures essentielles et de services améliorés.
- Le projet a soutenu plus de 637 000 personnes lors de la sécheresse de 2020-2021 par des interventions agricoles et en eau.
- Des actions de restauration écologique ont permis la stabilisation des sols, la protection des cultures et le renforcement de la résilience climatique des communautés locales.
- L'accent sur l'inclusion des femmes et des jeunes favorise l'autonomisation et la participation dans la prise de décision locale.

Le projet MIONJO illustre un modèle de résilience intégrée combinant climat, développement et inclusion sociale. Il constitue une référence pertinente pour les interventions Genre & Climat, en particulier pour l'autonomisation des femmes, le renforcement de la gouvernance locale et la restauration écologique, tout en répondant aux besoins urgents des populations vulnérables du Grand Sud de Madagascar.

## RAPPORTS

- Women's and girl's exposure to gender-based violence in southern Madagascar: their insights and experience in the aftermath of the 2019-2022 drought
- Rapport National sur le Climat et le Développement 2025

Limites du Rapport National sur le Climat et le Développement:

- Sur 122 pages, les femmes ne sont mentionnées que 7 fois dans le corps du texte (11 au total);
- Le handicap et les peuples autochtones ne sont pas mentionnés dans le document;



## Le Green Climate Fund

Le Green Climate Fund (GCF) est un mécanisme financier international visant à soutenir les pays en développement dans leurs efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. À Madagascar, le GCF finance plusieurs projets phares qui contribuent à la résilience des communautés vulnérables, à la transformation des systèmes agricoles et à la conservation des écosystèmes. Ces projets intègrent également des plans d'action genre, soulignant la nécessité d'une approche inclusive pour renforcer la résilience climatique.

Les projets phares du GCF à Madagascar:

- DEFIS+ (FP227) – Résilience des petits exploitants agricoles
- PrAda 2+ (FP278) – Adaptation des chaînes de valeur agricoles
- Paysages Durables à l'Est de Madagascar (FP026)

## ANALYSE ET CONTRIBUTION AU GENRE ET À LA RÉSILIENCE

- 01.** Approche genre intégrée : Les projets GCF à Madagascar comportent des plans d'action genre, visant l'inclusion des femmes et des groupes vulnérables dans toutes les étapes des interventions.
- 02.** Renforcement de la résilience : Les projets agricoles (DEFIS+, PrAda 2+) contribuent à sécuriser les moyens de subsistance face aux aléas climatiques et à améliorer l'accès au marché pour les petits exploitants, en particulier les femmes.
- 03.** Soutenabilité et innovation financière : Le projet "Paysages durables" prévoit des mécanismes de fonds fiduciaire (Climate Change Trust Fund) permettant de réinvestir les retours dans des actions climat et de garantir la durabilité des interventions.
- 04.** Participation communautaire : Les projets renforcent les capacités des collectivités locales, associations communautaires et OSC, favorisant une appropriation locale et une gouvernance inclusive

# Analyse et défis liés au GCF à Madagascar – Perspective Genre et Climat



Bien que les projets financés par le Green Climate Fund (GCF) aient apporté des avancées significatives pour la résilience climatique et l'inclusion des femmes et groupes vulnérables à Madagascar, plusieurs défis limitent l'efficacité et l'impact de ces interventions dans une perspective genre et climat :

## **INÉGALITÉS DANS L'ACCÈS ET LA COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE**

- Certains projets ciblent des zones spécifiques ou des filières agricoles prioritaires (ex. vanille, café, arachide), laissant d'autres régions ou communautés vulnérables moins couvertes.
- Cette inégalité peut accentuer les disparités territoriales et limiter l'accès des femmes et des groupes marginalisés aux ressources climatiques, aux formations et aux services financiers.

## **PARTICIPATION DES FEMMES ET INCLUSION DES GROUPES VULNÉRABLES**

- Les plans d'action genre sont intégrés aux projets, mais des obstacles socio-culturels et institutionnels peuvent limiter la participation effective des femmes, des personnes handicapées, des communautés autochtones (ex. Mikea) et des populations LGBTQIA+.
- La capacité des projets à transformer les pratiques agricoles ou à renforcer la résilience est directement liée à l'inclusion de ces acteurs dans la prise de décision et dans les activités sur le terrain.

## **CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE ET APPROPRIATION LOCALE**

- La réussite et la durabilité des projets dépendent de la capacité des partenaires locaux (collectivités, associations, OSC) à gérer les fonds et à appliquer les mesures d'inclusion genre-climat.
- Le manque de ressources humaines et techniques sensibles au genre peut réduire l'efficacité des interventions et limiter l'autonomisation des communautés locales, en particulier des femmes rurales.

## **SUIVI DIFFÉRENCIÉ ET INDICATEURS GENRE-CLIMAT**

- Le suivi et l'évaluation des projets GCF ne prennent pas toujours en compte les impacts différenciés selon le genre, l'âge et la vulnérabilité.
- L'absence de données précises sur la participation des femmes et des groupes marginalisés rend difficile l'adaptation des interventions et la mesure de leur impact réel sur la résilience climatique.



# Analyse et défis liés au GCF à Madagascar – Perspective Genre et Climat

## DURABILITÉ ET RÉPLICATION DES ACTIONS

- Même si certains projets incluent des mécanismes financiers innovants (ex. Climate Change Trust Fund), leur capacité à assurer la durabilité et à reproduire les bonnes pratiques intégrant le genre reste limitée.
- La continuité des initiatives et la pérennisation des gains pour les femmes et les groupes vulnérables nécessitent un transfert effectif des compétences et un renforcement des structures locales.

## SENSIBILISATION ET CHANGEMENTS SOCIO-CULTURELS

- La réussite de l'intégration du genre dans les projets climat dépend aussi de la capacité à transformer les normes sociales locales.
- Des efforts ciblés de sensibilisation et de plaidoyer sont nécessaires pour réduire les barrières culturelles à la participation des femmes et garantir une approche intersectionnelle de la résilience climatique.

Dans une perspective genre et climat, les projets du GCF à Madagascar démontrent l'importance de combiner résilience climatique et inclusion des femmes et des groupes vulnérables. Pour maximiser leur impact, il est essentiel de :

- Assurer une couverture équitable et inclusive des projets.
- Intégrer systématiquement indicateurs et suivis différenciés par genre et vulnérabilité.
- Renforcer l'appropriation locale et les capacités des partenaires pour la durabilité des interventions.
- Mettre en place des mécanismes de sensibilisation et de transformation socio-culturelle pour soutenir l'inclusion réelle et durable.



## Fanainga+

Fanainga+, programme mis en œuvre par la GIZ et financé par quatre bailleurs dont l'Union européenne est le principal contributeur, intervient principalement dans la consolidation de l'espace civique et la gestion des connaissances. Bien que l'organisation ne dispose pas de sa propre stratégie genre, elle applique les directives de la GIZ, qui exigent que chaque projet intègre une analyse genre et prenne en compte les enjeux d'égalité, même lorsque le projet n'est pas spécifiquement orienté vers les femmes. Cette orientation générale influence directement les pratiques de financement, d'accompagnement et de sélection des projets proposés par les OSC à Madagascar.

### POLITIQUES ET STRATÉGIES



L'intégration du genre au sein de Fanainga est structurée par les normes et orientations de la GIZ, qui servent de cadre principal en l'absence d'une stratégie interne spécifique. Conformément à ces directives, l'ensemble des projets soumis au financement doit comporter une analyse de genre visant à identifier les besoins différenciés entre femmes, hommes et groupes vulnérables, même lorsque la thématique du projet ne porte pas explicitement sur l'égalité de genre.

Les formulaires de soumission de projets et les procédures d'instruction incluent des questions dédiées, ce qui encourage les organisations partenaires à intégrer au minimum les enjeux d'égalité dans leurs propositions. Dans la pratique, Fanainga finance des projets dans divers secteurs, mais l'autonomisation des femmes ressort régulièrement dans les initiatives sélectionnées, reflétant une tendance observée au sein des dernières commissions d'attribution.



## DÉFIS ET PERSPECTIVES

Malgré l'existence de directives claires au niveau de la GIZ, plusieurs défis limitent l'intégration effective du genre dans les projets financés par Fanainga. La compréhension des concepts liés au genre reste souvent hétérogène parmi les OSC partenaires, et parfois même au sein de l'équipe interne, nécessitant un renforcement continu des capacités.

L'absence d'indicateurs spécifiques au genre rend également difficile le suivi des impacts réels sur les femmes, les jeunes et les communautés vulnérables, d'autant plus que l'approche reste largement quantitative et centrée sur le simple comptage hommes/femmes. La documentation sur les résultats liés au genre demeure limitée, particulièrement dans les projets intégrant une dimension climatique.

En parallèle, les organisations partenaires présentent souvent des lacunes en leadership partagé et en suivi-évaluation axé sur les résultats.

Cependant, ces défis ouvrent aussi des perspectives positives : les lignes directrices de la GIZ et les formations en cours représentent une opportunité de renforcer progressivement l'intégration du genre ; les bailleurs identifient le lien genre-climat comme une thématique émergente, ce qui crée un environnement favorable à de nouvelles initiatives.

Enfin, le contexte offre un potentiel de collaboration plus étroit avec les universités, OSC spécialisées et fondations pour renforcer les connaissances et les bonnes pratiques.



*Formation des organisations paysannes féminines sur la production de compost - Planète Urgence Madagascar*





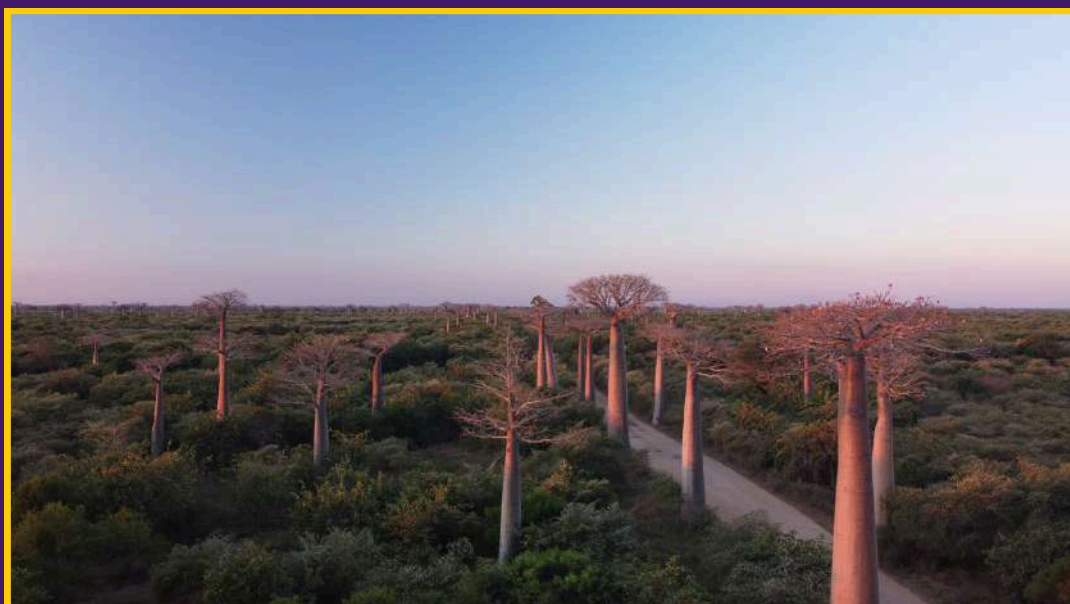
## MESURES OPÉRATIONNELLES INTÉGRANT LE GENRE

Sur le plan opérationnel, Fanainga applique plusieurs mesures qui contribuent à intégrer le genre dans ses activités.

Les projets soumis au financement sont examinés à travers une « lunette genre », permettant d’apprécier la manière dont les besoins différenciés des bénéficiaires sont considérés. Bien qu’il n’existe pas de budget dédié spécifiquement au genre, les critères d’analyse incluent l’attention portée à la participation des femmes et des jeunes, même si aucun quota formel n’est requis.

L’organisation soutient plusieurs initiatives visant l’autonomisation économique des femmes, et certaines success stories commencent à être documentées, bien qu’un travail de capitalisation reste à poursuivre.

Fanainga dispose également d’une base de données interne permettant de suivre les organisations accompagnées, ce qui constitue un premier niveau de collecte d’informations utiles pour l’intégration du genre. Enfin, l’appui méthodologique et les formations fournies par la GIZ offrent un levier important pour accompagner les partenaires dans le renforcement de leurs capacités en matière de genre.





## **PISCCA – PROJETS INNOVANTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET COALITIONS D’ACTEURS – AMBASSADE DE FRANCE**



Le Fonds d’appui à la société civile constitue un dispositif de financement mis en place par le Service de Coopération et d’Action Culturelle de l’Ambassade de France à Madagascar. Connu sous le nom de FSPI-PISCCA (« Projets Innovants de la Société Civile et Coalitions d’Acteurs »), il intervient dans le pays depuis 1996.

L’édition 2023 du FSPI-PISCCA se concentre sur les enjeux liés au genre et au changement climatique. Placée sous le thème « Femmes résilientes et actrices de la lutte contre le changement climatique et ses effets », elle vise principalement à renforcer les capacités des organisations de la société civile engagées dans l’amélioration de la résilience des femmes et des jeunes filles. Cet objectif passe par la promotion de leur autonomisation et par le soutien à des initiatives menées pour atténuer les effets du changement climatique.

Pour l’édition de 2023, 26 projets ont été retenus. Ils ciblent, d’une part, les jeunes filles et les femmes particulièrement touchées par les impacts climatiques, et, d’autre part, les membres des 26 organisations bénéficiaires, dans une logique d’appui au renforcement de leurs compétences.

Les micro-projets soutenus dans le cadre du PISCCA couvrent 11 domaines d’intervention, tels que le leadership féminin, la protection de l’environnement et de la biodiversité, l’agriculture et la pisciculture, l’autonomisation économique, la justice climatique ou encore le journalisme et les médias. Ils sont déployés dans 16 régions à travers Madagascar.



## BONNES PRATIQUES RECENSÉES

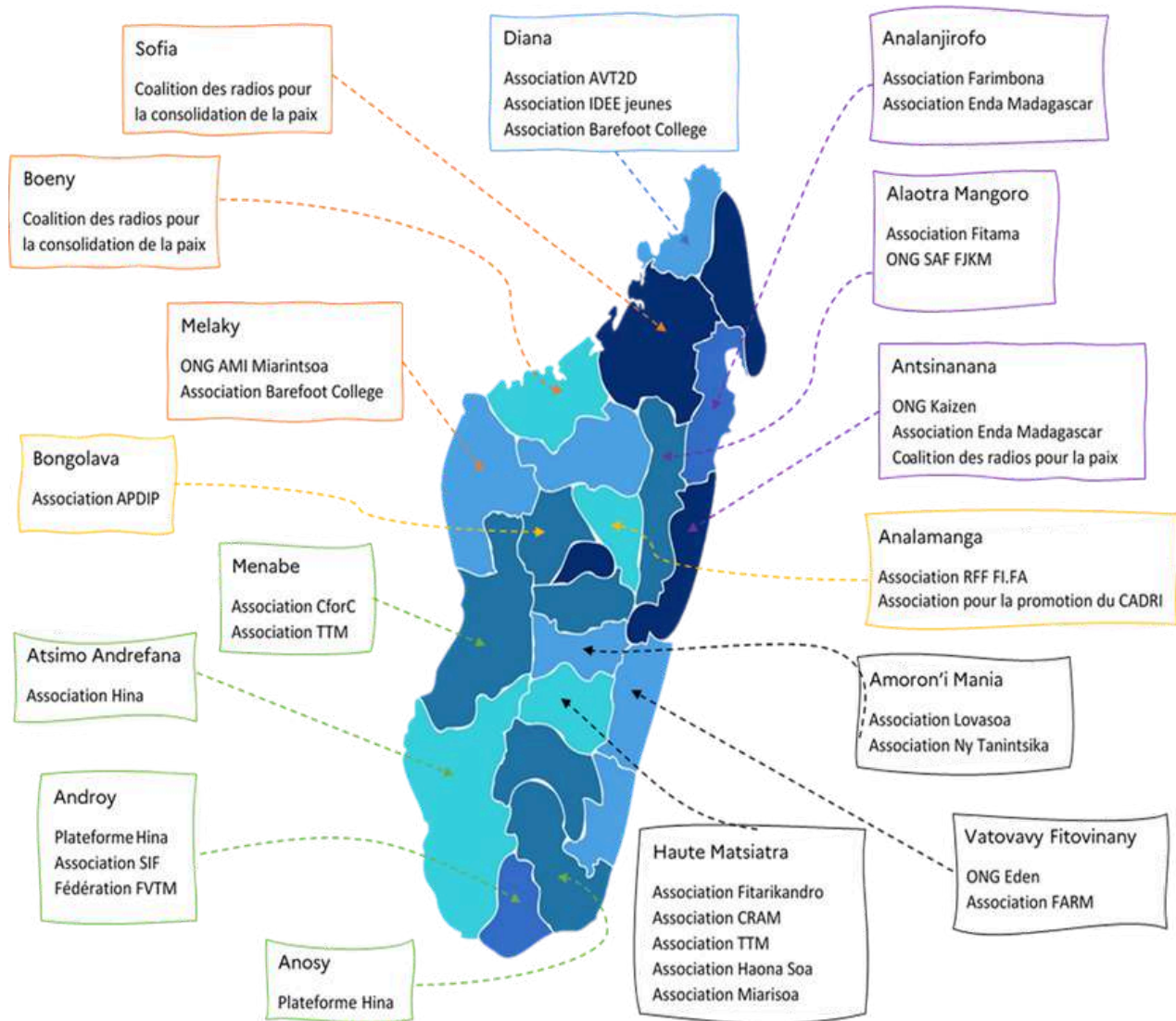
- Mise en place d'une plateforme d'échanges entre OSC lauréates afin d'établir un esprit de cohésion et de partage permettant l'ouverture de nouvelles opportunités (partenariats entre OSC, partages de bonnes pratiques, approches, outils, etc.)
- Renforcement de la solidarité entre bénéficiaires: certains bénéficiaires ont transféré les formations reçues directement aux bénéficiaires indirects
- Organisation de deux séances de formation pour les porteurs de projets et OSC candidates réalisées par la Coalition Genre et Justice Climatique pour approfondir le thème à une centaine de candidats. Ces formations ont pu renforcer les capacités en amont puis en aval avec les OSC sélectionnées
- Une amélioration des conditions de vie des bénéficiaires a été constatée
- Certaines OSC comme FARM et TTM ont pu profiter de financements du Fonds de Développement Agricole permettant aux bénéficiaires de continuer leurs activités suite à la fin du PISCCA et de mettre en application les acquis des formations

## RECOMMANDATIONS

- Impliquer les autorités locales et directions régionales des ministères ;
- Harmoniser les approches avec les autres bailleurs : s'assurer de prioriser les zones où il y a encore peu d'activités et peu de bailleurs afin qu'il n'y ait pas empiétement entre les approches et toucher le maximum de communauté ;
- Valoriser les collaborations entre le programme Fanainga+ et le le fond PISCCA (FEF) sur le choix des OSC à appuyer/financer et sur le suivi post-financement;
- Renforcer le partenariat avec FANAINGA+ pour les actions de renforcement de capacités et d'accompagnement post-formation des OSC ou des bénéficiaires du projet et les actions de suivi et évaluation dans les zones d'interventions de FANAINGA+
- Réaliser différentes séries de formations pour les OSC dès le début du projet et prévoir des actions d'accompagnement des OSC après les formations ;
- Encourager la mise en réseau des OSC avec les bailleurs potentiels : faciliter les opportunités de financement complémentaire pour les OSC, en mettant l'accent sur la continuité des projets à la fin du financement PISCCA ;

# PROJETS ET PROGRAMMES PHARES (NATIONAUX, RÉGIONAUX, INTERNATIONAUX)

## PROJETS SOUTENUS PAR LE PISCCA SUR LA THÉMATIQUE GENRE ET CLIMAT



Source: Ambassade de France à Madagascar



## ETAT DES LIEUX DES PROJETS GENRE & CLIMAT APPUYÉS PAR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES À MADAGASCAR

Depuis quelques années, le Système des Nations Unies à Madagascar a renforcé ses interventions à l'intersection entre genre et changement climatique, en réponse à la vulnérabilité extrême du pays aux cyclones, inondations et sécheresses, et aux inégalités persistantes entre les femmes et les hommes. Différentes agences – UNFPA, UNICEF, PNUD, FAO, PAM, ONU Femmes – ainsi que le Fonds pour la Consolidation de la Paix (Peacebuilding Fund, PBF) portent aujourd'hui des initiatives qui visent à faire des femmes, des filles et des jeunes des actrices de la résilience climatique, tout en réduisant les violences et les inégalités.

### 1. UNFPA : santé sexuelle, droits, violences basées sur le genre et climat



L'agence des Nations Unies pour la santé sexuelle et reproductive

En partenariat avec Zonta International, l'UNFPA met en œuvre à Madagascar le programme "Climate Empower: Community Empowerment and Innovation for Gender-Transformative Climate Action", un projet multi-pays (Madagascar, Mozambique, Soudan du Sud) doté d'un financement d'1 million de dollars sur deux ans. L'objectif est de prévenir les violences basées sur le genre (VBG) et les pratiques néfastes induites ou aggravées par le changement climatique, en renforçant le pouvoir d'agir des femmes et des filles et en soutenant des solutions communautaires innovantes.

Ce programme vise notamment à :

- informer les femmes et les jeunes sur les impacts du climat sur les VBG et les normes sociales ;
- former des leaders féminins et des jeunes à la mobilisation communautaire et au plaidoyer ;
- soutenir des initiatives locales (économiques, sociales, technologiques) qui réduisent les risques de VBG liés aux déplacements, à l'insécurité alimentaire ou aux pénuries d'eau.

En parallèle, l'UNFPA a co-organisé en avril 2025, avec le Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD), **une formation de haut niveau** pour 42 expert-es nationaux sur l'intégration de la **santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR), de l'égalité de genre et des VBG dans les politiques climatiques**. Cette formation s'inscrit dans un processus visant à intégrer ces dimensions dans les contributions déterminées au niveau national (CDN/NDC), les plans nationaux d'adaptation et les politiques sectorielles.

Les interventions d'UNFPA dans le Sud (cliniques mobiles SRHR, prise en charge des survivantes de VBG, kits de dignité, services dans les zones affectées par les cyclones) s'alignent sur cette vision : la résilience climatique passe par la **continuité des services de santé sexuelle et reproductive** et par la **protection des femmes et des filles contre les VBG en contexte de crise**.



## ETAT DES LIEUX DES PROJETS GENRE & CLIMAT APPUYÉS PAR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES À MADAGASCAR

### 2. UNICEF: filles, écoles résilientes, WASH et éco-villages

Avec le soutien de Zonta International, UNICEF met en œuvre le projet **“Engaging Girls on Climate Change in Madagascar”**, centré sur les districts de Beloha et Ambovombe (région d’Androy, Grand Sud). Ce projet vise à permettre aux **filles et garçons d’apprendre dans un environnement scolaire sûr et inclusif, tout en les outillant pour devenir des acteurs de communautés résilientes au climat.**

Les activités incluent :

- des infrastructures scolaires “climate-smart” (latrines séparées filles/garçons, WASH, gestion des déchets) ;
- des contenus pédagogiques sur l’environnement, le climat, la gestion de l’eau et l’hygiène menstruelle ;
- des clubs d’enfants et des plans d’action environnementaux pilotés par les écoles, avec un ciblage particulier des filles.

Au-delà de ce projet, UNICEF soutient un programme d’**“éco-villages”** dans le Grand Sud, notamment dans la commune de Sihanamaro, visant plus de 38 000 personnes. Les villages bénéficient d’**infrastructures résilientes** (eau potable, latrines, services de base), d’actions de nutrition, d’éducation et de protection, et de l’appui à des activités génératrices de revenus, souvent portées par des femmes (ex. produits d’hygiène, valorisation des déchets, maraîchage).

Le **Programme de pays 2024–2028** d’UNICEF fait du climat une priorité structurante : il prévoit d’**accroître l’accès des enfants et adolescent-es à des services WASH résilients au climat, de renforcer la participation des jeunes (y compris des filles) à l’action climatique** et d’intégrer des solutions “vertes” dans tous les secteurs (éducation, santé, protection, protection sociale).



## ETAT DES LIEUX DES PROJETS GENRE & CLIMAT APPUYÉS PAR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES À MADAGASCAR

### 3. PNUD: femmes et transition énergétique propre



Sous l'initiative globale "**Powering Gender Equality (PGE)**", le PNUD soutient le programme "**Les porteuses de lumière de Madagascar**", lancé en 2025. Ce projet forme des femmes aux **technologies solaires** (installation, maintenance de systèmes solaires domestiques et de mini-réseaux) et les accompagne dans la création et le développement d'activités entrepreneuriales dans le secteur de l'énergie propre.

L'approche combine :

- renforcement des compétences techniques des femmes en énergie solaire ;
- soutien à l'entrepreneuriat féminin (vente de kits solaires, micro-réseaux, foyers améliorés) ;
- dialogues communautaires pour transformer les **normes de genre** qui cantonnent les femmes aux tâches domestiques et les excluent des décisions énergétiques et financières.

Ce type d'intervention contribue à la **réduction de la dépendance au bois et au charbon**, donc à la lutte contre la déforestation et les émissions, tout en améliorant la santé et le temps disponible des femmes (moins de fumées, moins de collecte de bois) et en consolidant leur autonomie économique.

### 4. FAO : résilience agricole et sécurité alimentaire des femmes rurales



Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

En partenariat avec la Norvège, la FAO met en œuvre un projet lancé en 2022 visant à **améliorer la résilience et la sécurité alimentaire des petits agriculteurs du Sud de Madagascar** par des méthodes agricoles adaptées au climat ("climate-smart agriculture") et des sources de revenus alternatives. Le projet cible 12 800 producteurs – avec une attention particulière aux femmes – dans des districts fortement touchés par la sécheresse.

Les actions portent sur :

- la disponibilité et l'accès à des semences résilientes et du matériel végétal de qualité ;
- la réduction des pertes de récoltes causées par les aléas climatiques et les ravageurs ;
- l'amélioration de la nutrition des femmes et des enfants ;
- la diversification des revenus (petit élevage, cultures adaptées, valorisation de produits locaux).

Ce projet s'inscrit dans la logique de renforcer le rôle des femmes rurales dans l'agriculture familiale et les chaînes de valeur agroalimentaires, en les dotant de moyens techniques et économiques pour faire face aux chocs climatiques.



## ETAT DES LIEUX DES PROJETS GENRE & CLIMAT APPUYÉS PAR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES À MADAGASCAR

### 5. PAM (WFP): nutrition, action anticipatoire et approche sensible au genre



Le Programme alimentaire mondial (PAM) déploie l'approche **"MIARO" ("Protéger")** pour prévenir la malnutrition dans un contexte de sécheresse et d'insécurité alimentaire chroniques. MIARO cible notamment **42 000 enfants de 6 à 23 mois ainsi que des femmes enceintes et allaitantes**, via des rations nutritionnelles, une éducation nutritionnelle et des activités de maraîchage, en lien avec le Bureau national de la nutrition.

Par ailleurs, le PAM a conduit en 2025 une **analyse Genre, Protection et Inclusion pour l'Action anticipatoire** en Afrique australe, avec un volet spécifique pour Madagascar. Cette analyse vise à s'assurer que les mécanismes d'action anticipatoire (anticipatory action) – déclenchement de transferts avant les chocs climatiques, mise en place de mesures de protection – **réduisent les risques pour les femmes, les filles et les groupes marginalisés**, au lieu de les accentuer (sécurité lors des distributions, accessibilité pour les personnes handicapées, etc.).

Le **Plan stratégique pays 2024–2028** du PAM à Madagascar fait de la transformation des systèmes alimentaires et de la protection sociale un levier central pour une **résilience renforcée des femmes, des enfants et des jeunes** face aux chocs liés au climat.

### 6. ONU Femmes: outils et connaissances sur la résilience des femmes aux désastres

ONU Femmes n'a pas, à ce stade, un grand programme stand-alone climat à Madagascar, mais apporte des ressources via l'initiative **"Women's Resilience to Disasters (WRD)"**, qui développe des outils, études et modèles économiques centrés sur le rôle des femmes dans la résilience climatique. Un des documents phares porte sur les **"gender-focused economic models of climate resilience in Madagascar"**, mettant en avant les groupements féminins d'épargne, les activités génératrices de revenus et les innovations locales comme leviers de résilience.

Ces ressources servent de base de plaidoyer pour encourager l'intégration systématique du genre dans les politiques climat, la gestion des risques de catastrophes et les programmes d'adaptation.



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



## ETAT DES LIEUX DES PROJETS GENRE & CLIMAT APPUYÉS PAR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES À MADAGASCAR

### 7. VIAVY-CC: un projet emblématique du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF)



PEACEBUILDING  
FUND → → →

Le projet “**Valorisation des Initiatives des femmes et des jeunes filles et soutien aux Actions visant la réduction de leurs Vulnérabilités aux Impacts du Changement Climatique (VIAVY-CC)**” est financé par le **Fonds du Secrétaire général pour la consolidation de la paix (Peacebuilding Fund, PBF)**, l’instrument de premier recours de l’ONU pour soutenir la paix dans les pays à risque de conflit.

Porté par l’ONG SAF/FJKM comme chef de file, en consortium avec People Power Inclusion (PPI) et l’OSC Green (ex Green N Kool), tous les 3 membres de la coalition Genre et Justice Climatique, en partenariat avec le Ministère de la Population et le MEDD, le projet est doté d’un budget d’environ **1,69 million USD** pour 24 mois. Il est mis en œuvre dans les régions **Analanjirifo** (districts de Vavatenina, Fénérive-Est, Soanierana-Ivongo) et **Atsinanana** (Toamasina I et II).

VIAVY-CC se distingue par son positionnement explicite à l’intersection de :

- **l’égalité de genre,**
- **la consolidation de la paix,**
- et les **risques climatiques (cyclones, inondations).**

Les objectifs principaux sont de :

- renforcer la **résilience des femmes et des jeunes filles aux effets des cyclones et inondations**, en leur garantissant un accès plus équitable aux ressources et services essentiels ;
- **réduire leur vulnérabilité économique** à travers des initiatives économiques et des mécanismes de solidarité (groupes d’épargne, AGR, etc.) ;
- **prévenir et répondre aux VBG** exacerbées par les crises climatiques, en renforçant les capacités communautaires et en travaillant avec les institutions locales ;
- contribuer à la **prévention des conflits et à la cohésion sociale** dans des zones exposées aux aléas climatiques et aux tensions liées aux ressources.

Le projet s’appuie sur des consultations locales (groupes de femmes et de jeunes, OSC, autorités), et il est inscrit dans la fenêtre “Initiative de promotion de l’égalité des sexes” du PBF, ce qui en fait un **projet phare au croisement Genre / Climat / Paix** au sein du portefeuille PBF Madagascar.



## APPORTS ET LIMITES DES PROJETS GENRE & CLIMAT DU SYSTÈME ONU À MADAGASCAR

### Apports et dynamiques positives

Pris ensemble, ces projets contribuent à plusieurs avancées importantes :

- **Reconnaissance des liens Genre – Climat – VBG – Paix** : des initiatives comme Climate Empower (UNFPA), VIAVY-CC (PBF) ou les analyses du PAM sur l'action anticipatoire incorporent explicitement les VBG, l'autonomisation économique et la cohésion sociale dans les réponses climatiques.
- **Renforcement des capacités des femmes et des filles** : des milliers de filles sont sensibilisées au climat, à la santé et à l'hygiène dans les écoles (UNICEF/Zonta), des femmes se forment aux technologies solaires (PNUD/PGE), des agricultrices améliorent leurs pratiques agricoles (FAO), et des femmes et jeunes filles leaders sont accompagnées dans des zones à risques (VIAVY-CC).
- **Infrastructures et services "climate-smart"** : éco-villages, écoles résilientes, infrastructures WASH adaptées, renforcement de la nutrition et de la protection sociale contribuent à réduire la charge pesant sur les femmes (corvée d'eau, soins, alimentation) et à sécuriser les trajectoires des filles.
- **Ancrage dans les politiques publiques** : l'atelier UNFPA/MEDD sur SRHR-Genre-Climat, le CPD d'UNICEF et le nouveau plan stratégique pays du PAM montrent un mouvement progressif vers une **intégration du genre dans les cadres stratégiques climat et résilience**.



## APPORTS ET LIMITES DES PROJETS GENRE & CLIMAT DU SYSTÈME ONU À MADAGASCAR

### Limites et défis:

Malgré ces progrès, plusieurs défis subsistent, qui peuvent être pris en compte dans un plaidoyer pour renforcer les politiques Genre & Climat :

#### 1. Couverture géographique encore concentrée

Les interventions les plus structurées sur Genre & Climat se concentrent surtout sur le Grand Sud (sécheresse) et certains corridors côtiers (Analanjiroro-Atsinanana) pour les risques cycloniques. Les zones urbaines précaires, d'autres régions exposées aux cyclones, ou certains territoires spécifiques (comme les communautés autochtones ou côtières) restent moins couvertes par des approches explicitement "Genre & Climat".

#### 2. Passage incomplet de l'expérimentation à la politique nationale

Plusieurs projets ont une forte dimension pilote ou démonstrative (éco-villages, PGE, projets Zonta, VIAVY-CC). Leur institutionnalisation dans les politiques nationales (NDC, PNA, stratégies sectorielles santé, éducation, énergie, agriculture) et leur changement d'échelle dépendent encore de décisions politiques, de mécanismes de financement pérennes et d'un plaidoyer soutenu.

#### 3. Données désagrégées et suivi des effets intersectionnels

Les dispositifs de suivi-évaluation des projets et des politiques captent encore insuffisamment les données désagrégées par sexe, âge, handicap, localisation ou statut social. Cela limite la capacité à documenter précisément, par exemple, la situation des femmes handicapées, des adolescentes, des communautés autochtones ou des femmes travaillant dans l'économie informelle en contexte de crise climatique.

#### 4. Durabilité financière et appropriation locale

Nombre de projets sont adossés à des cycles de financement de 2-3 ans (Zonta, PBF IRF, certains programmes bilatéraux). La pérennisation des acquis – clubs de filles, réseaux de femmes entrepreneures, comités locaux mixtes Climat/VBG/Paix – repose sur la capacité des institutions nationales, des collectivités et des OSC à prendre le relais (budgets, compétences, gouvernance).

#### 5. Participation structurée des organisations locales de femmes, de jeunes et de personnes marginalisées

Même si plusieurs initiatives mobilisent les OSC, collectifs de jeunes et organisations de femmes, leur place formelle dans la gouvernance et la co-conception des programmes peut encore être renforcée (sièges dans les comités de pilotage, budgets spécifiques pour l'expertise locale, partenariats pluriannuels). L'expérience de VIAVY-CC, construit dès le départ avec SAF/FJKM, PPI, Green N Kool et des ministères, constitue un exemple intéressant d'alliance ONG-État-ONU qui pourrait inspirer d'autres interventions.



## APPORTS ET LIMITES DES PROJETS GENRE & CLIMAT DU SYSTÈME ONU À MADAGASCAR

En résumé, les projets Genre & Climat du Système des Nations Unies à Madagascar constituent une base solide sur laquelle s'appuyer : ils montrent qu'il est possible d'articuler égalité de genre, services de base, autonomisation économique, réduction des VBG et consolidation de la paix au cœur des réponses climatiques. Le plaidoyer peut désormais viser à changer d'échelle, à renforcer la cohérence entre ces expériences et les politiques publiques nationales, et à approfondir une approche véritablement intersectionnelle, qui tienne compte des réalités des femmes et des filles les plus marginalisées dans tous les territoires.



© IOCCY - Indian Ocean Climate Conference For Youth - 2025 - Alliance Aika Madagascar



## LE GROUPE THÉMATIQUE CHANGEMENT CLIMATIQUE (GT-CC)



Le Groupe Thématique sur le Changement Climatique (GT-CC) est une plateforme nationale d'échange, regroupant tous les acteurs étatiques et non-étatiques (OSC et secteur privé) travaillant sur le changement climatique depuis 2009. Le GTCC se positionne en tant qu'acteur d'influence et d'expertise sur le changement climatique à Madagascar, pour une société résiliente et unie.

La mission principale est de faire une veille informationnelle sur son domaine d'intervention, partager les expériences et renforcer les capacités de ses membres, se positionner en tant que force de proposition au profit de la lutte contre le changement climatique. In fine, contribuer à la lutte contre le changement climatique à Madagascar en favorisant la mise en cohérence des initiatives d'adaptation et d'atténuation, et en valorisant les complémentarités entre les acteurs et savoir-faire des parties prenantes.

La plateforme s'est donnée comme objectifs de :

- Appuyer l'Administration dans la planification et la mise en œuvre des politiques climatiques.
- Renforcer les capacités de ses membres et promouvoir l'intégration des enjeux climatiques dans les différents secteurs.
- Jouer un rôle de force de proposition et d'interpellation, en orientant les initiatives climatiques et en favorisant l'innovation dans les approches.
- Appui à l'organisation des COP, SIDE EVENTS et autres événements de sensibilisation au changement climatique

La GTCC représente un mécanisme de coordination multisectorielle pouvant intégrer plusieurs dimensions à travers 7 commissions : Adaptation, atténuation, biodiversité et désertification, Finance et Partenariat, Genre et justice climatique (inclusion sociale), Communication et plaidoyer, Renforcement de capacité et Recherche.

*Le GT-CC est actuellement accompagné par l'AFD dans le cadre du programme Adapt'Action Phase 2 pour une durée de 16 mois et démarré en novembre 2024. L'objectif de cet appui est de "Renforcer les capacités des acteurs malagasy dans les négociations internationales sur le climat et accompagner la structuration de la société civile sur les enjeux d'adaptation".*



## Un rôle central

Les Organisations de la Société Civile (OSC) jouent un rôle central dans la promotion de l'égalité de genre et dans le renforcement de la résilience climatique. Le présent rapport analyse les initiatives de 19 OSC œuvrant sur le lien Genre & Climat, en identifiant leurs pratiques, impacts, innovations et besoins, afin de guider le plaidoyer et le développement de politiques publiques inclusives.

Les OSC consultées couvrent l'ensemble du territoire, des zones rurales des Hautes Terres centrales aux régions côtières et littorales, et interviennent sur des thématiques variées incluant l'agriculture, la sécurité alimentaire, le WASH, la santé, l'énergie renouvelable, la protection contre les VBG, et l'inclusion sociale

Les OSC consultées interviennent sur un large spectre thématique. La majorité combine des actions sur le genre et l'égalité femmes-hommes avec des initiatives en changements climatiques et environnement, couvrant également la sécurité alimentaire, la santé, le WASH, la protection contre les violences basées sur le genre (VBG), l'économie bleue, et la gestion des migrations climatiques.



© - 2025 - People Power Inclusion Océan Indien. Tous droits réservés.  
Licence accordée au consortium PPI OI - GREEN - AIKA sous conditions.

**Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle essentiel sur les questions de climat et de genre en donnant une voix aux communautés les plus touchées et souvent marginalisées. Elles contribuent à documenter les impacts différenciés du changement climatique sur les femmes, à promouvoir des politiques inclusives et à renforcer les capacités locales pour une adaptation durable.**

## Projets et initiatives phares des OSC

Les organisations de la société civile (OSC) malgaches engagées sur la thématique Genre & Climat ont mis en œuvre au cours des dernières années une diversité de projets touchant l'adaptation, la sécurité alimentaire, la gouvernance locale, la gestion des ressources naturelles, la prévention des violences basées sur le genre (VBG) et la résilience socio-économique.

L'analyse des 19 questionnaires collectés permet d'identifier plusieurs tendances majeures, complétées par des exemples concrets issus du terrain.

### Renforcement du leadership féminin et appui aux agricultrices

Un premier axe très marqué dans les initiatives des OSC concerne le développement des compétences et du leadership des femmes en milieu rural, en lien avec les changements climatiques.

Ces programmes incluent généralement :

- formations techniques sur l'agriculture résiliente, les cultures adaptées à la sécheresse ou l'amélioration de la nutrition ;
- sessions sur les droits fonciers ou l'accès aux ressources productives ;
- structuration de groupes d'entraide féminins permettant le plaidoyer local.

Ce type d'intervention vise non seulement l'amélioration des moyens de subsistance, mais également la participation réelle des femmes à la prise de décision. Une organisation active dans le Sud (Atsimo Andrefana) a formé des groupes de « femmes leaders agricoles » chargées de diffuser les bonnes pratiques auprès des autres ménages, notamment dans les zones fortement touchées par la sécheresse.

Selon les observations rapportées, cette approche a facilité l'acceptation communautaire de nouvelles techniques agricoles et la participation des femmes aux comités locaux de gestion des ressources. Plusieurs OSC mettent en place des sites pilotes servant de laboratoires d'apprentissage sur la gestion durable des terres, la diversification des cultures et la protection des sols.

Ces espaces jouent un double rôle :

- ils permettent aux femmes et aux jeunes d'expérimenter des techniques agricoles durables sans risque financier
- ils servent de centres de démonstration pour les communes et partenaires locaux.



*« La sécheresse et les cyclones ont provoqué la perte de mes cultures et la réduction de mes revenus. Il y a un manque d'eau qui affecte tout le foyer ».*

Hanitriniaina

Agricultrice de la commune de Toliara

Propos collectés lors des cartographies réalisées dans le cadre du Projet REJIC



## ACTIONS DE PLAIDOYER LOCAL ET NATIONAL

Les OSC ne se limitent pas à des interventions techniques : elles mènent également du plaidoyer visant à influencer les politiques publiques, particulièrement au niveau des collectivités territoriales.

Les revendications les plus récurrentes concernent :

- l'intégration des besoins spécifiques des femmes dans les plans communaux de développement ;
- la prise en compte du genre dans les budgets locaux ;
- la reconnaissance des femmes dans les instances décisionnelles liées à la gestion foncière, forestière et climatique.

Par exemple La plateforme HINA travaillant dans 23 régions du pays accompagne les femmes leaders pour intervenir lors des réunions communales. Les retours indiquent que dans plusieurs localités, les femmes ont obtenu la prise en compte de leurs priorités dans les plans locaux de développement (eau, sécurité alimentaire, WASH...).



**« Quand la sécheresse arrive, mon mari doit partir chercher du travail loin pour faire vivre la famille. Je reste seule pour gérer la maison, l'eau, la santé des enfants, mais je n'ai pas le droit de vendre le bétail ou de demander un prêt pour acheter des semences. Nous dépendons entièrement de ce qu'il ramène, même s'il n'est pas là. »**



## SOCIÉTÉ CIVILE

### *Initiatives de solidarité et inclusion sociale*

Certaines OSC adoptent une approche plus large visant la cohésion communautaire dans la réponse climatique, en mobilisant également :

- les jeunes ;
- les hommes ;
- les personnes âgées ;
- dans certains cas, les personnes handicapées.

L'implication des hommes est perçue comme indispensable pour réduire les résistances sociales et éviter un surcroît de charge pesant exclusivement sur les femmes dans les initiatives climat.

#### **Illustration issue du terrain :**

Dans une commune du Sud, des sessions de travail mixtes (hommes-femmes) ont permis de partager les responsabilités dans l'adoption de nouvelles techniques agricoles, limitant ainsi les tensions familiales et renforçant l'adhésion aux projets.

## INNOVATION ET CAPITALISATION

Bien qu'encore limitée, une partie des OSC développe des approches innovantes ou des dispositifs de capitalisation destinés à influencer les décideurs.

Parmi les innovations recensées :

- mobilisation systématique de preuves à travers vidéos, témoignages et études de cas ;
- capitalisation en ligne consultable par d'autres acteurs ;
- utilisation d'approches comme le budget sensible au genre pour orienter les dépenses climatiques.

Certaines de ces pratiques commencent à donner des résultats :

- organisation plus structurée des associations féminines ;
- meilleure visibilité du rôle des femmes ;
- reconnaissance progressive de leurs expertises par les autorités locales.



© – 2025 – Clément Beaudouin. Tous droits réservés.  
Licence accordée à PPI - People Power Inclusion sous conditions.

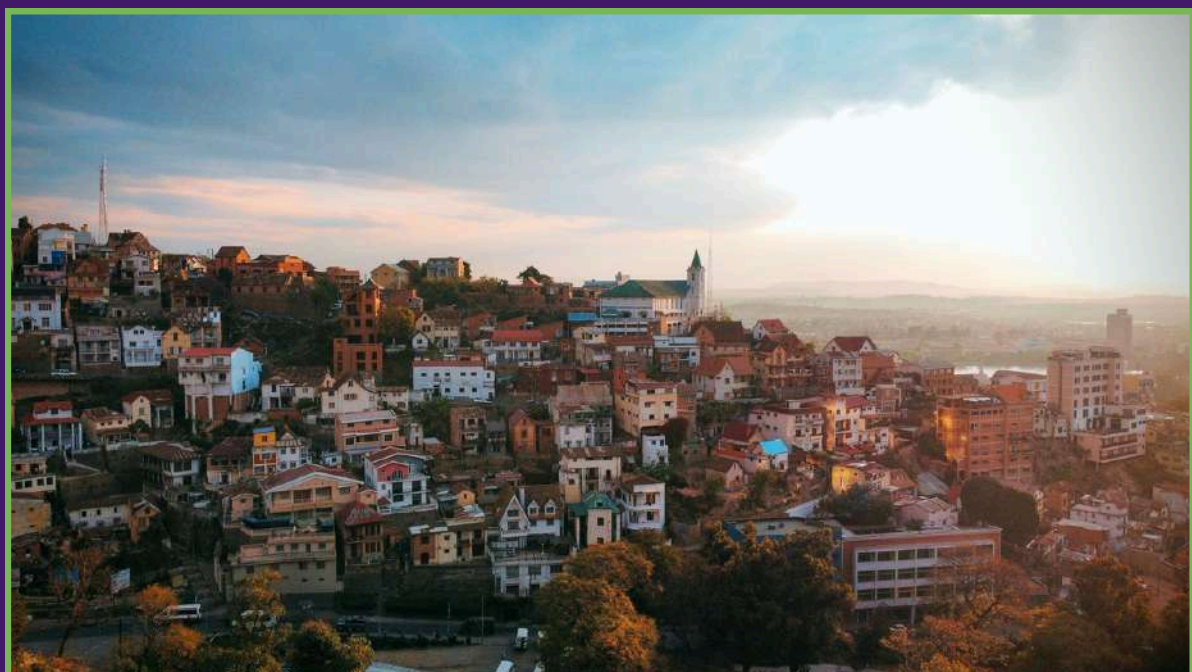


## RÉSULTATS OBSERVÉS SUR LE TERRAIN

Même si de nombreuses initiatives sont récentes, plusieurs transformations concrètes sont déjà perceptibles :

- implication croissante des femmes dans les comités locaux de gestion, y compris dans les zones où elles étaient traditionnellement exclues ;
- structuration des groupes de femmes, devenus des acteurs reconnus du développement local ;
- meilleure acceptation des changements auprès des ménages lorsque les femmes leaders sont porteuses du message ;
- adoption de pratiques agricoles résilientes à petite échelle dans plusieurs villages.

Un nombre croissant d'OSC produisent également des contenus de preuve (vidéos, témoignages, indicateurs de participation) contribuant au plaidoyer national.



© - 2025 - Clément Beaudouin. Tous droits réservés. Licence accordée à PPI - People Power Inclusion sous conditions.

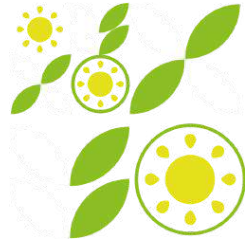


## MÉTHODOLOGIES ET APPROCHES

Les initiatives étudiées mettent en œuvre un ensemble d'approches intégrées, combinant renforcement des capacités, participation communautaire et outils de suivi différenciés, afin de promouvoir l'autonomisation des femmes et des groupes vulnérables tout en favorisant la résilience climatique.

- **Budgets sensibles au genre** : Plusieurs projets intègrent une allocation financière spécifique pour les femmes et autres groupes vulnérables, assurant que les ressources soient directement orientées vers les populations les plus marginalisées et permettant de réduire les inégalités structurelles. Cette approche, appliquée par des organisations telles que Barefoot College, Planète Urgence et AJET, constitue un levier essentiel pour garantir que les interventions répondent effectivement aux besoins différenciés selon le genre.
- **Renforcement des capacités et leadership féminin** : La formation et l'accompagnement constituent un axe central, couvrant des domaines techniques tels que l'agroécologie, l'énergie solaire, la gestion durable des ressources naturelles, ainsi que le leadership et la gouvernance communautaire. Ces initiatives, portées par Barefoot College, Planète Urgence, CRS et Tohano Ty Antimo, visent non seulement à développer des compétences pratiques mais également à renforcer la capacité des femmes à influencer les décisions locales et à jouer un rôle actif dans la gestion des ressources.
- **Groupes et coopératives de femmes** : La création ou le renforcement de groupes et coopératives féminines favorise l'autonomisation économique, tout en facilitant la participation des femmes aux mécanismes de gouvernance locale. Ces structures servent de plateformes d'apprentissage collectif, de partage de ressources et d'organisation communautaire, contribuant à consolider l'influence des femmes dans les dynamiques locales de développement et de résilience.





## MÉTHODOLOGIES ET APPROCHES

- **Suivi et évaluation différenciés** : Les projets mettent en place des systèmes de collecte de données ventilées par sexe, âge et handicap, incluant également des indicateurs innovants tels que la masculinité positive et l'inclusion sociale. Cette approche, mise en œuvre par **CRS et HI - Humanité et Inclusion**, permet de suivre l'impact des interventions de manière précise, d'ajuster les stratégies en temps réel et de générer des informations robustes pour le plaidoyer et la planification des politiques publiques.
- **Sensibilisation et communication** : Des campagnes locales ciblées sur les thématiques du climat et du genre sont conduites dans les communautés, y compris dans les établissements scolaires et les sites d'hébergement post-catastrophe. Ces actions, menées par l'**Association Jeune animateur et Tohano Ty Antimo**, visent à renforcer la sensibilisation, à changer les comportements et à promouvoir des pratiques inclusives et durables au sein des communautés.
- **Innovation locale et modèles pilotes** : Plusieurs projets expérimentent des approches novatrices adaptées au contexte local, telles que l'agroforesterie, les systèmes énergétiques solaires, le compostage, les rotations culturales et la création d'écovillages. Les organisations **Barefoot College, NATIORA DEFENDERS et Planète Urgence** illustrent comment les innovations locales peuvent être des leviers puissants pour la durabilité environnementale et l'autonomisation des communautés.
- **Plaidoyer et influence sur les politiques** : Les résultats et enseignements des projets sont systématiquement intégrés dans les plans régionaux et nationaux, notamment en matière de sécurité alimentaire et de gestion durable des ressources naturelles. Les initiatives de **Tohano Ty Antimo et Money for Madagascar** démontrent comment les actions locales peuvent alimenter le débat politique et influencer les orientations stratégiques à un niveau plus global.

**La combinaison de ces approches (renforcement des capacités, participation communautaire et suivi différencié) génère des effets multiples et interconnectés. Elle permet non seulement d'accroître l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes, mais aussi de produire des données analytiques essentielles pour le plaidoyer, l'amélioration continue des interventions et la formulation de politiques inclusives et adaptées aux réalités locales. Cette synergie entre action locale et influence stratégique constitue un modèle pertinent pour renforcer la résilience face aux défis climatiques et socio-économiques.**

# Défis persistants dans le paysage des OSC et interventions genre-climat



Malgré les progrès réalisés, plusieurs défis continuent de limiter l'efficacité et la durabilité des interventions :

- **Couverture géographique inégale** : Certaines régions, notamment Melaky, Androy et Boeny, restent sous-représentées, entraînant des disparités dans l'accès aux programmes et dans l'impact des interventions.
- **Accès limité aux services essentiels** : Les services de santé, WASH et SDR restent insuffisants, surtout en zones rurales, en raison du manque d'infrastructures et de personnel qualifié.
- **Faible inclusion des groupes vulnérables** : Les personnes handicapées, les communautés autochtones comme les Mikea, et les populations LGBTQIA+ sont souvent exclues des politiques publiques et des espaces de décision.
- **Collecte et analyse de données insuffisantes** : Les données sexospécifiques et intersectionnelles restent parfois partielles ou inconsistantes, rendant difficile l'évaluation fine de l'impact des programmes sur la résilience des femmes et des groupes vulnérables.
- **Coordination et partage de bonnes pratiques limités** : L'absence de plateformes de coopération entre ONG, associations et institutions locales engendre des interventions hétérogènes et réduit les synergies potentielles.
- **Cadres juridiques peu appliqués** : Même lorsque des textes sur les droits humains et l'inclusion existent, leur mise en œuvre reste faible, limitant l'efficacité des actions et la protection des populations vulnérables.
- **Durabilité des initiatives** : Les innovations locales et projets pilotes rencontrent des difficultés d'appropriation institutionnelle, ce qui peut limiter leur continuité et leur reproduction à plus large échelle.
- **Facteurs socio-culturels** : Les normes de genre et les résistances locales freinent la participation des femmes et la mise en œuvre d'approches inclusives, malgré les formations et sensibilisations.



## OPPORTUNITÉS

Opportunités pour renforcer le rôle des OSC dans l'agenda genre et climat à Madagascar:

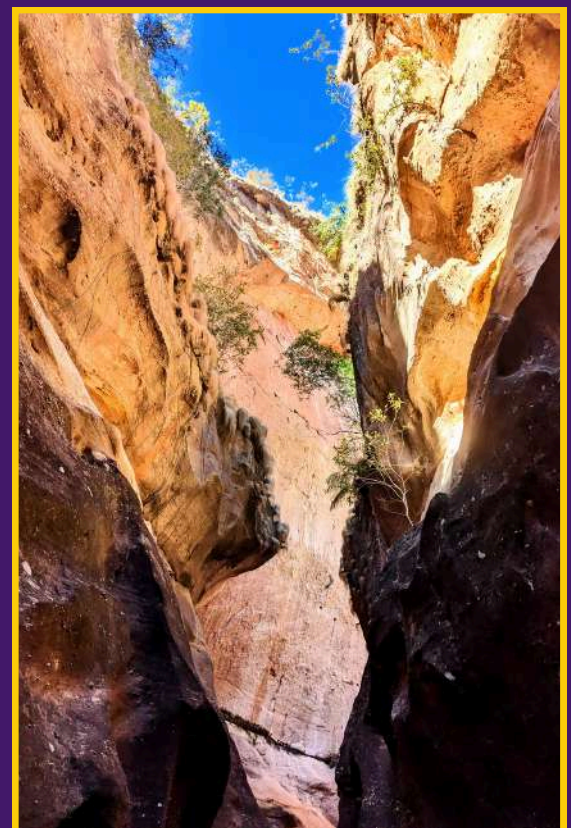
- Intégrer la dimension genre dans les politiques climatiques en cours de révision.
- Valoriser les données et expériences de terrain produites par les OSC.
- Créer une coalition "Genre & Climat" afin de renforcer le plaidoyer collectif.
- Augmenter la participation des OSC dans les instances nationales et internationales de décision.
- Soutenir les initiatives locales portées par les femmes et les groupes vulnérables.

## SOUTIENS SOUHAITÉS

- Accès à un financement stable pour les activités de plaidoyer et les projets d'adaptation locale.
- Appui technique dans l'analyse genre-climat, le suivi des financements et la communication des résultats.
- Développement de partenariats institutionnels et de réseaux régionaux et internationaux.
- Visibilité accrue des actions et initiatives menées par les OSC malgaches.

## MESSAGES CLÉS À DESTINATION DES DÉCIDEURS

- La prise en compte du genre est indispensable pour garantir l'efficacité des politiques climatiques.
- Les femmes et les groupes vulnérables sont des acteurs essentiels de la résilience ; leur participation doit être systématiquement assurée.
- Le financement climatique doit être transparent et accessible aux acteurs locaux.
- Une approche intersectionnelle est nécessaire pour assurer une véritable justice climatique.
- Renforcer les OSC, c'est renforcer la mise en œuvre et l'impact concret des politiques climatiques.





## Focus sur les jeunes: un potentiel énorme, mais encore largement sous-exploité

À Madagascar, la jeunesse est au cœur des impacts climatiques, mais rarement au centre des réponses publiques. Les jeunes, et surtout les jeunes filles, restent trop souvent considérés comme un groupe « cible » à sensibiliser plutôt que comme des partenaires stratégiques de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des politiques Genre et Climat.

### Des organisations de jeunesse actives de plus en plus reconnues

Des structures comme l'alliance AIKA, le réseau des Jeunes pour le Développement Durable (RJDD), les mouvements scouts (par exemple Mpanazava), des clubs environnementaux dans les lycées et universités, ou existent et se mobilisent. Elles organisent des campagnes locales, des formations, mènent des actions de terrain, relaient les alertes climatiques et développent des micro-projets d'adaptation.

Cependant, ces organisations souffrent de plusieurs faiblesses structurelles :

- Alors que l'Alliance AIKA parvient aujourd'hui à faire entendre de plus en plus sa voix au niveau national à se faire reconnaître dans des consultations, ce n'est pas le cas d'autres organisations au niveau régional et communal. Leur participation se résume alors souvent à des consultations ponctuelles ou à des activités de sensibilisation, sans rôle décisionnel ni mandat formel.
- Leur accès aux financements reste très limité. La plupart des ressources passent par des agences internationales ou de grandes ONG nationales, les organisations de jeunes n'étant mobilisées qu'en « sous-partenaires » ou prestataires ponctuels, y compris dans des projets qui s'appuient pourtant fortement sur leurs réseaux.
- Les dispositifs de renforcement de capacités destinés aux jeunes sont encore très inégaux, concentrés dans quelques villes ou dans certaines régions pilotes, et rarement pensés sur la durée. Il existe peu de programmes qui accompagnent les organisations de jeunesse sur plusieurs années pour consolider leur gouvernance interne, leur gestion financière et leur capacité de plaidoyer.



Dans plusieurs processus de consultation (politiques jeunesse, ateliers climatiques, projets soutenus par les Nations Unies ou des partenaires techniques), des jeunes sont invités à s'exprimer, parfois à produire un « manifeste » ou des recommandations. Mais cette participation reste souvent :

- consultative, sans mécanisme clair de suivi des engagements pris par les décideurs ;
- concentrée sur des profils urbains, scolarisés, francophones, plus faciles à mobiliser, au détriment des jeunes les plus exposés : jeunes rurales, jeunes des quartiers informels, jeunes en situation de handicap, jeunes issus de communautés marginalisées ;
- peu attentive aux rapports de pouvoir internes à la jeunesse, ce qui laisse souvent les jeunes filles et les jeunes femmes en position de minorité même dans les espaces dits « participatifs ».

L'enjeu n'est donc pas seulement de « donner la parole aux jeunes », mais de construire des espaces de décision où leur parole produit des effets concrets sur les priorités, les budgets et les modalités de mise en œuvre des programmes climat.

### **La situation spécifique des jeunes filles: au croisement des risques**

Les jeunes filles se trouvent au croisement de plusieurs vulnérabilités qui sont encore mal intégrées dans les programmes climat :

- Les crises climatiques (sécheresses, cyclones, inondations) contribuent à accélérer les mariages précoces et les unions forcées, souvent utilisés comme stratégies de survie par des ménages en détresse, notamment dans le Sud. Peu de projets climatiques intègrent cette réalité de manière frontale, alors qu'elle conditionne directement la capacité des adolescentes à rester à l'école, à accéder à des revenus et à participer à la vie publique.
- Les filles sont plus exposées à la déscolarisation lors des chocs climatiques, qu'il s'agisse d'assumer des corvées d'eau accrues, de s'occuper des plus jeunes, ou de migrer avec leur famille. De nombreux projets mettent en avant la « sensibilisation » des jeunes à l'environnement, mais peu d'entre eux disposent d'objectifs clairs sur le maintien des filles à l'école en contexte de crise climatique, avec des résultats mesurables.
- Les risques de VBG augmentent avec les déplacements, l'insécurité alimentaire, la promiscuité dans les abris ou l'occupation de zones non sécurisées (points d'eau, chemins isolés). Il existe des initiatives sur les VBG mais le lien avec les dispositifs climatiques reste encore partiellement traité, et les mécanismes de référence et de prise en charge ne sont pas systématiquement intégrés dans les plans locaux de gestion des risques.

En résumé, la plupart des initiatives jeunesse et climat reconnaissent les jeunes filles comme une « cible prioritaire », mais peu d'entre elles abordent de façon structurée et systématique l'ensemble des contraintes spécifiques qui limitent leur pouvoir d'agir.



## Un déficit important de connaissances sur le nexus Genre-Climat chez les jeunes

Un autre défi majeur réside dans le **manque de compréhension claire et structurée du lien entre changement climatique et inégalités de genre** au sein de la jeunesse malgache. Bien que de nombreux jeunes soient mobilisés sur l'environnement, la biodiversité ou la justice climatique, peu disposent d'outils conceptuels et pratiques pour analyser comment les impacts climatiques se distribuent différemment selon le genre, ou comment les normes sociales renforcent la vulnérabilité des femmes et des filles en période de crise.

Cette limite s'explique par plusieurs facteurs : l'absence d'éducation formelle intégrant les questions Genre/Climat dans les programmes scolaires et universitaires ; la rareté de formations destinées spécifiquement aux organisations de jeunesse ; le faible accès à des ressources pédagogiques locales et adaptées aux réalités malgaches ; et une culture institutionnelle qui considère encore souvent le genre comme un thème séparé de l'environnement. En conséquence, même dans des initiatives porteuses, les jeunes leaders reproduisent parfois des approches neutres du genre, qui invisibilisent les enjeux spécifiques des adolescentes et des jeunes femmes, notamment les risques accrus de déscolarisation, de violences ou de marginalisation économique liés aux chocs climatiques.

Ce déficit de connaissances limite la capacité des organisations de jeunesse à développer des actions réellement transformatrices et empêche leur pleine participation à l'élaboration de politiques publiques intégrant une approche intersectionnelle du climat. Une stratégie nationale d'appui aux organisations jeunes devrait impérativement inclure un renforcement massif des compétences sur ce nexus.

## Le besoin d'une éducation civique intégrant le Genre et le Climat

Le système éducatif malgache ne traite que très partiellement des liens entre changement climatique et inégalités de genre, laissant les élèves sans clés de compréhension face à des crises qui affectent différemment filles et garçons. Une éducation civique renouvelée devrait inclure des notions sur l'impact genré des catastrophes, le rôle des femmes dans la gestion des ressources naturelles, les risques de VBG en période de crise, ainsi que les responsabilités citoyennes en matière de prévention et de protection de l'environnement.

Elle devrait aussi valoriser le leadership des filles et déconstruire les normes qui limitent leur participation. En intégrant ces contenus dans les écoles, on renforcerait la capacité des jeunes à analyser les problèmes, à anticiper les risques et à contribuer à des solutions locales réellement inclusives.



## Des projets pilotes intéressants, mais une absence de changement d'échelle

Certaines expériences sont porteuses de bonnes pratiques, par exemple :

- les clubs de filles et d'adolescentes associés à des projets climat et WASH (comme ceux développés autour de « Engaging Girls on Climate Change »), où les adolescentes participent à la gestion de jardins scolaires, à la sensibilisation à l'hygiène menstruelle et à la gestion de l'eau ;
- la mobilisation des scouts dans des projets reliant gestion des catastrophes, cohésion sociale et environnement (dans des programmes soutenus par le PBF ou d'autres partenaires) ;
- les démarches de plateformes comme AIKA qui cherchent à articuler plaidoyer national et ancrage local.

Mais ces initiatives restent souvent circonscrites à quelques districts, quelques écoles ou quelques communes pilotes. Elles ne sont pas encore intégrées à grande échelle dans les politiques éducatives, les cadres de gestion des risques ou les plans climatiques régionaux. Le passage du « projet » à la politique publique durable est encore fragile.

Enfin, à Madagascar, la jeunesse ne constitue pas un bloc homogène mais un ensemble pluriel, traversé par de fortes disparités. Les conditions de vie, les opportunités et les aspirations diffèrent largement selon que les jeunes vivent en milieu rural ou urbain, qu'ils aient accès ou non à l'éducation, à l'emploi, aux technologies ou aux services de base. Les jeunes des zones rurales font souvent face à l'isolement, à la précarité économique et à un accès limité aux infrastructures, tandis que ceux des villes sont davantage confrontés au chômage urbain, à l'informalité et aux inégalités sociales. Ces différences montrent que parler de « la jeunesse » au singulier masque une réalité complexe et diverse, qui nécessite des réponses adaptées à chaque contexte.

## Rôle et potentiel des organisations communautaires de femmes dans la résilience climatique

Les organisations féminines locales, associations du 8 mars, réseaux de femmes rurales, groupements coopératifs, jouent un rôle central dans la vie communautaire malgache. Elles forment une infrastructure sociale largement répandue, mobilisable pour les politiques d'adaptation, de gestion des risques et de gouvernance participative. Toutefois, leur potentiel reste encore insuffisamment exploité dans les dispositifs climat nationaux.

### Les associations du 8 mars: un réseau étendu mais en manque de stratégie

Les associations dites « du 8 mars », mentionnées dans la Stratégie Genre/REDD+ comme relais importants pour sensibiliser et mobiliser les femmes dans les zones rurales, constituent un réseau vaste et bien implanté. Elles sont actives lors des Journées internationales des droits des femmes, mais aussi dans des activités de reboisement, de sensibilisation environnementale, d'entrepreneuriat féminin ou d'actions sociales locales.

#### Potentiels

- Elles sont présentes dans presque toutes les communes, avec une légitimité sociale forte.
- Elles rassemblent des femmes d'âges et de profils variés, facilitant la diffusion d'informations et de pratiques de résilience.
- Elles possèdent une expérience en organisation de campagnes locales, pouvant servir de base pour des programmes Genre/Climat plus structurés.

#### Limites

- Leur mobilisation reste souvent ponctuelle et liée à des événements symboliques plutôt qu'à des mandats continus.
- Elles ne disposent généralement pas de mandats formels dans les dispositifs de gouvernance environnementale (COBA, comités REDD+, plateformes climat).
- Leur action manque de cadres de formation sur les enjeux climatiques, ce qui réduit leur influence dans les processus décisionnels.



## LE RÉSEAU FARM: UN ACTEUR ÉMERGENT DE LA JUSTICE CLIMATIQUE RURALE

Le réseau **FARM – Femmes en Action Rurale de Madagascar**, présent dans 23 régions, est l'un des mouvements féminins les plus structurés travaillant explicitement sur les liens entre autonomisation économique, sécurité alimentaire et gestion durable des ressources. Les femmes de FARM sont engagées dans l'agroécologie, la diversification des cultures, l'amélioration des semences locales et la restauration des sols.

### Potentiels

- Une présence territoriale large, avec des groupes actifs dans les zones les plus touchées par la sécheresse et les inondations.
- Une appropriation concrète des pratiques agricoles résilientes, qui contribuent directement à la lutte contre l'insécurité alimentaire et la dégradation environnementale.
- Une capacité de plaidoyer émergente, grâce à des collaborations avec des ONG et des institutions internationales.

### Limites

- Un manque de **financement institutionnel durable**, qui fragilise la continuité des activités.
- Une faible intégration dans les **plans d'adaptation ou les cadres REDD+**, où leur expertise locale pourrait pourtant être décisive.
- Une approche climat encore souvent implicite : les actions sont résilientes, mais sans toujours une analyse systémique du nexus Genre/Climat.





## AUTRES RÉSEAUX DE FEMMES RURALES: FVTM ET COLLECTIFS LOCAUX

D'autres organisations, comme la **Fédération des Femmes Rurales Malagasy (FVTM)**, ou des groupements coopératifs agricoles féminins, constituent des espaces cruciaux d'entraide, d'accès au marché, de gestion collective et de prise de décision communautaire. Elles se mobilisent autour de l'agriculture familiale, de l'élevage, de l'artisanat rural ou de la gestion des terres.

### Potentiel

- Elles servent de structures de solidarité essentielles face aux crises climatiques.
- Leur proximité avec les systèmes de production agricole et les ressources naturelles en fait des actrices indispensables de l'adaptation locale.
- Elles ont une capacité unique à intégrer les savoirs traditionnels féminins dans les pratiques de résilience : semences, pharmacopée, conservation de l'eau, gestion des forêts.

### Limites

- Elles ne sont presque jamais représentées dans les instances de décision foncière, alors que les questions de terre conditionnent fortement la résilience.
- Elles manquent de formations spécifiques sur le climat, sur les droits fonciers et sur les mécanismes de financement climatique.
- Leur rôle dans les politiques nationales reste encore invisible, malgré leur impact local réel



## **ANALYSE TRANSVERSALE: UN POTENTIEL FORT MAIS UNE MARGINALISATION INSTITUTIONNELLE PERSISTANTE**

Les organisations de femmes rurales partagent un socle commun de défis structurants :

### **Absence de reconnaissance institutionnelle:**

Elles sont rarement identifiées comme actrices centrales dans les stratégies nationales (NDC, REDD+, PNA, SNGCC). Leurs contributions restent perçues comme complémentaires plutôt que structurantes.

### **Manque d'accès direct aux financements**

La majorité des fonds climatiques transitent par des agences internationales, des ministères ou des ONG nationales, limitant la capacité de ces réseaux à développer leurs propres priorités et à renforcer leur autonomie.

### **Faibles capacités techniques sur le climat**

Les connaissances sur le changement climatique, les risques, les politiques nationales et les besoins d'adaptation restent faibles, faute de formations adaptées au milieu rural et aux réalités socio-culturelles des femmes.

### **Sous-représentation dans la gouvernance locale**

Les femmes rurales sont largement absentes des comités :

- de gestion des forêts (COBA),
- de gestion de l'eau,
- des dispositifs REDD+,
- des plateformes communales de gestion des risques.

Cette absence limite la prise en compte des savoirs féminins dans les décisions environnementales.



## **VERS UNE MEILLEURE INTÉGRATION DES ORGANISATIONS FÉMININES RURALES DANS LES POLITIQUES GENRE/CLIMAT**

Pour que ces organisations deviennent de véritables co-actrices du changement climatique, plusieurs pistes structurantes peuvent être avancées :

### **Renforcer leurs capacités sur le nexus Genre/Climat:**

Former systématiquement les associations du 8 mars, FARM, FVTM et autres collectifs aux enjeux climatiques, fonciers, aux VBG en contexte de crise et aux solutions d'adaptation.

### **Institutionnaliser leur participation dans les dispositifs locaux**

Donner un statut formel aux réseaux féminins dans :

- les comités REDD+,
- les plateformes communales de gestion des risques,
- les structures locales de gouvernance forestière et de l'eau.

### **Financer directement les organisations communautaires de femmes**

Créer des mécanismes de financement spécifiques permettant aux femmes rurales d'accéder à des fonds réguliers pour l'adaptation, la gouvernance des ressources naturelles et la prévention des crises.

### **Valoriser les savoirs locaux féminins**

Inclure, dans les stratégies d'adaptation, les pratiques et connaissances détenues par les femmes : gestion des semences, transformation alimentaire, restauration écologique, pharmacopée, micro-irrigation traditionnelle.

**Les organisations communautaires de femmes représentent l'une des ressources les plus sous-estimées de Madagascar pour une transition climatique juste et efficace. Leur ancrage territorial, leur rôle social central et leur expertise pratique en font des alliées incontournables pour les politiques publiques.**

**Toutefois, sans reconnaissance formelle, sans financement adapté et sans intégration dans les dispositifs nationaux, leur contribution restera sous-exploitée. Renforcer leur place est donc une condition essentielle pour faire du nexus Genre/Climat un cadre réellement transformateur.**

## Genre, Handicap et Intersectionnalités face au changement climatique

Les personnes en situation de handicap (PSH) représentent l'un des groupes les plus exposés et les plus affectés par les impacts du changement climatique à Madagascar. Dans un pays marqué par une intensification des cyclones, des inondations, des tempêtes et de la sécheresse prolongée dans le Sud, le climat aggrave des vulnérabilités déjà structurelles : pauvreté, exclusion sociale, infrastructures inadaptées, barrières d'accès à l'éducation, à l'emploi et aux services essentiels.

Les analyses menées par les ONG, le système des Nations unies et le Protection Cluster convergent : **les PSH sont touchées de manière disproportionnée lors des événements climatiques extrêmes.**

## Des risques climatiques amplifiés pour les personnes handicapées

Plusieurs facteurs expliquent cette exposition accrue :

### **Accès limité à l'information climatique**

Les alertes précoces (cyclones, inondations, vents violents) ne sont souvent ni accessibles, ni diffusées dans des formats adaptés pour les personnes aveugles, sourdes, malentendantes, ou ayant des déficiences intellectuelles. Cela entraîne :

- une réception tardive ou inexistante des consignes d'évacuation,
- une préparation insuffisante,
- un risque plus élevé de blessures, de pertes de biens et de décès.

### **Mobilité réduite en période d'évacuation**

Lorsqu'un cyclone ou une inondation survient, l'évacuation nécessite souvent rapidité et autonomie. Les PSH font face à :

- des difficultés de mobilité (faute d'aides techniques, de chemins praticables, de transport adapté),
- la dépendance à un accompagnement familial, communautaire ou institutionnel souvent indisponible en période de crise,
- une arrivée tardive dans les zones sécurisées.

### **Infrastructures et abris non accessibles**

Les centres d'hébergement d'urgence, les écoles utilisées comme abris, les points d'eau et les latrines présentent régulièrement :

- absence de rampes,
- escaliers sans main courante,
- manque d'éclairage,
- non-adaptation des toilettes,
- espaces trop exigus pour accueillir des fauteuils roulants.

Ces obstacles **limitent l'accès à la sécurité, à l'eau, à l'hygiène, à la nutrition et aux soins**, aggravant les risques sanitaires.

## **Des obstacles structurels identifiés par les évaluations nationales**

Les évaluations réalisées à Madagascar (ONG locales, UNICEF, organisations de personnes handicapées, Protection Cluster) soulignent des lacunes systémiques :

### **Absence de données désagrégées sur le handicap dans les politiques climat**

Les systèmes d'information liés à :

- l'adaptation au changement climatique,
- la gestion des risques et catastrophes,
- les réponses humanitaires ne collectent presque jamais des données différenciées par type de handicap.

Cette absence rend **invisible la réalité des PSH**, empêche de dimensionner les besoins, et conduit à des mesures qui ne leur sont pas adaptées.

### **Faible adaptation WASH (eau, hygiène, assainissement)**

Les infrastructures WASH ,essentielles pendant et après les crises, sont rarement conçues pour être accessibles :

- latrines non adaptées,
- absence de dispositifs pour personnes aveugles,
- puits difficiles d'accès,
- files d'attente incompatibles avec les limitations de mobilité.

Dans les sites d'hébergement temporaire, cela entraîne une dépendance accrue et une perte d'autonomie pour les PSH

### Manque de formation du personnel humanitaire et des gestionnaires de sites

Les équipes locales de gestion des risques, les comités de fokontany, les enseignants, infirmiers ou gestionnaires de centres d'hébergement :

- manquent de formation sur l'inclusion du handicap,
- ne connaissent pas les principes d'accessibilité,
- ne disposent pas d'outils pour adapter les consignes et infrastructures.

Résultat : même lorsque la volonté d'aider est présente, les réponses restent **non adaptées ou excluantes**.

### Faible participation des PSH aux décisions locales

Les PSH sont très rarement représentées dans :

- les comités locaux de gestion des risques,
- les plateformes de préparation aux catastrophes,
- les décisions communautaires (choix des sites d'abris, identification des points vulnérables, gestion des ressources).

Cette exclusion structurelle prive les politiques climat d'un **savoir vécu essentiel** sur les besoins spécifiques, les obstacles et les solutions locales.



© - 2025 - Clément Beaudouin. Tous droits réservés. Licence accordée à PPI - People Power Inclusion sous conditions.

## Quelques initiatives positives existantes à Madagascar

Malgré les défis, plusieurs projets montrent que l'inclusion du handicap dans l'action climatique est possible :

### **Humanité & Inclusion (HI) – Préparation inclusive aux catastrophes**

- Appui aux communes pour intégrer les PSH dans les plans d'évacuation.
- Formation des autorités et communautés à l'inclusion.
- Mise en place de mécanismes communautaires de repérage des personnes vulnérables.

### **CBM Global – Humanitaire inclusive dans le Sud**

- Aides en espèces ciblées pour les ménages avec PSH dans les zones touchées par la sécheresse.
- Appui aux organisations locales de personnes handicapées pour participer aux réponses humanitaires.

### **UNICEF – Éducation inclusive et résilience**

- Appui à l'accessibilité des écoles, infrastructures et systèmes d'information.
- Programmes pour renforcer les capacités des enfants handicapés à faire face aux crises climatiques.

### **USAID – Disability-Inclusive Climate Action (2022)**

- Financement de projets visant à positionner les organisations de personnes handicapées comme acteurs de la résilience climatique, notamment dans la collecte de données, la formation, le plaidoyer et l'observation des vulnérabilités.

Ces initiatives restent cependant ponctuelles et localisées : elles montrent le potentiel, mais mettent aussi en lumière l'absence d'une **vision nationale structurée** sur handicap & climat.



## ENJEUX DE GENRE: LES FEMMES HANDICAPÉES, AU CROISEMENT DES VULNÉRABILITÉS

Les femmes et filles en situation de handicap cumulent souvent :

- un accès limité à l'éducation et à l'information climatique,
- une dépendance accrue aux proches,
- une exposition plus forte aux violences basées sur le genre (VBG) dans les abris, les espaces publics ou au sein du foyer,
- une difficulté d'accès aux services de santé, en particulier aux services de santé reproductive.

Dans les zones rurales, la perte d'autonomie due aux catastrophes peut entraîner :

- une augmentation du travail domestique pour les proches (souvent des femmes),
- un abandon scolaire précoce,
- des risques accrus de négligence ou de violence en période de stress économique.

Une politique climat sensible au genre doit donc intégrer la réalité de ces **vulnérabilités croisées** : être une femme + être en situation de handicap + vivre dans une zone exposée.

## VERS UNE POLITIQUE CLIMAT RÉELLEMENT INCLUSIVE DU HANDICAP À MADAGASCAR

Pour répondre à ces défis, plusieurs pistes structurantes émergent :

- 1. Rendre l'alerte précoce accessible:** SMS vocaux, pictogrammes, messages radio simplifiés, diffusion en langues locales.
- 2. Adapter les infrastructures de gestion des risques:** rampes, toilettes accessibles, éclairage, accès facilité aux points d'eau et distributions.
- 3. Former systématiquement les acteurs:** protection civile, enseignants, agents de santé, gestionnaires de centres d'hébergement, leaders communautaires.
- 4. Inclure les PSH dans la planification locale:** représentation dans les comités de gestion des risques, adaptation des réunions, cartographie participative des personnes vulnérables.
- 5. Collecter des données désagrégées handicap + sexe + âge:** pour ajuster les politiques, cibler les financements, et suivre les résultats réels.
- 6. Renforcer les organisations de personnes handicapées (OPH/OPD):** financement, renforcement de capacités, participation aux plateformes climat.



## CONCLUSION

L'inclusion du handicap n'est pas un volet « social » additionnel des politiques climatiques : c'est une **condition essentielle de leur efficacité**. Sans intégration structurelle des besoins et des capacités des personnes handicapées, les stratégies nationales d'adaptation, de gestion des risques et de résilience risquent de manquer leur cible et de laisser de côté celles et ceux qui subissent déjà le plus fortement les impacts du changement climatique.

En intégrant **handicap, genre et climat**, Madagascar peut progresser vers une transition juste, équitable et réellement inclusive.





## PERSONNES LGBTQIA+

Les personnes LGBTQIA+ : une vulnérabilité invisible dans les politiques Genre/Climat à Madagascar

Les personnes LGBTQIA+ demeurent largement invisibles dans les politiques climatiques et sociales malgaches. Aucun cadre national – qu’il s’agisse des politiques sur le Genre, des stratégies climat ou des dispositifs humanitaires – ne reconnaît explicitement leurs besoins spécifiques ou les risques accrus auxquels elles sont confrontées. Dans un contexte où l’homosexualité n’est pas criminalisée mais où la stigmatisation sociale reste élevée, la marginalisation structurelle des personnes LGBTQIA+ se traduit par une exposition disproportionnée aux impacts climatiques.

### Des risques accrus et encore peu documentés à Madagascar

En situation de crise climatique (cyclones, inondations, sécheresses), les personnes LGBTQIA+ peuvent rencontrer des discriminations dans l’accès aux centres d’hébergement, aux services de santé et aux dispositifs d’aide. Les cas rapportés au niveau international trouvent des échos dans le contexte malgache :

- difficultés d’accès aux abris lorsque les règles d’hébergement séparent strictement hommes et femmes et imposent des normes familiales hétéro-patriarcales ;
- absence de mécanismes confidentiels de signalement pour protéger les personnes queer et trans contre les violences en contexte d’urgence ;
- risques d’exclusion communautaire ou de harcèlement dans les files d’attente pour l’aide alimentaire, l’eau ou les soins ;
- obstacles à l’accès à une prise en charge médicale respectueuse, en particulier pour les personnes trans, dans les situations d’urgence sanitaire exacerbées par les catastrophes climatiques.

Certaines études internationales montrent que les personnes LGBTQIA+ sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté, de ne pas disposer de logement formel, d’être exclues de l’emploi stable, ce qui les conduit plus souvent à habiter dans des zones urbaines précaires, inondables ou peu protégées face aux catastrophes. Ces tendances se retrouvent de manière tacite à Madagascar, où la majorité des personnes LGBTQIA+ évoluent dans des environnements socioéconomiques fragiles, parfois rejetées par leurs familles, sans sécurisation ni accès à des droits fondamentaux.

Les personnes LGBTQIA+, en particulier transgenres, présentent aussi une prévalence plus élevée de maladies chroniques (détresse mentale, maladies cardiovasculaires, affections respiratoires) que les événements climatiques extrêmes – pollution, chaleur, humidité, stress prolongé – peuvent aggraver.

Un écosystème d’acteurs encore émergent à Madagascar



Aucune grande organisation nationale ne se positionne encore officiellement sur l'intégration des questions LGBTQIA+ dans les stratégies Climat ou Genre. Cependant, certaines OSC commencent à ouvrir la réflexion :

- Divers'Unité, active sur la protection des droits et la réduction des violences, étudie la possibilité de créer des programmes d'inclusion dans l'aide humanitaire et la résilience climatique.
- Queer Place, espace communautaire et culturel, développe des actions de sensibilisation, de santé communautaire et de soutien psychosocial, tout en amorçant une réflexion sur les vulnérabilités queer en contexte de crises.

Même si ces organisations n'interviennent pas encore officiellement sur le terrain climatique, leur travail de structuration communautaire représente une opportunité majeure pour un future programme d'adaptation inclusive.

### **Pourquoi intégrer les populations LGBTQIA+ dans les politiques climatiques malagasy**

Le changement climatique exacerbe toutes les inégalités. Ignorer la réalité des personnes LGBTQIA+ revient à renforcer les risques de :

- violences physiques, sexuelles ou verbales dans les espaces d'urgence ;
- refus de soins ou discrimination dans les centres de santé ;
- marginalisation économique accrue après les chocs climatiques ;
- exclusion des programmes de reconstruction et de filets sociaux ;
- invisibilité totale dans les données nationales, rendant impossible toute planification inclusive.

Les crises climatiques étant de plus en plus fréquentes, Madagascar ne peut se permettre de laisser dans l'ombre un groupe déjà vulnérabilisé socialement.

### **Recommandations pour une meilleure inclusion**

Pour aligner Madagascar avec les principes internationaux d'inclusivité dans le cadre de l'Accord de Paris, plusieurs actions sont envisageables :

- intégrer dans les politiques nationales une analyse intersectionnelle incluant orientation sexuelle, identité de genre et statut socioéconomique ;
- collecter des données respectueuses, anonymisées et volontaires sur l'accès des personnes LGBTQIA+ aux services en contexte de crise climatique ;
- former les acteurs humanitaires, climatiques et sociaux à une approche non-discriminatoire, y compris dans les centres d'hébergement ;
- impliquer des représentant-e-s des communautés LGBTQIA+ dans les concertations, les évaluations de vulnérabilité et la planification territoriale ;
- créer des mécanismes de plainte sûrs et des safe spaces dans la réponse humanitaire et la prévention des risques.

## Les Mikea: un peuple autochtone en première ligne de la crise climatique

Les Mikea sont un petit groupe de chasseurs-cueilleurs vivant dans les forêts sèches du Sud-Ouest de Madagascar, entre Morondava et Toliara, principalement dans la région Atsimo Andrefana, autour de la forêt et du parc national Mikea. Leur nom renvoie à l'idée d'« appeler / siffler » (miantsoa), en référence aux sons qu'ils utilisent pour se repérer dans la forêt. Ils ont longtemps été décrits comme des « sauvages » et largement exclus des politiques publiques, alors même qu'ils vivent en symbiose avec la forêt, qui constitue pour eux habitat, garde-manger, pharmacie et lieu spirituel.

Sur le plan juridique, la situation est particulière : Madagascar ne reconnaît pas, dans sa Constitution, l'existence de « peuples autochtones » distincts, en affirmant que l'ensemble des Malgaches seraient autochtones. Pourtant, plusieurs cadres internationaux et environnementaux identifient explicitement les Mikea comme peuple autochtone.

Des travaux sur la gouvernance environnementale de la forêt Mikea rappellent que les Mikea sont **le seul groupe de Madagascar formellement reconnu comme "indigenous peoples"** par certains dispositifs internationaux, notamment l'ancienne directive opérationnelle 4.20 de la Banque mondiale, reprise ensuite par des documents de l'administration des Eaux et Forêts et de WWF. La documentation liée au classement des forêts sèches de l'Andrefana à l'UNESCO mentionne également des « droits de vivre dans la forêt et de poursuivre les pratiques traditionnelles de chasse et de collecte reconnus pour les peuples autochtones, comme les Mikea ».

En pratique, cette reconnaissance reste encore surtout "sur le papier" et partielle : les Mikea ont été expulsés ou restreints dans leurs usages du parc national Mikea, et continuent de subir des politiques parfois contradictoires entre conservation, extraction minière et agriculture de maïs (hatsake), qui réduisent leur territoire et leur accès aux ressources.



*Les Mikea sont le seul groupe de Madagascar formellement reconnu comme "indigenous people" par certains dispositifs internationaux, notamment l'ancienne directive opérationnelle 4.20 de la Banque Mondiale, reprise ensuite par des documents de l'administration des Eaux et Forêts et de WWF*



## GENRE, CHANGEMENT CLIMATIQUE ET VULNÉRABILITÉS CUMULÉES DES MIKEA

Les Mikea vivent dans un environnement sub-aride où la température peut dépasser 40°C, avec des pluies rares et très variables. Le changement climatique accentue ces conditions extrêmes : allongement des périodes de chaleur, pluies plus irrégulières, sécheresses fréquentes. Dans ce contexte, les Mikea doivent parcourir des heures à pied dans le sable brûlant pour trouver de l'eau ou des tubercules sauvages (« baboho », « ovy ala »), dont la taille et l'abondance diminuent avec la dégradation de la forêt.

La raréfaction du gibier (par exemple le hérisson, cité comme en voie de disparition localement) et la destruction de la forêt par les feux de brousse agricoles aggravent la précarité alimentaire du groupe.

Les impacts sont fortement genrés. Les femmes Mikea sont au centre des tâches de collecte de l'eau, de recherche de nourriture sauvage, de préparation des repas et de soins aux enfants. Les études sur les femmes autochtones Mikea montrent que l'extension des plantations industrielles (notamment l'ilménite) et des projets extractifs les oblige à aller toujours plus loin pour trouver bois, plantes, tubercules et eau, augmentant la charge de travail, l'exposition à la chaleur, l'insécurité et les risques de violence. Les femmes sont également les premières à subir la malnutrition, car elles se privent souvent pour nourrir les enfants, et ont un accès très limité aux services de santé, d'éducation et à la justice en cas de violences.

Avec la fragmentation du territoire Mikea, beaucoup de familles se retrouvent contraintes de migrer vers la côte ou vers d'autres villages, où elles doivent adopter des activités (pêche, petits boulots agricoles) peu compatibles avec leur mode de vie de forestiers. Cette transition forcée fragilise les réseaux de solidarité, les savoirs écologiques transmis de génération en génération souvent via les femmes, et expose les jeunes filles à des formes accrues de travail précoce, de déscolarisation et de mariages précoces dans un contexte de pauvreté extrême.





## **POURQUOI LA RECONNAISSANCE DES MIKEA EST CENTRALE POUR LES POLITIQUES GENRE / CLIMAT**

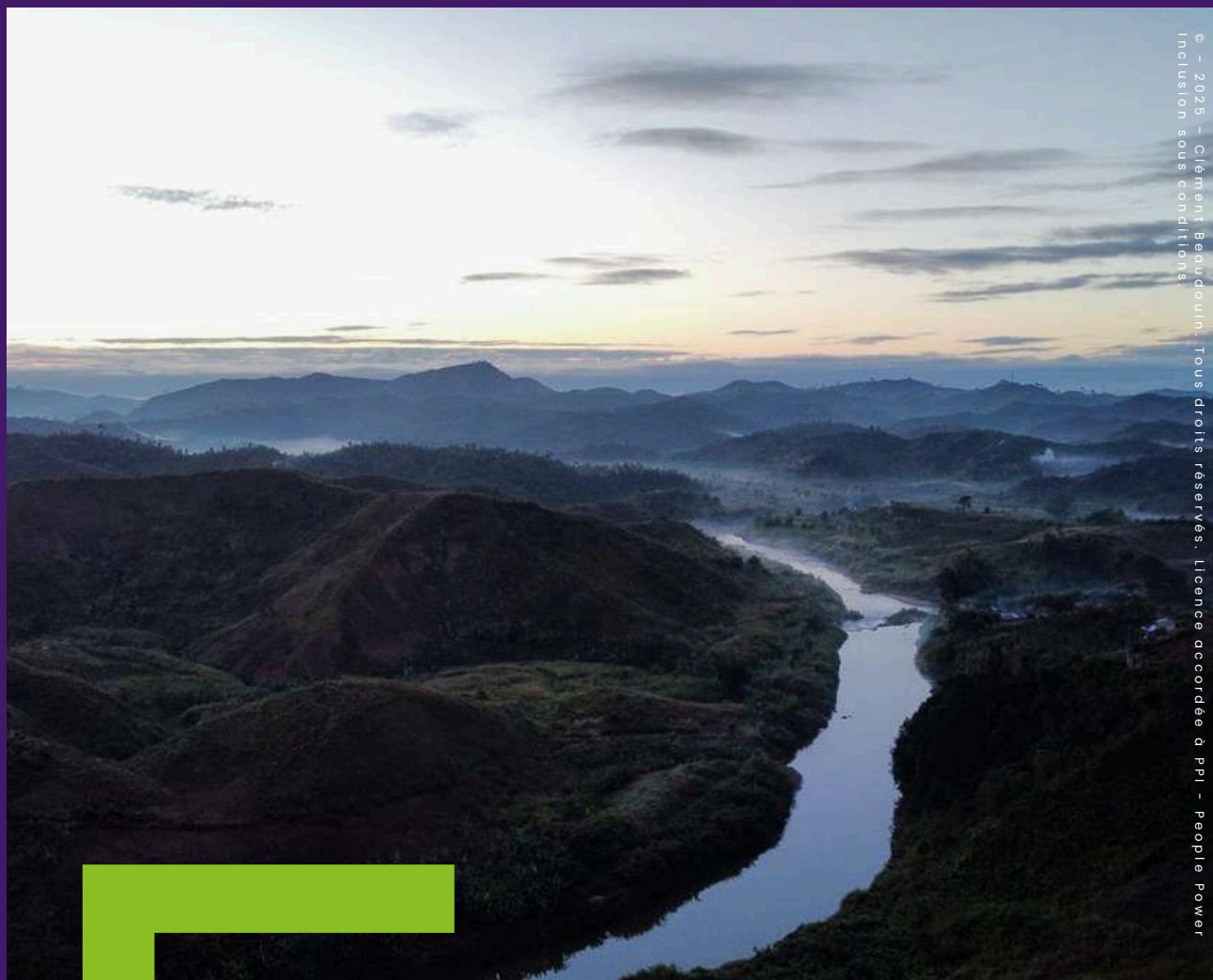
Reconnaître pleinement les Mikea comme peuple autochtone n'est pas seulement une question symbolique : c'est une condition pour une politique climat réellement fondée sur les droits humains et l'égalité de genre. D'un point de vue juridique, la reconnaissance donne un levier pour : i) sécuriser leurs droits fonciers collectifs et leur accès aux ressources, ii) exiger le respect du consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) dans les projets de conservation, REDD+, d'extraction ou d'infrastructures, iii) intégrer le principe de partage des bénéfices dans les politiques climat et biodiversité. D'un point de vue climatique et écologique, les Mikea sont des gardiens d'un écosystème unique de forêts sèches et d'épineux, extrêmement riche en biodiversité et pourtant très menacé.

Sans leur présence, leurs pratiques de chasse-cueillette, leurs connaissances fines des tubercules, des cycles de la faune, des plantes médicinales et des règles coutumières de gestion de la forêt (dina), la conservation de ces forêts, et donc le stockage de carbone associé, devient beaucoup plus fragile. L'Association Mikea Forest le rappelle clairement : sans reconnaissance ni protection des Mikea, «a forêt disparaîtra »

Enfin, sur le plan Genre / Climat, la reconnaissance des Mikea permet de visibiliser une intersection de vulnérabilités : être à la fois autochtone, pauvre, rural, souvent analphabète, et pour les femmes, subir la charge des soins, la précarité alimentaire, l'exposition à la violence et la marginalisation politique. Intégrer les Mikea, et en particulier les femmes Mikea, dans l'élaboration des plans nationaux d'adaptation, des politiques de conservation et des stratégies de développement (énergie, santé, éducation) est donc essentiel pour ne pas laisser « les premiers gardiens de la forêt » en dehors des bénéfices de la transition écologique.

Concrètement, cela signifie : associer leurs organisations (comme l'Association Mikea Forest) aux consultations, garantir des sièges pour les représentants Mikea dans les plateformes climat/ENR, financer des projets d'adaptation portés par et pour les Mikea (accès à l'eau, santé, éducation, sécurisation des femmes face aux violences), et documenter systématiquement, dans les indicateurs de suivi, la situation spécifique de ce peuple autochtone.

**C'est à ce prix que la justice climatique pourra inclure pleinement celles et ceux qui, comme les Mikea, affirment : « La Nature est nous, nous sommes la nature »**



e - 2025 - Clément Beudouin. Tous droits réservés. Licence accordée à PPI - People Power  
Inclusion sous conditions

5

## ANALYSES THÉMATIQUES PRIORITAIRES: OPPORTUNITÉS, LIMITES ET DÉFIS



## Economie Bleue

L'économie bleue représente un pilier stratégique du développement durable à Madagascar, État insulaire doté d'un patrimoine marin exceptionnel et d'une biodiversité unique. Avec plus de 5 000 km de côtes, un potentiel halieutique considérable, des mangroves d'importance mondiale et une forte dépendance des communautés côtières aux ressources marines, les dynamiques climatiques et océaniques ont un impact direct sur la sécurité alimentaire, la résilience économique et la cohésion sociale. Dans ce contexte, l'intégration de la dimension genre s'avère indispensable pour comprendre les vulnérabilités différenciées, mais aussi pour valoriser les rôles essentiels que jouent les femmes dans la gestion durable des ressources marines et côtières.

Les femmes interviennent à toutes les étapes de la chaîne de valeur halieutique – collecte, transformation, mareyage, commercialisation – constituant un maillon clé de la sécurité alimentaire au niveau local. Pourtant, elles demeurent largement marginalisées dans les systèmes de gouvernance des ressources. Leur accès au matériel, au financement, aux licences de pêche, aux équipements de conservation ou aux formations spécialisées reste limité, alors même qu'elles sont parmi les premières touchées par la dégradation des écosystèmes marins due au changement climatique.

La réduction des stocks, liée à l'utilisation d'outils de pêche non sélectifs, à la déforestation des mangroves, à l'acidification de l'océan ou aux migrations climatiques de nouveaux pêcheurs, affecte directement leurs revenus et leurs capacités de subsistance.

Les dynamiques climatiques actuelles – perturbations des saisons, cyclones plus intenses, élévation du niveau de la mer, salinisation des sols – aggravent les vulnérabilités. Dans les zones côtières fragiles, les femmes doivent composer avec une raréfaction des ressources, une augmentation du travail de transformation et des pertes post-capture, ainsi qu'une intensification des risques de violences basées sur le genre, notamment lors des déplacements liés aux catastrophes ou dans les sites d'hébergement temporaire. Les impacts climatiques affectent aussi fortement les activités traditionnelles féminines telles que la collecte des bivalves, tributaire des zones de mangrove, aujourd'hui dégradées.



Face à ces défis, des initiatives émergent. Au niveau régional, le réseau Women in Marine Science (WIMS) renforce les compétences techniques et scientifiques des jeunes chercheuses de l'océan Indien, ouvrant un espace de leadership féminin dans un secteur historiquement masculin. L'association Ikala STEM soutient les filles et jeunes femmes dans les filières scientifiques, y compris celles liées à l'hydrologie, à la gestion de l'eau et à l'océanographie.

Sur le plan national, des organisations telles que MIHARI ou Velondriake placent les femmes au cœur des dispositifs de gestion communautaire des aires marines protégées, en leur permettant d'acquérir des responsabilités décisionnelles. Le programme Fisherwomen Leadership offre un espace inédit pour renforcer la voix des femmes dans la gouvernance des ressources halieutiques.

Ces initiatives démontrent que l'économie bleue ne peut se développer sans une approche inclusive. Une croissance durable et résiliente doit intégrer les femmes non seulement comme bénéficiaires, mais comme actrices stratégiques du changement. Cela implique un meilleur accès au matériel de transformation et de conservation, la mise en place de mécanismes financiers sensibles au genre, l'intégration systématique des femmes dans les structures de gouvernance locale, ainsi que la reconnaissance et la valorisation de leurs savoirs traditionnels dans les stratégies d'adaptation.

L'analyse révèle enfin que la gouvernance des ressources marines reste marquée par une application limitée des lois existantes, faute de moyens. La faiblesse des budgets publics alloués au ministère de la Pêche (5,6 % du budget national au lieu des 10 % prévus par la Déclaration de Maputo), le manque de coordination entre les institutions et la faible participation des organisations de femmes ralentissent la mise en œuvre d'une économie bleue inclusive et résiliente.

Ainsi, à Madagascar, l'articulation entre climat, genre et économie bleue n'est pas seulement une obligation internationale : elle représente une condition essentielle pour préserver les ressources marines, renforcer la sécurité alimentaire et assurer un développement équitable et durable. La prise en compte des femmes en tant que gardiennes des écosystèmes côtiers et actrices de premier plan dans la chaîne de valeur halieutique constitue un levier majeur pour renforcer la résilience climatique du pays.



## L'EXEMPLE D'OCEAN DEFENDERS PAR NATIORA DEFENDERS

Ocean Defenders est un projet initié par Natoria Defenders afin de mettre en lumière dix héros de la conservation marine (pêcheurs, patrouilleurs, mareyeurs etc.).



Natoria Defenders accompagne ces leaders communautaires dans:

- la surveillance environnementale
- la documentation des infractions
- la sensibilisation des communautés côtières
- la compréhension du cadre légal lié aux ressources marines et côtières

En 2026, Natoria Defenders va lancer "SEA SISTERS", un programme axé sur l'autonomisation des femmes qui subsistent grâce aux ressources halieutiques en promouvant leur importance au niveau communautaire.

**500** étudiants formés via le programme "Echoes of Akio Foty" (UCM, ESSA Agro, Lettres, Sciences)

**10** Héros de la Conservation via Ocean Defenders (objectif futur de 130 se basant sur 10 défenseurs pour les 13 régions côtières)



## Gestion des déchets, genre et climat

La question des déchets urbains est devenue un enjeu environnemental et climatique majeur à Madagascar, en particulier dans la capitale. La situation continue de se dégrader : le ministère de l'Eau et de l'Assainissement estimait récemment qu'environ 1 500 tonnes de déchets sont générées chaque jour dans la capitale, mais seules 600 tonnes atteignent la décharge, le reste s'accumulant dans les rues, les bas-fonds ou des dépotoirs sauvages. Au niveau climatique, ces décharges non contrôlées sont des "points chauds" d'émission de méthane, un gaz à effet de serre 28 fois plus puissant que le CO<sub>2</sub> sur 100 ans, et constituent l'un des secteurs à fort potentiel de réduction d'émissions.



Cette crise des déchets a un visage fortement genré. Comme dans beaucoup de pays, les femmes sont surreprésentées dans le secteur informel de la gestion des déchets, occupant majoritairement les postes les plus précaires : collecte manuelle, tri sur les dépotoirs, ramassage itinérant, activités de recyclage à très faible valeur ajoutée.

Ces activités se font sans contrat, sans protection sociale, avec une forte exposition aux blessures (objets piquants, coupants), aux fumées toxiques, aux maladies infectieuses et aux risques de violences, notamment sexuelles pour des femmes souvent reléguées au plus bas niveau social et invisibilisées dans les politiques publiques

**À Andralanitra, environ 1 500 personnes vivent en grande partie de la récupération de matériaux recyclables et de la valorisation informelle de la fraction organique.**

Le lien entre genre, climat et gestion des déchets se joue à plusieurs niveaux. D'une part, la mauvaise gestion actuelle des déchets contribue directement au changement climatique via les émissions de méthane et exacerbe la vulnérabilité des populations riveraines, souvent installées en zones basses exposées aux inondations, aux glissements de terrain et aux feux récurrents sur la décharge.



D'autre part, les femmes cumulent les risques : elles sont à la fois en première ligne pour l'entretien du foyer, la gestion quotidienne des déchets domestiques et l'approvisionnement en eau, et en bas de la chaîne de valeur informelle des déchets. Elles subissent donc les impacts sanitaires du dérèglement climatique (chaleurs extrêmes sur les sites, maladies respiratoires et perturbations hormonales liées aux fumées, insécurité accrue lors des collectes nocturnes) sans bénéficier des retombées économiques de la formalisation ou de la transition écologique.

Par ailleurs, les documents de référence sur la gestion des déchets à Madagascar soulignent explicitement le rôle du secteur informel, mais sans politique claire de soutien ni reconnaissance juridique de ces travailleuses. Quand les systèmes se "modernisent" (mécanisation, délégation à des opérateurs privés, projets de réhabilitation), les femmes informelles risquent d'être évincées, perdant leur source de revenus sans accès à des emplois formels plus sûrs ni à des dispositifs de protection sociale. Les normes de genre continuent aussi de cantonner les femmes à certaines tâches considérées comme "appropriées" (tri, nettoyage) et les excluent des postes de conduite, logistique ou gestion, mieux rémunérés, perpétuant la féminisation de la pauvreté dans ce secteur.

Pourtant, la filière déchets offre un potentiel réel d'innovation sociale, climatique et d'autonomisation économique des femmes comme le montrent les initiatives de revalorisation des déchets (composts, pavés autobloquants, etc.) Dans cette dynamique, des entreprises socio-environnementales comme la STCV (Société de Tri, Compactage et Valorisation) constituent des exemples inspirants de bonnes pratiques. STCV se spécialise dans le tri et la valorisation des déchets plastiques et autres recyclables, en faisant de l'humain le cœur de son modèle : la structure travaille avec des ménages et des travailleurs vulnérables, notamment des femmes, à qui elle offre des activités génératrices de revenus liées à la collecte et au tri dans les fokontany.

**Avec la plateforme "Recycle Now", lancée en 2025, STCV développe un service de collecte à domicile des déchets recyclables via des vélos-bennes, limitant les émissions liées au transport tout en encourageant le tri à la source et en professionnalisant le travail de collecte. Ces initiatives montrent qu'il est possible de créer des modèles de gestion des déchets à la fois bas-carbone, inclusifs et générateurs d'emplois décents pour les femmes, à condition de les inscrire dans des politiques publiques qui reconnaissent explicitement le rôle des actrices informelles et intègrent une analyse de genre.**



Dans la perspective d'une refondation des politiques climatiques et urbaines à Madagascar, la gestion des déchets apparaît donc comme un levier stratégique pour articuler justice climatique, justice sociale et égalité de genre.

Cela suppose d'aller au-delà d'une approche purement technique (camions, bennes, centres de tri) pour : reconnaître les femmes récupératrices comme actrices à part entière de la filière, sécuriser leurs conditions de travail et de revenus, les intégrer dans les dispositifs de formation et de formalisation, et orienter les financements climat vers des modèles de valorisation (compostage, recyclage, économie circulaire) qui réduisent les émissions tout en renforçant leur autonomie économique.

En ce sens, la filière déchets devrait être explicitement intégrée dans les plans d'action genre et climat nationaux, avec des objectifs, indicateurs et mesures dédiés à la reconnaissance et à l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes dans ce secteur.



© - 2025 - Clément Beaudouin. Tous droits réservés. Licence accordée à PPI - People Power Inclusion sous conditions.

## Inclusion financière, assurance agricole et genre:

L'inclusion financière constitue aujourd'hui l'un des maillons essentiels de la résilience climatique à Madagascar, particulièrement pour les femmes et les populations rurales. Le gouvernement a adopté une stratégie nationale visant un taux d'inclusion financière de 45 %, et a mené des campagnes d'éducation financière pour permettre aux ménages d'accéder à des produits adaptés. Pourtant, l'accès réel aux services financiers reste faible et inégalement réparti, surtout dans les zones rurales, ce qui réduit la capacité des ménages, en particulier des femmes, à faire face aux chocs climatiques et économiques.

Face à ces limites, plusieurs ONG ont mis en place des groupes d'épargne et de crédit dans les zones non desservies, permettant aux membres, majoritairement des femmes, de stocker des liquidités, de contracter des prêts internes et de financer des activités génératrices de revenus. Ces expériences montrent que l'inclusion financière locale, lorsqu'elle est portée par des organisations communautaires, devient un véritable levier d'autonomisation économique, d'accès à l'information et de solidarité en période de choc.

Les initiatives de type GEC/VSLA constituent également des plateformes d'apprentissage et de diffusion d'innovations financières climatiques. Leur rôle dans l'accès à l'assurance climatique est particulièrement révélateur : lors des sécheresses, des cyclones ou des inondations, les femmes sont parfois dans l'incapacité de payer individuellement des primes d'assurance, mais peuvent les mutualiser au sein du groupe. Cela permet de réduire les barrières financières, mais aussi la méfiance, grâce à un travail collectif de compréhension et d'appropriation.

De manière plus structurelle, l'expérience du projet VIAVY CC a mis en évidence l'existence d'un cercle vertueux : inclusion financière → capacité d'épargne → paiement des primes d'assurance → protection des investissements → consolidation des moyens de subsistance, notamment pour les femmes . La mise en commun des risques financiers, et l'accès facilité aux produits d'assurance indicelle dans les zones rurales, peuvent significativement améliorer la résilience des familles face aux aléas, mais aussi renforcer la position des femmes dans la prise de décision économique au sein du ménage.



## INCLUSION FINANCIÈRE, ASSURANCE AGRICOLE ET GENRE

Cependant, plusieurs obstacles persistent : manque de données météorologiques, dispersion des parcelles, calibrage délicat des indices, faible accès aux liquidités pour les femmes pendant les périodes de soudure, et charge reproductrice élevée limitant leur participation aux démarches individualisées. Ces défis mettent en lumière la nécessité de co-construire les produits d'assurance avec les principaux bénéficiaires, en particulier les agricultrices, et d'articuler ces outils avec les dispositifs institutionnels de gestion des risques de catastrophe.

À cet égard, les dispositifs régionaux et nationaux tels que ARC, ADRiFi et la stratégie nationale de GRC constituent des opportunités majeures. Madagascar est engagé dans le cadre de Sendai et dispose d'une politique et stratégie nationale GRC. Toutefois, l'intégration du Genre y reste encore vague, sans actions concrètes ni obligation de redevabilité, et la participation des femmes aux décisions GRC est limitée. Les partenariats ARC/ADRiFi/BNGRC, tels que suggérés dans les recommandations actuelles, offrent un cadre pertinent pour renforcer le leadership féminin et articuler financement climatique et protection sociale.

### Recommandations au niveau de l'Etat malagasy

- Intégrer explicitement inclusion financière et assurance climatique dans la Stratégie GRC/RRC, les CDN et les politiques de résilience.
- Institutionnaliser le suivi désagrégé par sexe, âge et handicap dans tous les dispositifs de financement climatique et d'assurance.
- Subventionner les primes d'assurance pour les petits producteurs et les femmes, en particulier via les décaissements ARC/ADRiFi.
- Reconnaître juridiquement les groupes d'épargne (VSLA/GEC) comme acteurs financiers communautaires afin de leur permettre de souscrire des polices collectives, de mutualiser des primes et d'accéder aux filets sociaux.





## INCLUSION FINANCIÈRE, ASSURANCE AGRICOLE ET GENRE

### Recommandations au niveau des partenaires techniques et financiers et institutions internationales

- Conditionner les financements climatiques à des plans d'action Genre concrets et dotés de budgets spécifiques.
- Soutenir le développement d'assurances indicelle sécheresse/cyclone adaptées aux cultures fortement féminisées (riziculture, vivrier).
- Financer l'amélioration des systèmes météorologiques et d'observation pour rendre les mécanismes d'assurance plus précis et transparents.
- Articuler assurance souveraine (ARC) avec des mécanismes communautaires (VSLA/coopératives) afin de créer une chaîne de protection du national au local.

### Recommandations pour les institutions financières et assureurs

- Concevoir des produits simplifiés, avec primes fractionnées et calendriers adaptés aux saisons agricoles.
- Permettre le paiement et la gestion des primes via VSLA et mobile money.
- Transparence sur les droits, exclusions et mécanismes de plainte sensibles au Genre.
- Former des conseillères financières rurales et intégrer la gestion des risques de violences économiques (ex : confiscation des indemnités par un conjoint).

### Recommandations pour les collectivités et OSC

- Développer des projets pilotes combinant épargne, assurance indicelle et formation à l'adaptation climatique.
- Créer un observatoire citoyen Genre et Résilience pour suivre l'accès aux assurances et les indemnisations.
- Sensibiliser au lien entre catastrophes et risques accrus de violences économiques et domestiques.
- Renforcer la place des femmes dans la gouvernance GRC, de la commune jusqu'aux plateformes nationales.





## L'EXEMPLE DE VIAVY CC

Le Projet Viavy CC – Valorisation des Initiatives des Femmes et des Jeunes Filles en Soutien aux Action visant à la Réduction de leur Vulnérabilité aux Impacts du Changement Climatique est un projet mis en oeuvre par PPI – People Power Inclusion, SAF FJKM et GREEN, financé par le PBF (Fonds pour la Consolidation de la Paix).

Etendu sur 24 mois, le projet à pour objectif de promouvoir une approche intégrant le genre et le maintien de la paix face aux risques climatiques et aux catastrophes naturelles en garantissant un accès équitable aux ressources et aux services essentiels, et en mobilisant pour lutter contre les VBG.

Le Projet Viavy CC accompagne 75 groupes d'épargne et de crédit devenant des espaces où les femmes apprennent, s'organisent, se soutiennent et redéfinissent peu à peu leur rôle économique au sein du foyer et de leur communauté.

Ces groupes jouent un rôle encore plus important dans un contexte marqué par des cyclones fréquents, inondations et pertes agricoles parfois lourdes. inondations et des pertes agricoles parfois lourdes. Ils apportent une forme de stabilité, d'autant plus que les formations dispensées dans le cadre du projet – éducation financière, microentrepreneuriat, prévention des violences basées sur le genre – renforcent la confiance collective.

Le soutien apporté à 210 femmes pour développer leurs activités génératrices de revenus illustre bien ce changement. Les projets financés sont très variés : élevage, transformation de produits agricoles, petit commerce, cultures vivrières. La diversification des revenus semble jouer un rôle protecteur important ; plusieurs femmes affirment qu'une activité compense parfois les pertes d'une autre, ce qui leur évite de "toucher le fond" lorsqu'un cyclone ou une inondation survient. Pour que cette dynamique continue de porter ses fruits, l'accompagnement devra se poursuivre, notamment en matière d'accès aux marchés, de gestion d'entreprise et de renforcement des partenariats avec les acteurs financiers locaux (Banque et/ou IMFs)

Dans les deux régions, l'assurance climatique commence à être perçue comme une solution pertinente, même si son appropriation reste progressive. Les producteurs comprennent beaucoup mieux son utilité lorsque le mécanisme est expliqué à partir de situations qu'ils connaissent : une perte récente, une période de sécheresse, un cyclone, un décalage dans le calendrier culturel. Les exemples concrets et les simulations d'indemnisation ont été essentiels pour lever certaines réticences, en particulier la méfiance longtemps associée aux produits d'assurance climatique.



## L'EXEMPLE DE VIAVY CC

Les femmes apparaissent cependant comme les plus exposées aux vulnérabilités climatiques. Dans certaines communes d'Analanjirofo, elles doivent gérer à la fois la production, le tri, la transformation, la gestion quotidienne du ménage et parfois la recherche d'eau potable. Pendant les périodes de soudure, leur accès aux liquidités est fortement limité, ce qui complique leur capacité à souscrire une assurance sans soutien collectif. Cette réalité crée une forme d'inégalité structurelle qu'il est impossible d'ignorer.

C'est précisément dans ce contexte que les GEC prennent tout leur sens. En discutant ensemble du fonctionnement de l'assurance, en recueillant les superficies, en relayant l'information et en organisant la mobilisation financière, ils facilitent l'accès à un produit d'assurance qui paraît souvent complexe lorsqu'il est présenté de manière individuelle. Malgré ces progrès, plusieurs obstacles techniques.

La résilience des ménages ne dépend jamais d'un seul élément. Inclusion financière, assurance climatique, réduction des inégalités de genre : ces trois dimensions fonctionnent comme un ensemble. Les observations menées dans le cadre du projet VIAVY CC le confirment. Une femme qui réussit à développer une AGR stable peut épargner davantage ; cette épargne, mise en commun dans le GEC, peut servir de base pour contribuer au paiement des primes d'assurance ; et l'assurance, lorsqu'elle indemnise une perte, permet de protéger les investissements réalisés dans l'activité économique. C'est un cercle vertueux qui se construit progressivement, mais qui repose sur des mécanismes très concrets.



**210 femmes et jeunes filles bénéficiaires directes**

**75 Groupes d'épargne et de crédit accompagnés**

**Accompagne les autorités locales et traditionnelles, les institutions de microfinance, les communautés locales et les acteurs de la protection et de la sécurité.**



## POURQUOI LIER DROITS HUMAINS ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Comprendre et traiter les conséquences humains du changement climatique constitue un élément fondamental du défi que représente ce phénomène. Une attention accrue portée aux dimensions humains du changement climatique peut augmenter la probabilité que les mesures liées aux changements climatiques protègent les droits humains.

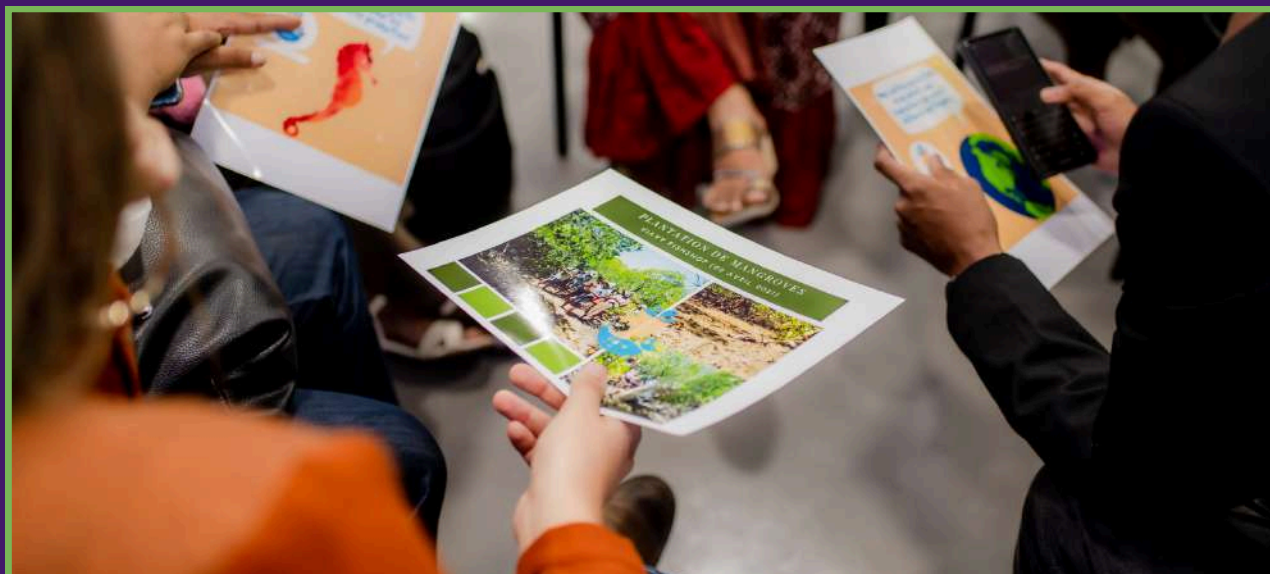
De plus, relier les négociations et les structures relatives aux changements climatiques aux normes existantes en matière de droits humains permet aux Etats d'utiliser des indicateurs et des mécanismes ancrés dans le système bien établi des droits humains pour faire face aux défis posés par l'évolution du climat;

Les liens entre changement climatique et droits humains (CC&DH) ne font aucun doute. Le défi consiste désormais à introduire une approche fondée sur les droits dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une solution efficace et équitable au changement climatique.

A Madagascar, les Antandroy du sud de Madagascar sont de plus en plus exposé.e.s aux déplacements imputables à la sécheresse vers d'autres régions du pays. Bien que Madagascar, qui est un pays insulaire, fasse l'objet de multiples risques climatiques – y compris la hausse des températures, la baisse et la variabilité accrue des précipitations, les sécheresses plus fréquentes, les cyclones violents et l'élévation du niveau de la mer –, c'est dans le sud du territoire, où se trouve la région Androy, que les sécheresses chroniques sont le plus courantes.

**Entre 2018 et 2024, par exemple, les famines causées par la sécheresse ont contraint environ 90 000 personnes du sud de l'île, principalement des Antandroy, à quitter leurs terres ancestrales pour tenter de survivre ailleurs dans le pays.**

Source: "Le combat pour les droits humains des Antandroy déplacé.e.s du Sud de Madagascar en raison du changement climatique" - Amnesty International





# Comment les changements climatiques impactent les droits humains?

Source: CIEL - Center for International Environmental Law

## Impact Climatique

### Augmentation du niveau de la mer

- Inondations
- Erosion
- Salinisation des sols et de l'eau

### Augmentation des températures

- Changement dans les vecteurs de maladies
- Blanchiment des coraux
- Impact sur la pêche

### Evénements climatiques extrêmes

- Cyclones de plus grande intensité
- Tempêtes, inondations

### Evénements climatiques extrêmes

- Cyclones de plus grande intensité
- Tempêtes, inondations

## Impact Humain

- Perte de terres
- Noyade
- Manque d'eau potable, maladies
- Dégâts sur les infrastructures
- Baisse du tourisme, perte de plages

- Maladies
- Changement des techniques et commerces de pêche
- Menace sur le tourisme
- Perte de coraux et de diversité animale

- Contamination de l'eau
- Dégâts sur les infrastructures
- Crise alimentaire
- Stress psychologique
- Augmentation des maladies
- Dégâts sur les sols et cultures
- Baisse du tourisme
- Dégâts sur les propriétés
- Violences Basées sur le Genre

- Augmentation des maladies
- Epuisement des sols agricoles

## Droit impacté

- Auto-détermination
- Vie
- Santé
- Eau
- Moyens de subsistance
- Standards de vie
- Habitation adaptée
- Culture
- Propriété

- Vie
- Santé
- Moyens de subsistance
- Standard de vie

- Vie
- Santé
- Eau
- Moyens de subsistance
- Standard de vie
- Habitat sécurisé et décent
- Education
- Propriété

- Vie
- Santé
- Moyens de subsistance



## RECOMMANDATIONS

### Recommandations pour l'Etat malagasy

Axes	Recommandations concrètes
Cadre juridique et politique	Intégrer explicitement l'approche fondée sur les droits humains (HRBA) dans la CDN, le PNA, la stratégie GRC/RRC et les politiques sectorielles climat (agriculture, eau, énergie, urbanisme)
Participation & information	<ul style="list-style-type: none"> <li>Garantir la participation libre, éclairée et inclusive des communautés affectées (femmes, jeunes, personnes handicapées) dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques et projets climatiques</li> <li>Rendre l'information climatique et financière accessible (langues locales, radios communautaires, formats adaptés)</li> </ul>
Protection des groupes vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconnaître officiellement les femmes cheffes de ménage, les ménages pauvres, les enfants et les personnes handicapées comme groupes prioritaires dans les plans d'adaptation et de réponse aux catastrophes</li> <li>Intégrer systématiquement la prévention et la réponse aux VBG dans la GRC</li> </ul>

### Recommandations pour les bailleurs de fonds et institutions internationales

Axes	Recommandations concrètes
Conditionnalités droits humains	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conditionner les financements climatiques à des analyses d'impact sur les droits humains et à des plans de gestion des risques sociaux et VBG</li> <li>Exiger des indicateurs mesurables sur participation, équité et protection des droits humains</li> </ul>
Approche "Do No Harm"	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'assurer que les projets ne provoquent pas de déplacements forcés, d'accaparements de terres ou d'exclusion sociale</li> <li>Financer des audits indépendants droits humains &amp; climat</li> </ul>
Protection des défenseurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconnaître et protéger les défenseur.es des droits humains et de l'environnement dans les projets financés</li> <li>Intégrer des mécanismes de protection et d'alerte</li> </ul>
Appui aux OSC locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Financer les OSC et coalitions nationales pour le suivi citoyen, la documentation des violations et la participation aux dialogues politiques</li> </ul>



## RECOMMANDATIONS

### Recommandations pour le secteur privé et les porteurs de projets "verts"

Axes	Recommandations concrètes
Diligence raisonnable	Appliquer strictement les principes de diligence raisonnable en matière de droits humains dans tous les projets climatiques
Consentement des communautés	Garantir le consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) avec une participation réelle des femmes dans les consultations
Transparence	Publier les informations clés sur les impacts, flux financiers, mécanismes de compensation et réparation
Réparation	Mettre en place des mécanismes de réparation effectifs en cas de violation des droits humains ou environnementaux
Lutte contre le greenwashing	Interdire et dénoncer les projets climatiques présentés comme "verts" mais violant les droits fonciers ou sociaux

### Recommandations pour les collectivités territoriales, OSC locales et Coalitions

Axes	Recommandations concrètes
Renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Former les élus locaux, leaders communautaires et OSC à l'approche droits humains et climat</li> <li>• Intégrer ces principes dans les plans communaux d'adaptation et de développement</li> </ul>
Suivi citoyen	Mettre en place des mécanismes communautaires de suivi des impacts climatiques sur les droits (eau, alimentation, logement, VBG)
Documentation et plaidoyer	Documenter les violations liées aux projets ou politiques climatiques et alimenter le plaidoyer national et international
Gouvernance inclusive	Promouvoir la participation des femmes et groupes vulnérables dans les comités GRC, environnement et développement local
Articulation local - international	Relier les cadres locaux aux cadres ONU droits humains et climat pour renforcer le plaidoyer international



## Culture, savoirs des femmes et résilience climatique à Madagascar

À Madagascar, la culture et les savoirs traditionnels ne sont pas seulement un héritage symbolique : ils structurent au quotidien la façon dont les communautés s'adaptent aux aléas climatiques. Les femmes y jouent un rôle central, souvent invisible dans les politiques publiques, mais déterminant pour la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles et la cohésion sociale.

### Zones humides, mahampy et raphia: quand les revenus féminins protègent les écosystèmes

Dans la région d'Anosy (Sud-Est), les femmes tissent depuis des générations le mahampy (*Lepironia mucronata*), un roseau des zones humides, pour fabriquer nattes et paniers, générant un revenu souvent modeste mais vital. Le Project Mahampy (ONG SEED Madagascar) vise justement à renforcer cette activité en améliorant l'accès aux marchés, la qualité des produits et la durabilité de la récolte, afin que l'artisanat féminin contribue à la fois à la résilience économique des ménages et à la conservation des marais.

Dans les témoignages de femmes, on voit clairement le lien genre/climat/environnement : la pression minière et la dégradation de l'eau réduisent l'accès aux roseaux et à l'eau saine, ce qui fragilise à la fois leurs revenus et leur santé familiale. Quand les zones humides sont polluées ou privatisées, ce sont les femmes qui perdent un outil d'autonomisation économique, mais aussi un espace clé de biodiversité et de stockage de carbone. Soutenir les coopératives de tisserandes, sécuriser l'accès communautaire aux marais, accompagner la régénération des roseaux sont donc des mesures d'adaptation climatique autant que de justice de genre.

On retrouve des logiques comparables avec la gestion du raphia dans d'autres régions, où les associations de femmes combinent artisanat, replantation et régulation des prélèvements, contribuant de fait à la préservation des forêts riveraines et des zones humides.



## MANGROVES, LITTORAL ET LEADERSHIP DES PÊCHEUSES

Sur la côte Sud-Ouest, les femmes Vezo et Masikoro sont au centre de la gestion des **mangroves et des pêches artisanales** : collecte de coquillages, transformation et vente des produits de la mer, participation aux replantations de palétuviers et aux patrouilles communautaires. Des projets comme **Tahiry Honko** et les aires marines gérées localement (LMMA) montrent que les femmes sont désormais en première ligne des activités de reboisement, du suivi du carbone et de la mise en œuvre des dina locaux (ONg Blue Ventures).

Dans la petite pêche, les femmes représentent une part majeure de la force de travail : au niveau global et dans le Sud, elles comptent pour **plus de 40 % des personnes travaillant dans les pêches artisanales**, surtout dans les activités de pré- et post-récolte (collecte d'appâts, transformation, commerce).

Dans la pêcherie de poulpe du Sud-Ouest, une étude montre qu'elles représentent **bien plus de la moitié des pêcheurs de poulpe** au niveau régional, et qu'elles sont directement affectées par les fermetures saisonnières, les changements de taille minimale ou les restrictions d'accès.

Pourtant, malgré ce rôle massif dans la production et la gestion quotidienne des ressources, les femmes restent **sous-représentées dans les comités de gestion** des LMMAs et des associations de pêche. C'est précisément ce constat qui a conduit à la création du **FisherWomen Leadership Program (FWLP)** avec le réseau MIHARI, dont l'objectif explicite est d'augmenter la représentation et la participation des femmes dans la gouvernance des LMMAs et du réseau lui-même.

- La première cohorte du FWLP compte **28 ambassadrices et 5 ambassadeurs** issus de 14 régions côtières, toutes et tous membres ou gestionnaires de LMMAs, ce qui crée une nouvelle génération de **leaders féminins** visibles dans la gouvernance marine.
- Le programme repose sur du mentorat entre pairs, des formations en leadership et en droits, et un plaidoyer pour que les critères LMMA intègrent l'exigence de participation de « toutes les personnes locales, indépendamment du genre ».

On observe déjà que, dans plusieurs LMMAs accompagnées, les femmes jouent un rôle-clé dans la définition des règles (périodes de fermeture, zones de non-prélèvement) et dans la gestion de fonds communautaires issus des projets de carbone bleu ou de mariculture (algues, holothuries).



## FORÊTS, RESSOURCES NATURELLES ET PRATIQUES QUOTIDIENNES DE LA RÉSILIENCE

Les femmes ne sont pas seulement des actrices du littoral : elles sont aussi essentielles dans la gestion des **forêts et des ressources terrestres**.

Choix des essences de bois, rythme de prélèvement, usage de résidus agricoles, stockage du combustible ; sont décisifs pour :

- limiter la déforestation et la dégradation des forêts,
- réduire l'exposition des ménages aux pénuries de bois (souvent aggravées par les sécheresses et l'augmentation de la demande),
- diminuer les risques de fumées toxiques en adoptant des combustibles et foyers plus efficaces.

Des initiatives appuyées par des ONG et partenaires (USAID, WWF, etc.) montrent que lorsque les femmes sont associées aux décisions sur les forêts communautaires (COBA, VOI), elles favorisent des stratégies de **gestion plus prudentes**, articulant besoins de subsistance, conservation et diversification des revenus (apiculture, plantes non ligneuses, écotourisme).

## FEMMES ET GOUVERNANCE LOCALE DES RESSOURCES: UNE PRÉSENCE CROISSANTE MAIS ENCORE INSUFFISAMMENT DOCUMENTÉE

Les données chiffrées nationales sur **la part exacte de femmes dans les comités de gestion des ressources naturelles** (VOI forestiers, COBA, associations de pêche, comités LMMA) restent fragmentaires, mais plusieurs sources convergent :

- les femmes sont **très présentes dans l'usage et la gestion quotidienne des ressources** (collecte, transformation, vente locale),
- mais restent **souvent minoritaires dans les instances de décision formelles**, où leurs voix sont moins audibles.

Le rapport de genre de l'USAID sur Madagascar (2020) souligne à la fois des **progrès** (exemples de femmes leaders dans la gestion forestière à Menabe, jeunesse engagée dans les structures communautaires) et des **contraintes persistantes** liées aux droits fonciers, au temps de travail domestique, aux normes sociales qui limitent la participation des femmes aux réunions ou aux négociations avec l'administration.

Dans le secteur des pêches et de la mariculture, on dispose de quelques chiffres plus précis :

- les femmes représentent **environ 50 % de la main-d'œuvre** dans les chaînes de valeur algues et holothuries dans le Sud-Ouest, tout en restant très peu représentées dans les structures de gestion ou de négociation de ces projets.
- dans la pêcherie de poulpe, elles constituent **la majorité** des pêcheurs, tout en étant sous-représentées parmi les responsables d'associations et les signataires des dina de gestion.



Pour une politique Genre / Climat, ces éléments plaident pour :

- documenter systématiquement la présence des femmes dans les organes de gouvernance des ressources (forêts, aires protégées, LMMAs, comités de bassin, etc.) ;
- fixer des **objectifs chiffrés** de représentation féminine (par exemple, atteindre au minimum la parité dans les comités communautaires liés aux projets climat) ;
- renforcer des programmes de type **FisherWomen Leadership Program** ou réseaux de femmes forestières, qui montrent déjà leur capacité à transformer la gouvernance locale de manière plus inclusive.

## **POURQUOI CES SAVOIRS FÉMININS DOIVENT ÊTRE AU COEUR DES POLITIQUES GENRE & CLIMAT**

Mettre en avant les savoirs et pratiques des femmes dans les différentes régions de Madagascar n'est pas un « supplément culturel » : c'est une condition d'efficacité des politiques d'adaptation et de développement. Concrètement, cela implique de :

- reconnaître les femmes rurales, pêcheuses, artisanes, comme des expertes du climat dans leurs territoires ;
- associer leurs organisations (groupements de productrices, associations de femmes, réseaux de VSLA, collectifs de pêcheuses, etc.) aux diagnostics, à la co-construction des plans locaux d'adaptation et aux instances de suivi ;
- soutenir financièrement et techniquement les initiatives qui partent de leurs pratiques positives (agroécologie, artisanat durable, gestion des mangroves, forêts communautaires, etc.) au lieu d'imposer uniquement des solutions externes ;
- documenter, dans les systèmes d'information climat et les indicateurs de suivi, l'apport de ces savoirs féminins et l'évolution de leurs droits et de leur participation dans la gouvernance locale.

**En plaçant les savoirs des femmes au centre, les politiques Genre / Climat peuvent s'ancrer dans des pratiques déjà éprouvées, renforcer l'autonomie des femmes et rendre la transition écologique plus juste, plus légitime et plus durable.**

## Santé et Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR): une crise silencieuse au cœur de la résilience

Les études réalisées par IVORARY pour IPAS (2024) et CARE (2021) ont été pionnières pour démontrer que les chocs climatiques ne sont pas seulement des événements environnementaux : ils reconfigurent profondément la santé sexuelle et reproductive (SDSR) et les droits des femmes et des filles. D'un district à l'autre, sécheresses, cyclones, inondations et salinisation des nappes induisent une chaîne d'impacts sanitaires, sociaux et économiques qui affectent la fertilité, la grossesse, la santé maternelle, les violences de genre et l'autonomie reproductive.

### Les impacts sanitaires directs du climat: des réalités régionales extrêmement contrastées

Dans la région **Anosy**, les sécheresses prolongées, certaines communes n'ayant pas reçu de pluie significative pendant plusieurs mois, aggravent les risques pour les femmes enceintes. À **Tanandava**, l'étude IVORARY indique que les femmes parcourent **jusqu'à 8 km** pour trouver de l'eau, avec des charges pouvant atteindre plusieurs dizaines de litres, un effort particulièrement dangereux en fin de grossesse. La malnutrition sévère, fréquente dans les districts d'Amboasary et d'Ambovombe, entraîne des taux élevés d'anémie et augmente les risques de complications obstétricales.

Dans la région **Diana**, fortement exposée aux cyclones et à l'élévation du niveau de la mer, la **salinisation des eaux douces** est devenue un facteur critique. Les prestataires de santé interrogés dans l'étude de Care observent une hausse des cas d'hypertension gravidique et de prééclampsie dans les communes côtières, notamment à **Ramena et Andovokonko**, où certaines sources d'eau potable sont désormais impropres à la consommation en saison sèche. Dans cette même région, plus de **30 % des infrastructures sanitaires** ont été partiellement endommagées au cours des trois dernières saisons cycloniques, provoquant la suspension temporaire de services essentiels comme les consultations prénatales ou la planification familiale.



*Chez les femmes [enceintes], la chaleur intense a provoqué de nombreuses bouffées de chaleur et [...] peu de nourriture, entraînant une anémie, de graves rhumes et des infections vaginales causées par l'affaiblissement du système de défense immunitaire*

Source: SRHR & Climate Justice Coalition - Les droits en matière de santé sexuelle et reproductive



À **Vatovavy**, lors du cyclone Batsirai, **3 510 personnes ont été déplacées**, dont une majorité de femmes et d'enfants. Six sites d'hébergement sur dix-sept n'avaient **aucun service de santé**, laissant les femmes enceintes sans possibilité de suivi, d'accouchement sécurisé ou de recours en cas d'urgence. L'étude rapporte des cas de ruptures de stocks d'oxytocine, de contraceptifs injectables et de kits post-viol pendant plusieurs semaines après le cyclone.

Dans la région **Fitovinany**, la commune rurale d'Ifatsy a vu **2 370 habitations inondées** après le cyclone Alvaro, dont **94 totalement détruites**. Les inondations ont rendu impraticables les routes menant aux centres de santé, empêchant des dizaines de femmes de recevoir des soins prénataux et entraînant plusieurs accouchements non assistés en milieu isolé.

## **VIOLENCES, MARIAGES PRÉCOCES ET STRATÉGIES DE SURVIE: QUAND LE CLIMAT RESTREINT LES DROITS REPRODUCTIFS**

Les crises climatiques accentuent les violences basées sur le genre. Dans **Menabe**, IVORARY souligne que **20,8 % des femmes** ont subi des violences sexuelles, un taux parmi les plus élevés du pays, et que les périodes de crise augmentent les risques d'agressions, notamment lors de la collecte d'eau ou dans les abris d'évacuation. Dans certaines communes de Vatovavy, des adolescentes ont rapporté avoir été victimes de harcèlement ou de propositions d'échanges sexuels contre nourriture ou protection durant les déplacements post-cyclone.

Le changement climatique contribue également à une explosion des **mariages précoces**. CARE note qu'à Amboasary (Anosy), certaines familles marient leurs filles dès **14 ou 15 ans** pour réduire le nombre de personnes à nourrir. À **Menabe**, **52 % des filles sont mariées avant 18 ans**, un taux qui grimpe encore dans les zones rurales les plus exposées aux sécheresses. Ces unions forcées entraînent un recours accru aux grossesses adolescentes, **45,7 % des jeunes femmes de 15 à 19 ans ont déjà commencé leur vie féconde** dans cette région, augmentant les risques de mortalité maternelle, d'avortements non sécurisés et d'abandon scolaire.

Les adolescentes sont également poussées vers des formes de survie dangereuses, comme les relations transactionnelles. Dans plusieurs Fokontany de **Diana**, des jeunes filles interrogées ont expliqué que les crises climatiques provoquent une telle insécurité alimentaire qu'elles acceptent des relations en échange de nourriture, d'argent ou d'un hébergement temporaire.



**À Menabe, 52 % des filles sont mariées avant 18 ans, un taux qui grimpe encore dans les zones rurales les plus exposées aux sécheresses. Ces unions forcées entraînent un recours accru aux grossesses adolescentes, 45,7 % des jeunes femmes de 15 à 19 ans ont déjà commencé leur vie féconde dans cette région**



## UN SYSTÈME DE SANTÉ VULNÉRABLE: DIFFICULTÉS STRUCTURELLES ET MANQUE D'ADAPTATION CLIMATIQUE

Les deux études décrivent un système de santé sous pression. Dans l'Anosy, certaines communes disposent d'**un seul CSB pour plus de 10 000 habitants**, souvent dépourvu de salle d'accouchement fonctionnelle ou de personnel qualifié. Lors des cyclones, les centres sont inondés, leurs toits arrachés, les panneaux solaires détruits et les médicaments perdus. Dans Diana, les routes qui relient les communes isolées à Ambilobe ou Antsiranana sont fréquemment coupées pendant plusieurs jours, voire semaines, rendant impossible toute prise en charge obstétricale urgente.

Les coupures d'électricité, la contamination des points d'eau, les ruptures de stocks et l'insécurité alimentaire prolongée entraînent une dégradation de la qualité des soins, accentuant les risques pour les femmes enceintes et les nouveau-nés. La SDSR devient ainsi un service intermittent, alors que c'est précisément dans les moments de crise qu'elle devrait être accessible.

## UN DÉFICIT STRUCTUREL D'INTÉGRATION SDSR-CLIMAT: CE QUE LES ÉTUDES RÉVÈLENT ET CE QUI RESTE À CONSTRUIRE

Les études de CARE et IPAS montrent que, malgré la gravité des impacts, **aucune stratégie climatique nationale ou locale n'intègre clairement la SDSR**. Les plans sectoriels abordent la santé, la nutrition ou les infrastructures, mais rarement la sexualité, la contraception, les VBG ou la santé materno-infantile en contexte climatique.

Pourtant, l'analyse des terrains montre que la SDSR est un **déterminant majeur de la résilience** : une adolescente non mariée, scolarisée, en bonne santé reproductive contribue davantage à la stabilité du foyer, à l'économie locale et à la capacité des ménages à affronter les crises. À l'inverse, chaque grossesse précoce, chaque mariage forcé ou chaque rupture de soins aggrave la désorganisation sociale et réduit la capacité d'adaptation des ménages.





## RECOMMANDATIONS OPÉRATIONNELLES ET MESSAGES DE PLAIDOYER

Pour que Madagascar construise une résilience réelle, la SDRS doit être intégrée comme un levier central. Plusieurs actions opérationnelles émergent :

- Intégrer la SDRS dans les politiques climatiques nationales et régionales. La CDN, le PNA, les politiques sectorielles et les plans régionaux de développement doivent inclure un axe SDRS-Climat avec des budgets et indicateurs précis.
- Garantir la continuité des services SDRS dans les zones climatiquement exposées. Cela implique de renforcer les CSB, développer des cliniques mobiles pré- et post-cyclones, sécuriser les routes prioritaires, prépositionner des kits SDRS et former le personnel aux urgences climatiques;
- Protéger les adolescentes : prévention des mariages précoces, éducation à la sexualité, accès à la contraception et prise en charge des VBG, surtout en période de déplacement et d'insécurité alimentaire.
- Inclure les femmes dans les comités locaux de gestion des risques, car elles sont les premières à ressentir les impacts du climat. Leur expertise, eau, agriculture, santé, est essentielle à la préparation et à l'adaptation.
- Développer une collecte de données intersectionnelles : climat, SDRS, mariages précoces, VBG, interruptions de soins, ruptures de stocks. Sans données, pas de planification.
- Financer la SDRS comme pilier de l'adaptation. Les financements climat doivent explicitement inclure la SDRS, en reconnaissant son rôle clé dans la réduction de la mortalité, la stabilité des ménages et la reconstruction.

**La SDRS n'est pas un secteur périphérique mais un élément stratégique de résilience climatique. Dans toutes les régions étudiées, les mêmes dynamiques se répètent : là où les droits reproductifs sont protégés, les communautés se relèvent mieux. Là où ils reculent, la vulnérabilité explose. Madagascar ne pourra pas bâtir une adaptation durable sans placer la santé sexuelle et reproductive, l'autonomie corporelle et la protection des adolescentes au cœur de sa stratégie climatique. C'est une question de justice, d'efficacité, de droits humains, et de survie collective**



## WASH – Eau Assainissement et Hygiène

La problématique du genre au sein des politiques climat et WASH prend une importance croissante à Madagascar. Les inégalités entre les femmes et les hommes – dans l'accès à l'eau, la gestion communautaire, les responsabilités domestiques, la participation décisionnelle ou la résilience face aux chocs climatiques – influencent directement les capacités d'adaptation des ménages et la durabilité des interventions.

**D'une manière générale, les changements et impacts suivants dus au changement climatique sont possibles dans le domaine du WASH:**



### **Réduction de la disponibilité de l'eau et augmentation des possibilités de contamination.**

La sécheresse peut être un moteur de la migration et accroître la pression sur des services déjà peu fonctionnels dans les villes, les petites villes et les zones rurales.

Les sécheresses affectent les comportements en matière d'hygiène et le fonctionnement des systèmes d'assainissement, car l'eau est moins disponible pour se laver les mains notamment.



### **L'augmentation des précipitations, les inondations et cyclones** endommagent les infrastructures d'approvisionnement en eau et assainissement.

Les inondations favorisent la contamination des masses d'eau et l'environnement (les eaux de crue favorisent les maladies), posant un grave problème de santé publique et accroît la pression sur les systèmes de santé.



### **L'élévation du niveau de la mer** provoquée par le changement climatique contribue à augmenter la salinité des ressources en eaux côtières, rendant les eaux souterraines et de surface inutilisables.

La salinité peut également détruire les systèmes d'assainissement tels que les fosses septiques et stations d'épuration.



## QUEL LIEN ENTRE WASH, GENRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène revêt une importance particulière pour les femmes et les filles compte tenu de leur fonction traditionnelle de collecte de l'eau et de gestion de l'assainissement du foyer, de leurs besoins liés à la santé reproductive et menstruelle et de leur rôle dans les soins du ménage, des enfants et des personnes âgées et/ou malades.

Malgré cela, les femmes sont bien souvent laissées à l'écart des discussions et des décisions importantes liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Exemple	Impact sur les services EAH	Conséquences liées au genre
Vague de chaleur	Détérioration des infrastructures Augmentation des maladies présentes dans l'eau Interférence avec la saisonnalité	Augmentation des maladies, augmentation de la charge de travail liée aux soins Surcharge du système de santé
Inondations	Conséquence sur la disponibilité et la qualité de l'eau Conséquence sur l'approvisionnement en eau	Augmentation des distances pour l'accès à l'eau chez les femmes et les jeunes filles Augmentation de la charge de soin chez les femmes liée à la qualité de l'eau Augmentation des maladies liées au manque d'hygiène
Sécheresse	Réduction de la quantité d'eau disponible Débit des rivières réduit Difficultés liées aux habitudes d'hygiène	Augmentation du temps passé pour la collecte d'eau et exposition à des situations dangereuses Difficultés liées aux besoins d'hygiène, d'allaitement ou liées à la grossesse



## LE SECTEUR WASH À MADAGASCAR

- Seulement 3.5 millions d'hectares irrigués sur un potentiel de 50 millions;
- 61% d'accès à l'eau potable en milieu rural
- 39% d'accès à l'assainissement en milieu rural;
- 12 GW d'un potentiel hydroélectrique de 150 GW exploités

Ces déficits impactent directement la santé, l'éducation, l'agriculture, l'égalité de genre et la résilience des communautés, notamment des femmes et des jeunes.

Source: *Climates Madagascar et Wateraid – Plaidoyer SADC 2025*

## RECOMMANDATIONS WASH ET GENRE À MADAGASCAR

- Intégrer pleinement le Nexus Eau, Assainissement, Hygiène (EAH) – Climat dans les stratégies régionales de développement, d'adaptation et de résilience;
- Renforcer le Gender Cluster et le WASH Cluster pour une coordination systématique entre WASH, genre, protection et climat.
- Considérer l'eau comme un levier structurant et non comme un simple service social;
- Intégrer systématiquement l'égalité de genre dans les stratégies nationales et régionales;
- Allouer davantage de ressources aux secteurs EAH dans les politiques agricoles, industrielles et climatiques et promouvoir des solutions innovantes et locales;
- Valoriser et documenter les femmes leaders dans le WASH (cheffes de comités, techniciennes, élues) pour en faire des modèles et renforcer leur rôle dans la gouvernance locale. (plus concret que le gros paragraphe qui parle de simplifier et que tu peux supprimer dans la partie recommandations)
- Impliquer les associations de femmes, de jeunes et de personnes handicapées dans les comités de gestion de l'eau, les structures de gouvernance villageoise et les plateformes de gestion des risques climatiques.
- Comprendre les emplois du temps. Cela peut sembler simple, mais de nombreux programmes de développement ne tiennent pas compte des jours de la semaine, du mois ou de l'année où les différentes catégories de la communauté sont disponibles pour participer aux activités, particulièrement les femmes (réunions, formations, travaux et/ou contributions financières).
- Exiger que tous les plans WASH (niveaux national, régional, communal) comportent des indicateurs désagrégés par sexe, âge, handicap et des cibles spécifiques pour les femmes et les filles en zones climatiquement exposées.



## ACCÈS À L'ÉNERGIE: UN PAYS EN FORTE PAUVRETÉ ÉNERGÉTIQUE... QUI PÈSE SURTOUT SUR LES FEMMES

- Environ 35–36 % de la population seulement a accès à l'électricité, avec de gros écarts : autour de 60 % en zones urbaines, mais à peine 7–15 % en milieu rural
- Côté cuisson, c'est encore plus critique : seulement 2 % de la population a accès à une énergie de cuisson propre, tandis qu'environ 95 % des ménages dépendent toujours de la biomasse (bois, charbon), ce qui fait de Madagascar l'un des pays africains les plus en retard sur la cuisson propre.

Dans ce contexte, les rôles de genre traditionnels font que ce sont surtout les femmes et les filles qui :

- collectent le bois, gèrent le feu, cuisinent, nettoient et s'occupent des enfants ;
- passent plusieurs heures par jour à ces tâches, ce qui restreint leur temps pour l'école, les activités rémunératrices ou la participation citoyenne
- sont les plus exposées à la pollution de l'air intérieur (fumées, particules) avec des impacts sur la santé respiratoire, les grossesses et la santé infantile

La pression sur les forêts (déforestation liée au bois-énergie) aggrave la crise climatique, mais elle aggrave aussi le travail domestique des femmes : plus il faut marcher loin pour le bois, plus la charge physique, les risques de violences sur les trajets, et la "time poverty" augmentent.

## PROJETS ET INITIATIVES PHARES AVEC UN ANGLE GENRE & ÉNERGIE

Cuissons propres et économie féminine: ADES, MCCI, Magnasoa, Biogasikara

- **ADES – "Solar and efficient stoves in Madagascar"**

L'ONG ADES conçoit et fabrique des foyers améliorés et cuiseurs solaires dans plusieurs régions du pays. Son projet, met spécifiquement les femmes au centre de la distribution et de la sensibilisation :

- ADES forme des femmes pour animer des démonstrations de cuisson solaire et vendre des foyers améliorés, faisant d'elles des micro-entrepreneures de la transition énergétique
- les foyers économes permettent de réduire la consommation de bois de 50 à 70 %, ce qui réduit la charge de collecte pour les femmes et les filles et diminue significativement les émissions de CO2



## PROJETS ET INITIATIVES PHARES AVEC UN ANGLE GENRE & ÉNERGIE

- **Madagascar Clean Cooking Initiative (MCCI)**

C'est une association récente qui regroupe 38 PME et entrepreneurs de la cuisson propre dans 11 régions. Elle vise à promouvoir au minimum des solutions de cuisson de niveau Tier 2 (selon les standards internationaux).

- La présidente de MCCI, Marie Louise Schmidt Rasoamanahirana, est aussi fondatrice de Biogasikara Energy, une entreprise dirigée par une femme et soutenue par l'ONUDI. Biogasikara produit des combustibles modernes (pellets) à partir de déchets agricoles et forestiers, pour une cuisson plus propre et plus efficace.
- L'angle genre est très clair : améliorer la cuisson propre est présenté comme un moyen de réduire la pénibilité du travail domestique des femmes, l'exposition aux fumées et les dépenses en charbon/bois, tout en créant des emplois féminins dans une nouvelle filière.

- **Projet "Magnasoa" et autres programmes de foyers améliorés**

- Le projet Magnasoa (région Anosy) prévoit la distribution de 120 000 foyers améliorés pour démocratiser la cuisson propre auprès des ménages modestes, en réduisant l'usage de bois et de charbon.
- À Taolagnaro, un autre projet du MEDD et MEH a récemment distribué près de 960 foyers améliorés, réduisant jusqu'à 70 % la consommation de bois/charbon et jusqu'à 80 % des émissions de CO<sub>2</sub>

- **Planification nationale de la cuisson propre**

Une analyse de SEforALL sur la planification d'accès à une cuisson propre montre que 75 % des ménages citent le coût comme principal frein à l'adoption de solutions propres, en particulier pour les femmes, souvent sans contrôle sur les ressources financières du ménage. Elle souligne aussi la priorité accordée aux bénéficiaires pour les femmes et les jeunes (santé, temps, sécurité) dans les scénarios d'accès universel

## MINI-RÉSEAUX SOLAIRES PRIVÉS ET OPPORTUNITÉS DE GENRE

Des mini-réseaux solaires privés se développent avec des acteurs comme Welight ou de petits acteurs privés travaillant avec l'ADER, permettant une alimentation continue pour des petits commerces, ateliers, cliniques, etc.

Pour l'instant, le genre n'y est pas systématiquement intégré, mais ces services ouvrent un espace pour :

- le développement de micro-entreprises dirigées par des femmes (épiceries éclairées, services de recharge, transformation agroalimentaire, couture, etc.) ;
- la mise en place de tarifs et modèles de paiement adaptés aux femmes à faible revenu (VSLA, paiement fractionné, PAYGO, etc.).

## RECOMMANDATIONS (GENRE & ÉNERGIE)

### Sur les politiques publiques et la planification énergétique

- Inscrire explicitement le genre dans la politique énergétique :
  - fixer des objectifs de participation des femmes dans les filières énergie (techniques, commerciales, décisionnelles) ;
  - intégrer des indicateurs sexospécifiques (accès des femmes à l'électricité, à la cuisson propre, temps de collecte de bois, exposition aux fumées, etc.).
- Aligner les politiques énergie/climat/genre : faire le lien entre la politique énergie, les CDN/PNA, et les plans nationaux genre pour que la cuisson propre et le solaire rural soient clairement reconnus comme leviers de réduction des inégalités de genre.

### Sur l'accès à la cuisson propre (axe central pour les femmes)

#### Faire de la cuisson propre une priorité nationale "genre & climat", avec :

- des subventions ciblées pour les ménages pauvres, en particulier les ménages dirigés par des femmes ;
- des mécanismes de financement adaptés (crédit via VSLA, microfinance, paiement en plusieurs fois) pour l'achat de foyers améliorés, de combustibles propres ou de kits biogaz/pellets ;
- la réglementation et les standards en cours de révision (charbon/bois efficaces) utilisés comme levier pour favoriser des entreprises qui ont une politique explicite d'égalité de genre

#### Intégrer des campagnes de communication ciblées femmes/hommes :

- travailler sur les normes (ce n'est pas "le rôle naturel" des femmes de porter 30 kg de bois tous les jours) ;
- impliquer les hommes dans la décision d'investir dans des technologies propres.



*Après avoir participé à la session d'adaptation au changement climatique, je me considère désormais comme une leader engagée. Mon objectif est d'impliquer toute ma communauté dans cette noble cause. Nous encourageons les gens à réfléchir à leurs actions pour protéger l'environnement, pour les générations futures.*

Hellene

Technicienne d'Analalatsaka

*Propos recueillis dans le rapport annuel de Barefoot College Madagascar*

## RECOMMANDATIONS (GENRE & ÉNERGIE)

### Sur l'électrification rurale et solaire

#### Généraliser les modèles "solar mamas / solar women engineers" :

- intégrer une quotité minimale de femmes dans les formations techniques (installatrices, maintenancières, gestionnaires de mini-réseaux) ;
- s'appuyer sur les associations de femmes, VSLA, coopératives, pour gérer localement les services solaires (facturation, maintenance, gouvernance).

#### Lier les projets solaires à des opportunités économiques pour les femmes :

- appui à des activités productives féminines utilisant l'électricité (transformation alimentaire, couture, services numériques...) ;
- inclusion de volets business / marketing / gestion dans les programmes de formation technique (type PGE, Barefoot College).

### Sur l'écosystème privé & associatif

#### Structurer et renforcer les réseaux d'acteurs énergie propre & genre :

- consolider MCCI et les plateformes existantes comme véritables espaces de dialogue Genre/Énergie (en faisant remonter les besoins des femmes entrepreneures, des utilisatrices, etc.) ;
- soutenir les entreprises dirigées par des femmes (Biogasikara, distributrices ADES, micro-entreprises locales) comme modèles à essayer.

**Lier les projets énergie aux organisations féministes / de base** (associations rurales de femmes, collectifs de jeunes, réseaux ESS) pour que la transition énergétique ne soit pas "technique seulement" mais aussi un outil de transformation des rapports de pouvoir.

### Sur les données, le suivi et l'analyse genre

- Mettre en place une **collecte systématique de données sexospécifiques** dans tous les projets énergie (temps de travail domestique, dépenses en énergie, exposition aux fumées, prise de décision dans le ménage, emploi dans les filières énergie).
- Intégrer un **module "Genre & énergie"** dans les études nationales (environnement, climat, pauvreté, santé) pour avoir une base solide pour le plaidoyer et la planification.



## ACCÈS À L'ÉNERGIE: L'EXPÉRIENCE DE BAREFOOT COLLEGE MADAGASCAR

Dans de nombreux villages accompagnés par BC Madagascar, les femmes occupent désormais la majorité des sièges au sein des comités solaires chargés de la gestion du service, de la maintenance, du paiement des techniciennes et du fonctionnement des systèmes, confirmant une transformation progressive mais réelle du leadership local au profit des femmes. À cela s'ajoute un engagement citoyen renforcé : plus de vingt campagnes de sensibilisation menées par les techniciennes ont porté sur le changement climatique, les droits des femmes, la lutte contre les violences basées sur le genre, la santé et l'hygiène, étendant l'impact du programme bien au-delà de l'électrification.

Sans interventions ciblées, ces obstacles structurels maintiennent des milliers de familles dans une pauvreté chronique. Pourtant, les recherches de l'UNESCO et les analyses du développement global démontrent que l'investissement dans l'éducation et les compétences des femmes peut augmenter les revenus des ménages jusqu'à 20 % et renforcer significativement la résilience aux chocs climatiques. Barefoot College Madagascar (BCMada) illustre de manière concrète cette dynamique : la formation de femmes rurales en tant que techniciennes solaires et leaders communautaires entraîne des améliorations mesurables dans l'accès à une énergie propre, la stabilité économique des ménages et la participation des femmes à la gouvernance locale.

## En 2024



- 134** Femmes ingénieures solaires ("Solar Mamas") formées depuis le lancement du programme national
- 12** Nouvelles apprenantes en 2025 accompagnées d'un très haut taux d'assimilation
- 65** Techniciennes solaires supplémentaires formées aux questions d'adaptation au changement climatique dans les régions de Tuléar, Morondava et Ambilobe
- 39** Villages bénéficiaires
- 4894** Ménages bénéficiaires dans le cadre du Programme National Barefoot College





## AGRICULTURE DURABLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'agriculture demeure l'un des secteurs les plus sensibles au changement climatique à Madagascar. Les sécheresses récurrentes, les cyclones, la variabilité des pluies et la dégradation des sols affectent directement les rendements agricoles et, par conséquent, la sécurité alimentaire des ménages. Dans ce contexte, l'intégration systématique de l'approche genre dans les stratégies d'adaptation devient indispensable, car les impacts climatiques ne touchent pas les femmes et les hommes de manière uniforme.

### IMPACTS DIFFÉRENCIÉS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES FEMMES RURALES

Les femmes rurales sont en première ligne face aux perturbations climatiques. Responsables de nombreuses tâches essentielles – agriculture vivrière, collecte d'eau et de bois, gestion de la nutrition familiale – elles subissent plus fortement les effets combinés de la rareté des ressources, de la dégradation de l'environnement et de l'insécurité alimentaire.

Les données issues des initiatives analysées montrent plusieurs tendances convergentes :

- augmentation du temps de travail lié à la recherche de ressources naturelles (eau, combustibles, fourrage),
- baisse de la productivité agricole due à l'épuisement des sols et à l'irrégularité des pluies,
- vulnérabilité économique accrue, les femmes ayant un accès limité au crédit, à la propriété foncière et aux intrants modernes,
- risques socio-économiques amplifiés lors des crises climatiques (perte de revenus, dépendance financière, insécurité alimentaire).

Les initiatives nationales offrent des perspectives concrètes sur les voies d'adaptation possibles. Les projets Farmer Farm Facility , PrAda de la GIZ et PMATG de la COI démontrent par exemple qu'une transition agricole durable passe par la diffusion des techniques d'Agriculture Intelligente face au Climat (AIC ) Incluant les femmes , l'intégration des femmes dans les chaînes de valeur prioritaires.

Le projet PrAda a permis :

- la création de groupes de femmes formatrices dans la pêche,
- la promotion d'entrepreneuses dans les filières arachide et miel,
- l'accès aux formations financières FBS,
- la participation à des salons pour renforcer leur visibilité économique.

Ces actions montrent que l'autonomisation économique féminine est un vecteur essentiel de résilience, tant au niveau individuel que communautaire.

## Solutions locales et rôle central des femmes rurales

Les réponses portées par les femmes et les organisations communautaires constituent un socle majeur d'adaptation climatique. Les observations tirées des 17 OSC interviewées et des plateformes nationales mettent en lumière plusieurs dynamiques clés : les femmes participent activement à la restauration des sols, à la diversification des cultures, à l'utilisation de semences locales et à la gestion durable des ressources, ce qui réduit la vulnérabilité alimentaire, les femmes prennent une place accrue dans la gestion des terres, les comités locaux, et les décisions relatives à l'eau, l'agriculture ou la nutrition. Les femmes jouent un rôle essentiel dans la diffusion des nouvelles pratiques (fumage du poisson, techniques maraîchères, transformation alimentaire), renforçant les capacités d'adaptation des ménages.

### Limites et défis persistants

Malgré des avancées significatives, plusieurs contraintes freinent encore l'intégration totale du genre dans l'adaptation climatique :

- inégalités foncières persistantes : peu de femmes possèdent des terres, limitant leur capacité à investir dans des pratiques durables ;
- accès inéquitable aux intrants, au financement et aux technologies ;
- participation limitée des femmes aux instances de gouvernance climatique au niveau communal et régional ;
- manque de données sexospécifiques pour guider les décisions publiques ;
- faible institutionnalisation du genre dans les ministères sectoriels ;
- risques accrus lors des crises (cyclones, sécheresses) qui aggravent les charges domestiques et économiques des femmes.

Ces défis montrent la nécessité d'une consolidation des politiques nationales, notamment dans les secteurs Eau-Assainissement-Hygiène, Agriculture, Environnement et Développement rural.





## OPPORTUNITÉS STRATÉGIQUES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE GENRE ET CLIMAT

Les analyses issues des projets nationaux et des OSC révèlent plusieurs leviers prometteurs :

- **Renforcer la sécurisation foncière des femmes**

Condition indispensable pour encourager les investissements, les assurances agricoles et la modernisation des exploitations.

- **Soutenir le leadership féminin dans les comités locaux et la gouvernance climatique**

Notamment via les plateformes régionales et les Organisations de producteurs forestiers et agricoles.

- **Développer les mécanismes financiers sensibles au genre**

L'expérience MAP InsuResilience montre un potentiel pour démocratiser les assurances indexées, les filets sociaux et les fonds de réponse anticipée.

- **Valoriser les chaînes de valeur inclusives**

La participation des femmes aux secteurs pêche, miel et arachide (PrAda) peut servir de modèle pour d'autres filières.



© - 2025 - Barefoot College Madagascar. Tous droits réservés. Licence accordée à PPI - People Power Inclusion sous conditions.



## RECOMMANDATIONS

### Recommandations pour l'Etat malagasy

Axe	Recommandations
Reconnaissance du travail agricole féminin	Reconnaître explicitement le travail agricole non rémunéré des femmes (vivrier, transformation, stockage) dans les politiques agricoles climatiques, au-delà des seuls rendements marchands
Choix techniques et priorités agricoles	Prioriser l'adaptation climatique des cultures de subsistance (souvent féminines), et pas uniquement les filières d'exportation ou de rente.
Vulgarisation agricole	Adapter les services de vulgarisation climatique aux contraintes réelles des femmes (mobilité, charge de travail, alphabétisation)
Recherche & innovation	Orienter la recherche publique vers les pratiques agricoles féminines existantes (diversification, associations culturales, semences locales) comme solutions d'adaptation
Aménagement rural	Intégrer les usages agricoles féminins dans la planification des périmètres irrigués, marchés ruraux et infrastructures agricoles

### Recommandations pour les partenaires techniques et financiers

Axe	Recommandations
Conception des projets agricoles	Exiger une analyse fine des rôles agricoles par sexe (qui produit quoi, quand, comment, avec quels outils) avant toute intervention
Appui technique	Financer des programmes d'adaptation agricole portés par des organisations féminines rurales, et pas uniquement mixtes ou institutionnelles
Agroécologie	Soutenir l'agroécologie comme stratégie d'adaptation genrée, en valorisant les pratiques déjà maîtrisées par les femmes
Capitalisation	Financer la documentation et la diffusion des savoirs agricoles féminins comme solutions climatiques locales
Indicateurs	Aller au-delà du comptage de bénéficiaires femmes: mesurer les changements dans les pratiques agricoles et la charge de travail



## RECOMMANDATIONS

### Recommandations pour les projets agricoles et ONG de mise en oeuvre

Axe	Recommandations
Diagnostic agricole	Réaliser des diagnostics climatiques séparés femmes/hommes sur les pertes agricoles, les cycles culturaux et les stratégies d'adaptation
Techniques adaptées	Introduire des techniques climato-résilientes qui réduisent la pénibilité (temps, effort, port de charges), pas seulement les pertes de rendement.
Organisation collective	Structurer les groupements féminins autour de la production et de l'innovation agricole, pas uniquement autour de l'épargne ou du social
Sécurité alimentaire	Prioriser les pratiques agricoles favorisant la diversification alimentaire et nutritionnelle, souvent portées par les femmes
Suivi-évaluation	Suivre des indicateurs comme: stabilité des récoltes vivrières, diversification des cultures, capacité d'autoproduction.

### Recommandations pour les collectivités locales et OSC

Axe	Recommandations
Planification locale	Intégrer les usages agricoles féminins dans les plans communaux d'adaptation agricole (choix des cultures, calendriers, zones prioritaires)
Savoirs locaux	Valoriser les femmes comme détentrices de savoirs agricoles climatiques, et non seulement comme bénéficiaires
Dialogue social	Défendre la place des femmes dans les décisions locales sur les choix agricoles face au climat (variétés, calendriers, techniques)
Formation ciblée	Former des femmes leaders rurales sur l'innovation agricole et l'adaptation climatique
Plaidoyer sectoriel	Porter un plaidoyer spécifique "agriculture vivrière & climat" distinct des discours généraux sur le genre

## Secteur minier et VBG

### Quels impacts de l'exploitation minière sur les femmes?



Les femmes risquent d'être exclues des consultations communautaires, ce qui limite leur participation aux discussions sur leurs moyens de subsistance, leurs préoccupations et leurs aspirations, y compris le travail décent



Les compagnies minières négligent souvent de consulter adéquatement les femmes lors des négociations d'accès à la terre, d'indemnisation et d'accords de partage de bénéfices



Les indemnités vont souvent aux chefs de famille, majoritairement des hommes, excluant les femmes des bénéfices des activités minières et renforçant les inégalités



Les projets extractifs peuvent contraindre des familles à abandonner leurs terres, polluer les sources d'eau et affecter l'accès. Les femmes, qui sont traditionnellement responsables des besoins de subsistance familiaux dans les contextes ruraux, en subissent généralement les conséquences les plus graves, avec une augmentation de leur charge de travail et un risque accru de travail abusif, y compris le commerce sexuel



Les impacts environnementaux restreignent la capacité des femmes à fournir de la nourriture et de l'eau potable à leurs familles, augmentant leur charge de travail. Elles doivent parcourir de plus grandes distances pour accéder à l'eau, au bois de chauffage, aux produits forestiers et aux terres cultivables



La pollution entraîne des maladies chroniques dans les communautés, augmentant le travail de soins non rémunéré des femmes



Le retrait de la main-d'oeuvre masculine des activités de subsistance vers les mines augmente la charge de travail des femmes, qui deviennent seules responsables des besoins familiaux



L'afflux de main-d'oeuvre masculine dans les industries extractives entraîne des problèmes tels que la consommation d'alcool, la violence domestique, la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle, les maladies sexuellement transmissibles et la prostitution



Les femmes sont souvent discriminées dans les lieux de travail, avec des opportunités d'emploi et de formation réservées aux hommes, les reléguant à des emplois subalternes et mal rémunérés

Source: *Evaluation des risques de corruption liés au genre dans le processus d'octroi de permis minier - Transparency Internationale Initiative Madagascar et Australian Aid*



## RECOMMANDATIONS POUR LE GOUVERNEMENT

- Réformer le cadre juridique relatif au secteur minier et adopter une politique nationale sur le genre pour se conformer aux normes internationales;
- Exiger des investissements privés et publics des études d'impacts sociaux, incluant des études d'impact sur le genre;
- Sanctionner les titulaires de permis miniers portant atteinte aux droits humains dans les communautés impactées par les industries extractives;
- Sanctionner les industries extractives ne respectant pas leurs engagements et leurs cahiers de charges environnementales et sociales;
- Appliquer de façon effective la loi foncière portant sur les propriétés privées non titrées, et promouvoir l'acquisition par les propriétaires fonciers traditionnels, hommes et femmes, de certificats fonciers associés à leurs occupations;
- Agir en tant qu'interface entre les industries extractives et les communautés locales impactées par les activités minières
- Adopter la loi de protection des défenseurs des droits humains - incluant les lanceurs d'alerte, et mettre en place et opérationnaliser un mécanisme de protection correspondant;
- Renforcer la lutte contre la corruption, y compris celle basée sur le genre, à tous les niveaux du secteur extractif et sanctionner les auteurs de corruption de manière exemplaire:
- Respecter les procédures de consultation des communautés locales, surtout les femmes, en assurant leur participation effective dans la prise de décision relative aux projets extractifs.

## RECOMMANDATIONS POUR LES OSC

- Renforcer les capacités et la compréhension des communautés locales et des groupes vulnérables sur les documents stratégiques et procédures administratives relatifs aux projets miniers;
- Appuyer les organisations de personnes vulnérables et de femmes en matière de plaidoyer relatif au respect de leurs droits au niveau national;
- Protéger les intérêts des femmes et des personnes vulnérables au niveau des communautés impactées lors des rencontres et négociations avec les compagnies extractives, et relayer leurs voix autant que de besoin;
- Intégrer les organisations de femmes et de personnes vulnérables dans les coalitions et plateformes d'organisations de la société civile actives dans le domaine des industries extractives;
- Contribuer à la surveillance de la mise en oeuvre et du respect des engagements contractuels de toutes les parties prenantes en matière d'extraction minière, et interpeller les éventuels contrevenants en proposant des recommandations ou solutions actionnables et respectueuses des droits et des intérêts des communautés vulnérables.

Source: *Evaluation des risques de corruption liés au genre dans le processus d'octroi de permis minier - Transparency Internationale Initiative Madagascar et Australian Aid*

## Migrations et mobilités

### Facteurs climatiques et vulnérabilités de genre

La mobilité humaine liée au changement climatique constitue un enjeu majeur pour Madagascar, particulièrement dans les régions du Sud où les sécheresses chroniques affectent de manière disproportionnée les femmes, les jeunes filles et les ménages dirigés par des femmes. Dans la région Androy, l'une des plus touchées, les sécheresses récurrentes ont été attribuées comme 15 fois plus probables du fait du changement climatique selon les études d'attribution scientifique. Entre 2018 et 2024, ces conditions extrêmes ont provoqué des famines successives et entraîné le déplacement d'au moins 90 000 personnes, en majorité Antandroy, vers d'autres régions comme Menabe, Atsimo-Andrefana ou encore Boeny.

Il y a une tendance croissante aux migrations permanentes vers le Nord-Ouest, notamment dans la région Boeny. L'installation, souvent non planifiée, dans ou autour de zones protégées (ex. Parc National d'Ankarafantsika) place les migrants dans des situations précaires : expulsions forcées, absence de terres cultivables, manque d'accès à l'eau, aux soins ou à un logement adéquat.

Les femmes sont particulièrement affectées: certaines accouchent en situation d'expulsion, sans assistance, l'accès aux services essentiels est extrêmement limité : puits non fonctionnels, absence de structures de santé adaptées, difficultés à se déplacer en saison des pluies, les femmes enceintes et allaitantes représentent un groupe à haut risque dans les sites de réinstallation improvisés.

Historiquement, les migrations saisonnières concernaient surtout les jeunes hommes. Aujourd'hui :

- Les migrations deviennent familiales ou féminisées, signe de l'épuisement des stratégies traditionnelles de résilience.
- La migration n'est plus seulement saisonnière mais progressivement permanente, car les conditions climatiques empêchent le retour.
- Les femmes migrent également seules pour échapper à la famine ou rejoindre un conjoint parti en éclaireur.





Malgré les engagements nationaux (CDN, PNA), aucune stratégie complète n'existe encore pour :

- gérer les déplacements liés au climat,
- protéger les personnes déplacées internes,
- intégrer les vulnérabilités spécifiques des femmes dans les mécanismes de réponse.

Les déplacements s'opèrent ainsi sans cadre juridique clair, sans accompagnement institutionnel (transport, appui alimentaire, réinstallation organisée), ni prise en compte de la dimension genre dans les politiques migratoires et climatiques.

Les impacts différenciés sur les femmes illustrent la nécessité urgente d'une approche intégrée Genre – Climat – Mobilité dans les politiques publiques. Renforcer la résilience des femmes rurales, sécuriser les parcours migratoires et formaliser un cadre national de protection des déplacés climatiques constituent des priorités pour prévenir l'aggravation des inégalités et des risques humanitaires dans les années à venir.





## RECOMMANDATIONS

### Recommandations pour l'Etat malagasy

Axe	Recommandations
Reconnaissance des migrations climatiques	Reconnaître officiellement les migrations internes liées au climat (sécheresse, cyclones, érosion côtière) dans les politiques publiques, au-delà des migrations économiques classiques
Statut & protection	Intégrer une approche genrée dans la gestion des déplacements internes: femmes migrantes, femmes restées sur place, cheffes de ménage, jeunes filles
Planification territoriale	Anticiper les flux migratoires climatiques dans les plans d'aménagement urbain et rural (zones d'accueil, services sociaux, logement)
Femmes "restées"	Reconnaître les femmes restées au village après la migration masculine comme actrices économiques et sociales clés, avec des besoins spécifiques en appui agricole, social et décisionnel
Données & statistiques	Produire des données sur les migrations climatiques désagrégées par sexe et âge, incluant mobilités temporaires, saisonnières et circulaires

### Recommandations pour les partenaires techniques et financiers

Axe	Recommandations
Cadres d'intervention	Intégrer systématiquement le lien climat-migration-genre dans les programmes climat, développement et résilience (pas uniquement humanitaires)
Prévention & choix	Financer des approches qui permettent une migration choisie et sécurisée, et non uniquement subie (mobilités saisonnières encadrées, diversification locale)
Territoires de départ	Soutenir des programmes ciblant les femmes dans les zones de départ (autonomie économique, services, leadership local)
Territoires d'accueil	Financer des dispositifs d'accueil sensibles au genre dans les zones de forte pression migratoire climatique
Capitalisation	Soutenir la recherche-action et la documentation des trajectoires migratoires féminines liées au climat



## RECOMMANDATIONS

### Recommandations pour les projets climat, développement et humanitaires

Axe	Recommandations
Diagnostic mobilité	Intégrer l'analyse des dynamiques migratoires genrées dans les diagnostics climat (qui part, qui reste, quand, pourquoi)
Programmes d'adaptation	Concevoir des stratégies d'adaptation tenant compte des ménages "fragmentés" par la migration (soutien aux femmes cheffes de ménage)
Mobilité & travail	Développer des activités génératrices de revenus adaptées aux femmes dans les zones d'accueil (urbaines et périurbaines)
Cohésion sociale	Prévenir les tensions sociales liées à l'arrivée de populations déplacées, en intégrant les femmes migrantes dans les dispositifs communautaires
Suivi	Suivre des indicateurs spécifiques: autonomisation des femmes migrantes, accès aux services, stabilité des moyens de subsistance

### Recommandations pour les collectivités locales et OSC

Axe	Recommandations
Gouvernance locale	Intégrer les migrations climatiques dans les plans communaux d'adaptation, avec une lecture genrée
Accompagnement communautaire	Mettre en place des mécanismes locaux d'accompagnement des femmes migrantes et déplacées (information, orientation, médiation)
Voix des femmes	Soutenir l'expression et la représentation des femmes migrantes dans les espaces locaux de décision
Documentation	Documenter les récits de migrations climatiques féminines pour alimenter le plaidoyer national et international
Plaidoyer	Défendre la reconnaissance des migrations climatiques comme enjeu de justice climatique et sociale

## Violences basées sur le genre (VBG) et climat

Les Violences Basées sur le Genre (VBG) constituent une problématique persistante à Madagascar et se trouvent exacerbées par les effets du changement climatique. Dans un contexte où les catastrophes naturelles se multiplient et où les pressions sur les ressources essentielles s'intensifient, les femmes et les filles sont exposées à des risques accrus de violence, de discrimination et d'exploitation.

Les données nationales indiquent qu'une femme sur trois subit, au cours de sa vie, une forme de violence physique, sexuelle ou psychologique, et que 13 % des adolescentes âgées de 15 à 19 ans déclarent avoir déjà subi une violence sexuelle (INSTAT/UNICEF, MICS 2018). Ces chiffres, déjà préoccupants, s'aggravent dans les régions les plus affectées par les crises climatiques.

Les liens entre changement climatique et augmentation des VBG apparaissent de manière particulièrement nette dans les zones touchées par les sécheresses, les tempêtes ou les inondations. Dans le Sud de Madagascar, où les sécheresses prolongées ont plongé plus de 1,3 million de personnes dans l'insécurité alimentaire sévère ces dernières années, les tensions au sein des ménages augmentent proportionnellement à la rareté des ressources. Les pertes de récoltes, la diminution des revenus et la pression liée à la survie quotidienne entraînent une recrudescence des violences domestiques, souvent invisibles et peu rapportées.



**On constate une augmentation de 30 à 40% des cas des VBG rapportés lors des épisodes de sécheresse entre 2020 et 2023 selon les organisations de protection.**

Les organisations de protection actives dans les régions Androy, Anosy et Atsimo-Andrefana signalent régulièrement une hausse de 30 à 40 % des cas de VBG rapportés lors des épisodes de sécheresse entre 2020 et 2023.

La pénurie d'eau constitue l'un des principaux facteurs de vulnérabilité. Dans plusieurs districts du Sud, les femmes parcourent quotidiennement entre cinq et dix kilomètres pour accéder à un point d'eau. Ces trajets, souvent isolés, les exposent au harcèlement, aux agressions physiques et à la coercition. Par ailleurs, la réduction des ressources disponibles renforce les dynamiques d'exploitation, notamment lorsqu'un accès à l'eau ou à la nourriture devient conditionné à des formes d'échanges coercitifs. Ces pratiques, qualifiées de « transactions de survie », touchent en particulier les adolescentes déplacées et les femmes chefs de foyer.



Les mobilités climatiques constituent un autre vecteur important de risque. Les mouvements de population entre l'Androy, le Menabe, le Boeny et les zones riveraines des aires protégées ont mis en lumière de nouvelles formes de vulnérabilités. Les femmes migrantes arrivant dans des zones d'accueil souvent dépourvues d'infrastructures adéquates sont confrontées à l'insécurité, à l'exploitation économique et, dans certains cas, à des violences sexuelles. Dans les sites de relocalisation informelle autour du Menabe-Antimena, plusieurs organisations ont documenté des cas d'agressions sexuelles, de mariages forcés et d'exploitation des adolescentes migrantes, aggravés par la précarité et l'absence de structures de protection.

Les crises climatiques majeures, telles que les cyclones Batsirai, Idai, Kenneth ou récemment Gamane, accentuent également les risques de violences dans les sites d'hébergement temporaire. Les évaluations post-catastrophe (PDNA et rapports du Cluster Protection) ont relevé l'absence de dispositifs de confidentialité, de zones sûres pour les femmes, ainsi qu'une cohabitation forcée dans des espaces surpeuplés, conditions propices à l'augmentation des violences domestiques, des agressions sexuelles et du harcèlement. Lors de la réponse à Batsirai, les organisations de protection ont constaté une hausse d'environ 25 % des risques signalés dans les abris temporaires.

Les pratiques néfastes, telles que les mariages précoces, tendent également à augmenter en période de crise climatique, les familles cherchant à réduire la pression alimentaire en « donnant » leurs filles en mariage. Madagascar présente déjà un taux élevé de mariages précoces (41 % des filles mariées avant 18 ans, selon INSTAT 2018), parmi les plus importants d'Afrique subsaharienne. Les sécheresses récurrentes dans le Sud aggravent cette situation, en poussant certaines familles à recourir à cette stratégie de survie.

Ces dynamiques sont renforcées par plusieurs facteurs structurels : normes patriarcales fortement ancrées, faible accès des femmes aux ressources foncières et financières, mobilité restreinte, charge domestique disproportionnée, faible représentation des femmes dans les instances de gouvernance locale du climat et de la gestion des risques. De plus, la réponse institutionnelle demeure limitée par le manque de services spécialisés, l'absence d'infrastructures sécurisées dans les zones rurales, la carence de données sexospécifiques actualisées et l'insuffisance des mécanismes de coordination entre les acteurs humanitaires, étatiques et communautaires.

Ainsi, les VBG apparaissent comme un enjeu transversal nécessitant une intégration systématique dans les stratégies nationales d'adaptation au changement climatique et les dispositifs de réponse humanitaire. Le renforcement des capacités communautaires, l'amélioration des infrastructures d'hébergement d'urgence, l'accès sécurisé à l'eau et aux ressources naturelles, la protection des femmes migrantes et le déploiement de mécanismes de prévention et de prise en charge multisectorielle constituent des priorités majeures pour renforcer la résilience et garantir la sécurité des femmes et des filles face aux chocs climatiques.



## RECOMMANDATIONS

### Recommandations pour l'Etat malagasy

Axe	Recommandations concrètes
Reconnaissance du lien VBG-climat	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconnaître officiellement les VBG comme risque aggravé par le changement climatique dans la stratégie nationale GRC/RRC et les plans d'adaptation</li> <li>Intégrer explicitement le lien catastrophes climatiques - VBG - insécurité économique dans les documents stratégiques climat</li> </ul>
Intégration opérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégrer un module VBG obligatoire dans tous les plans de contingence (cyclone, sécheresse, inondations)</li> <li>Prévoir des actions VBG dès la phase de préparation, pas uniquement en réponse post-crise</li> </ul>
Dispositifs de réponse	<ul style="list-style-type: none"> <li>Garantir la continuité des services VBG (prise en charge médicale, psychosociale, juridique) en situation d'urgence climatique</li> <li>Identifier à l'avance les points focaux VBG dans les dispositifs GRC régionaux et communaux</li> </ul>
Données & alertes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Collecter des données désagrégées et sécurisées sur les VBG en contexte de crise climatique</li> <li>Intégrer des indicateurs VBG dans les systèmes d'alerte précoce et d'évaluation post-catastrophe</li> </ul>

### Recommandations pour les bailleurs, agences ONUC, ARC et dispositifs régionaux

Axe	Recommandations concrètes
Conditionnalités VBG	Conditionner les financements climat/GRC à l'existence d'un plan VBG spécifique aux contextes de crise climatique (et non générique)
Financement dédié	Allouer des lignes budgétaires dédiées VBG dans les projets climat (prévention, réponse, coordination)
Anticipation	Financer des mécanismes de prévention anticipée des VBG (espaces sûrs, information, protection économique) déclenchés avant ou pendant les chocs climatiques
Coordination humanitaire-climat	Renforcer l'articulation entre financements climat, humanitaires et protection VBG (sortir des silos)
Redevabilité	Exiger des mécanismes de plaintes sensibles aux VBG, accessibles en période de crise (mobile, communautaire, confidentiel)



## RECOMMANDATIONS

### Recommandations pour les projets climat, infrastructures, mise en oeuvre

Axe	Recommandations concrètes
Prévention sur les chantiers	Mettre en oeuvre des plans de prévention VBG/SEA/SH adaptés aux contextes climatiques (déplacements, camps temporaires, chantiers post-catastrophe)
Conception des interventions	Concevoir des infrastructures résilientes sûres pour les femmes et les filles (éclairage, accès à l'eau, sanitaires, abris)
Gestion des risques	Intégrer une analyse VBG dans les évaluations de risques climatiques locales (avant mise en oeuvre)
Ressources humaines	Former systématiquement les équipes terrain à l'identification et à la gestion des risques VBG en contexte de catastrophe
Zéro tolérance	Appliquer une politique de tolérance zéro vis-à-vis des violences sexuelles et abus dans tous les projets climat

### Recommandations pour les collectivités locales et les OSC

Axe	Recommandations concrètes
Prévention humanitaire	Mettre en place des mécanismes communautaires de veille VBG activables en période de stress climatique
Espaces sûrs	identifier et renforcer des espaces sûrs pour les femmes et les filles lors des déplacements climatiques (abris, écoles, centres communautaires)
Sensibilisation ciblée	Mener des campagnes locales sur les risques accrus de VBG en période de crise climatique (sécheresse, famine, déplacements)
Documentation	Documenter les cas de VBG liés aux chocs climatiques pour alimenter le plaidoyer national et international
Leadership féminin	Soutenir les réseaux de femmes comme actrices de prévention et de réponse VBG dans les contextes climatiques

## Paix, sécurité, conflits

Les conflits à Madagascar présentent une grande diversité et une forte complexité, nourries par des enjeux économiques, sociaux, environnementaux et politiques. La pluralité qui caractérise le pays rend toute lecture uniforme des tensions impossible. Les contextes diffèrent profondément d'une région à l'autre, et les situations des zones rurales ne se comparent pas à celles des espaces urbains.

Cette hétérogénéité se manifeste dans la variété même des formes de conflits, lesquels sont façonnés par de multiples facteurs : l'accès aux ressources naturelles, les rapports de pouvoir hérités des traditions, les pratiques coutumières, ainsi que les inégalités socio-économiques.

### FEMMES ET CONFLITS LIÉS À L'INSÉCURITÉ

Les attaques menées par les dahalo ont des conséquences particulièrement lourdes pour les femmes et les filles des zones rurales de Madagascar, accentuant à la fois leur fragilité économique et leur exposition aux risques sociaux. La perte du bétail – principale source de revenus pour de nombreuses familles – entraîne une paupérisation accrue et pousse certains foyers à recourir à des stratégies de survie telles que la migration contrainte ou l'abandon de la scolarité, touchant surtout les filles.

Dans de nombreux cas, les femmes, devenues cheffes de ménage après la disparition ou la mort de leurs proches, doivent affronter une insécurité alimentaire sévère. Cette situation aggrave la pauvreté et accélère la transition vers des conditions proches de la famine.

Autres impacts sur les femmes et les filles:

- Augmentation des mariages d'enfants et des grossesses précoces
- Augmentation des violences basées sur le genre lors des incursions de dahalo
- Augmentation des maladies et des conditions d'accouchement précaires et dangereuses
- Perturbation de l'accès aux soins de santé
- Augmentation des décès à domicile en raison de la dangerosité des trajets
- Augmentation de la charge de travail reproductive des femmes en raison de la dégradation des infrastructures de services publics.



## FEMMES ET CONFLITS FONCIERS ET COMMUNAUTAIRES

Bien que la loi reconnaisse aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'acquisition et de propriété foncière, leur accès réel à la terre reste fortement limité. Cette contradiction perdure malgré un cadre juridique garantissant l'égalité successorale entre les sexes. Dans les zones rurales du Sud de Madagascar, les pratiques coutumières dominantes priment sur la législation : elles réservent généralement la terre aux hommes et restreignent considérablement les droits fonciers des femmes.

Le droit matrimonial prévoit une gestion commune des biens acquis pendant le mariage, mais lors d'un divorce, les règles coutumières s'imposent souvent dans la redistribution : l'épouse ne reçoit qu'un tiers des biens, tandis que le mari en obtient deux tiers. Par ailleurs, même si les femmes peuvent parfois exercer un droit d'usage sur les terres familiales, elles sont fréquemment exclues des droits d'héritage.

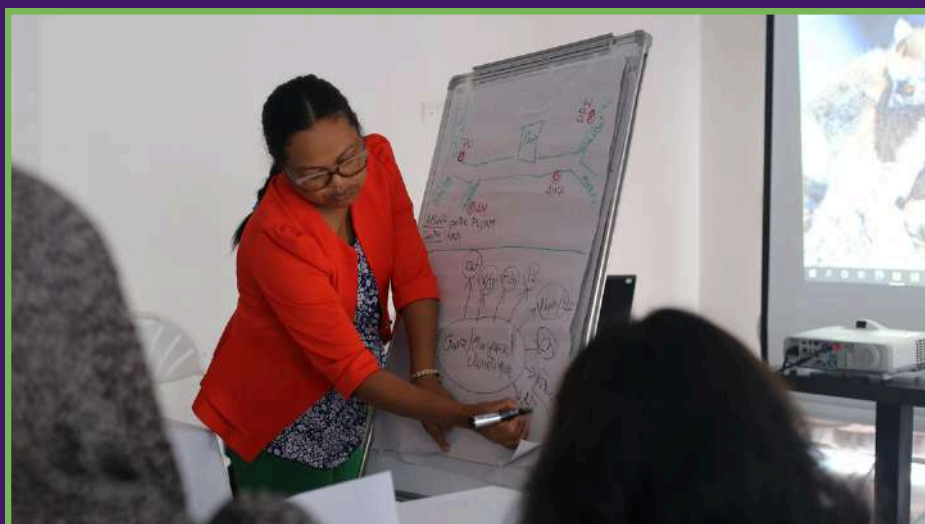


**Seulement 9,4% des femmes âgées de 15 à 49 ans sont propriétaires de terres, contre 24,1% des hommes**

*Enquête démographique et sanitaire - 2021 - INSTAT et ICF*

Les femmes, qu'elles soient cheffes de ménage ou propriétaires individuelles, disposent d'un accès aux certificats fonciers équivalent, voire parfois supérieur, à celui des hommes. Toutefois, les parcelles détenues en copropriété — entre membres d'une même fratrie ou au sein d'un couple — sont souvent enregistrées au nom d'une seule personne, malgré la possibilité légale d'inscrire plusieurs titulaires. Dans la pratique, ces terres sont le plus souvent certifiées au nom de l'époux.

Par ailleurs, la nouvelle loi sur les investissements adoptée en 2023 accorde davantage de facilités aux investisseurs étrangers pour accéder aux terres. Cette évolution risque de réduire encore l'accès des communautés locales, y compris celui des femmes, à la propriété foncière. Les baux emphytéotiques pouvant être renouvelés sur plusieurs générations, ils peuvent durablement verrouiller l'accès à la terre pour les femmes et pour d'autres groupes déjà vulnérables.





## RECOMMANDATIONS

### Recommandations pour l'Etat malagasy

Axe	Recommandations concrètes
Reconnaissance des conflits climatiques	Reconnaître officiellement le changement climatique comme facteur aggravant de conflits locaux (foncier, eau, pâturages, forêts, pêche)
Analyse sécuritaire	Intégrer une analyse genre-conflit-climat dans les stratégies de sécurité intérieure et de prévention des conflits
Gouvernance locale des ressources	Renforcer les mécanismes locaux de gestion pacifique des ressources naturelles (eau, terres, forêts) avec une représentation effective des femmes
Prévention des violences	Anticiper les risques de violences (intercommunautaires, familiales, économiques) lors des périodes de stress climatique (sécheresse, pénurie, déplacements)
Justice locale	Appuyer les dispositifs de résolution de conflits locaux (dina, médiation communautaire) en intégrant une lecture genre et climat.

### Recommandations pour les partenaires techniques et financiers

Axe	Recommandations concrètes
Cadres de financement	Financer des programmes intégrés climat-paix-genre et non des interventions sectorielles cloisonnées
Prévention des conflits	Soutenir des mécanismes d'alerte précoce reliant stress climatique, tensions sociales et risques de conflits
Approche sensible au genre	Conditionner les financements paix/sécurité à l'intégration du rôle des femmes dans la prévention et la médiation des conflits climatiques
Territoires fragiles	Prioriser les zones cumulant vulnérabilité climatique et insécurité (rurales, frontalières, zones de banditisme ou de tensions foncières)
Capitalisation	Financer la documentation des liens entre climat, insécurité et genre à Madagascar pour éclairer les politiques publiques



## RECOMMANDATIONS

### Recommandations pour les projets climat, paix, développement et sécurité

Axe	Recommandations concrètes
Diagnostic des conflits	Intégrer une analyse des conflits climatiques genrée dans les diagnostics de projets (avant intervention)
Conception des activités	Concevoir des activités réduisant la compétition sur les ressources (diversification, accès équitable, gestion collective)
Rôle des femmes	Soutenir les femmes comme actrices de médiation, d'alerte et de cohésion sociale, pas uniquement comme victime
Sécurité communautaire	Adapter les projets aux contextes d'insécurité (mobilité, horaires, lieux sûrs pour les femmes)
Suivi	Suivre des indicateurs de cohésion sociale, réduction des tensions et participation féminine aux mécanismes de paix.

### Recommandations pour les collectivités locales, OSC et les Coalitions

Axe	Recommandations concrètes
Gouvernance communautaire	Renforcer les comités locaux de prévention des conflits liés aux ressources naturelles, avec une participation significative des femmes
Médiation locale	Former des femmes leaders locales à la médiation des conflits climatiques (eau, foncier, pâturages)
Veille communautaire	Mettre en place des systèmes communautaires de veille sur les tensions liées aux chocs climatiques
Dialogue intercommunautaire	Faciliter des espaces de dialogue entre groupes affectés différemment par le climat (agriculteurs/éleveurs, zones amont/aval)
Plaidoyer	Porter le lien climat-paix-genre dans les dialogues nationaux et internationaux sur la sécurité humaine

# Retour des membres de la *Coalition*



Alain Stahler  
Président de la Coalition



## La recherche

Le secteur de la recherche à Madagascar se penche de plus en plus sur les questions de genre et de climat. Si cette prise en compte reste encore marginale des études existent.

Des chercheurs travaillent déjà sur le climat, l'environnement, l'agriculture, l'eau etc. mais pas encore sur le nexus Genre/Droits humains. L'ONG GREEN a bénéficié d'un appui financier de l'Ambassade de France afin de lancer un fellowship avec le CURA (Centre Universitaire de la Région Androy) mais le manque d'encadrement universitaire et de durabilité a affecté les résultats du projet.

### LE NEXUS GENRE/CLIMAT DANS LA RECHERCHE

Si le secteur de la recherche se penche sur les questions de genre et sur le climat et l'environnement, la rencontre de ces deux thématiques, le nexus genre-climat (l'analyse conjointe des inégalités de genre et des impacts/solutions climatiques, reste encore très peu développée.

Le secteur universitaire fonctionnaire encore trop souvent par disciplines séparées, avec peu de programmes transversaux, principalement dû au manque de financements dédiés pour ce type de recherches.

Ce retard au niveau de la recherche est également dû à un cadre conceptuel Genre-Climat encore récent et donc encore peu approprié par la communauté scientifique nationale, ni intégré dans des programmes universitaires malagasy. Le manque de données sexospécifiques liées au climat est également un frein à la production de recherches.

L'ESSA (Ecole Supérieures des Sciences Agronomiques) d'Ankatso et l'IHSM (Institut Halieutique et des Sciences Marines) de Tuléar ont travaillé sur les questions climatiques et participé à des événements comme la COP mais le nexus genre n'est pas encore traité dans les recherches.

### RECOMMANDATIONS

- Créer un pôle national de recherche genre et climat (universités, OSC et think tanks)
- Financer une base de données nationale croisant climat, genre, VBG, SDRS, agriculture etc.
- Promouvoir la recherche-action avec les communautés, les collectivités et les OSC
- Prioriser les jeunes chercheurs (bourses, terrain, programmes de recherche)
- Exiger dans les projets climat un volet capitalisation et analyse genrée financé



## LE SECTEUR PRIVÉ: STRUCTURER ET ASSUMER SON RÔLE DANS LE NEXUS GENRE/CLIMAT

### L'exemple de "Programme d'Accélération de l'Adaptation: Renforcer la résilience climatique par l'accélération des entreprises"

Conservation International a mis en œuvre un projet intitulé : « Programme d'accélération de l'adaptation (PAA) : Renforcer la résilience climatique par l'accélération des entreprises » financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Ce projet est financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), est constitué de 3 composantes sur une durée de trois ans (de juillet 2022 à juin 2025).

Le projet a renforcé la capacité des Petites et Moyennes Entreprises (PME) à obtenir les financements nécessaires à la croissance et au développement, en mettant l'accent sur les PME opérant dans des secteurs pertinents pour l'adaptation au changement climatique au Liberia et à Madagascar.

Conservation International (CI) et NextA ont travaillé conjointement à la mise en œuvre du Programme d'Accélération de l'Adaptation (PAA), financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Ce programme a visé à renforcer la résilience climatique des Petites et Moyennes Entreprises (PME) par le biais d'un accompagnement technique, d'un mentorat et d'un accès à des financements.

## RECOMMANDATIONS

- Appuyer les entreprises sur la thématique Genre et Climat (secteur privé et coopératives)
- Intégrer des critères Genre/Climat dans les financements privés et fonds verts
- Renforcer les femmes entrepreneures dans l'économie verte (formations et financements)
- Exiger des projets climat une stratégie secteur privé incluant explicitement les femmes
- Encourager les chambres de commerce à produire un plaidoyer genre/climat sectoriel

**Le nexus Genre/Climat représente une occasion stratégique pour le secteur privé malgache : créer des modèles économiques résilients, compétitifs et socialement responsables. En intégrant l'égalité de genre dans les stratégies climatiques, les entreprises peuvent contribuer fortement au développement durable du pays tout en renforçant leur propre performance.**



## LES MÉDIAS: AMPLIFIER LE RÔLE DE SENSIBILISATION ET DE TRANSFORMATION SOCIALE

La **Coalition des Radios pour la Consolidation de la Paix** à Madagascar est une association à but non lucratif regroupant plus de 125 radios membres et partenaires à travers le pays. Créée en 2014, elle œuvre depuis plus d'une décennie pour professionnaliser et revaloriser le métier de la radio. C'est un un acteur clé du paysage médiatique malagasy et un pont stratégique entre les communautés locales, les organisations de la société civile, les autorités et les médias.

### Le Projet "Libérez la parole"

Appuyée par l'Ambassade de France, la Coalition des Radios a lancé le projet "Libérez la parole" visant à renforcer l'accès des femmes et des jeunes filles rurales à des informations fiables ainsi qu'à des espaces d'expression sur des thématiques essentielles telles que:

- la santé sexuelle et reproductive et l'hygiène menstruelle
- l'autonomisation économique
- l'eau, l'hygiène et l'assainissement



L'**Union européenne** accompagne également la Coalition à travers le projet Tous Redevables / MANEHOA visant notamment à renforcer les capacités des OSC en termes de plaidoyer et de communication leur permettant de promouvoir leurs actions en gouvernance, l'environnement, la santé et l'éducation.

### INITIATIVES EXISTANTES:

- **Bleen TV**: première Web TV environnementale traitant des sujets de climat et de justice sociale
- **Studio Sifaka**: produit un programme radiophonique quotidien visant à contribuer à la participation et l'intégration des jeunes dans la vie publique. Ils effectuent notamment des interviews et reportages sur les femmes, les jeunes et la résilience locale;
- De nombreux articles et émissions mettent en avant des femmes en première ligne de la résilience à Madagascar

### RECOMMANDATIONS

- Soutenir des rubriques régulière "Genre & Climat" (radio, TV, web, réseaux sociaux)
- Financer un programme national pour journalistes: formation et coaching éditorial, budgets de production
- Créer un réseau de journalistes Genre/Climat interrégional
- Promouvoir des narratifs qui dépassent la "victimisation" et traitant des causes structurelles
- Garantir la présence de femmes expertes et jeunes dans les médias climat



## MESSAGES CLÉS

- La recherche doit être accompagnée pour être plus structurée, financée et nationalisée sur les thématiques de genre et de climat
- Le secteur privé agit déjà, mais doit revendiquer et formaliser son rôle dans la transition juste
- Les médias ouvrent des portes, mais doivent passer à l'échelle supérieure pour influencer l'agenda public
- Le nexus Genre/Climat ne sera pris au sérieux que s'il est porté simultanément par ces trois sphères, en plus des organisations de la société civile et du secteur public.



© – 2025 – People Power Inclusion Océan Indien. Tous droits réservés. Licence accordée aux consortium PPI OI – GREEN – AIKA sous conditions.



© 2025 - Clement Beaudouin - Tous droits réservés. Licence accordée à PPH - People Power Inclusion sous conditions.

# 6

## OUTILS ET INNOVATIONS



## OUTILS ET INNOVATIONS



### **MIPOLY - Genre et Changement Climatique (jeu de société)**

Lancez les dés pour savoir si vous serez un garçon ou une fille et suivant votre sexe votre vie sera très différente : école ou non, grossesse précoce et mariage forcé. cependant, peu importe qui vous êtes vous serez tous touchés par les aléas climatiques (sécheresse, cyclone, invasion de criquets,...)

A la fin, serez vous satisfait de votre vie ? Auriez vous aimé changer certains choses ?

Jeu réalisé par **Alt'Istik**, membre de la Coalition Genre et Justice Climatique



### **Green Girls - Livret Pédagogique - GREEN**

Green Girls est un livret pédagogique à destination des écoles permettant d'aborder les questions de genre, de changement climatique et les interactions entre le genre et le climat avec les élèves.



### **HackLab UNFPA 2024 - Piratons le Changement Climatique**

Une série de hackathons d'innovation unique en son genre. L'évènement vise à mobiliser les jeunes talents africains pour trouver des technologies propres et des solutions durables et innovantes aux impacts du changement climatique.



### **Kit Matrika - Outils de sensibilisation au changement climatique**

Kits de sensibilisation à destination des jeunes agriculteurs et des jeunes en formation professionnelle agricole. Le kit est composé d'outils d'accompagnements, de sensibilisation et de post-sensibilisation et d'évaluation.



### **Climate and Gender Changemaker - Atelier d'Exploration et de Découverte**

Eco Fem est un atelier permettant d'en apprendre davantage sur l'écoféminisme, ses fondements, figures marquantes et actions concrètes. Découvre les femmes qui ont osé défier les systèmes de pouvoir !

## OUTILS ET INNOVATIONS



### Tohibelin ny ankizy - Sensibilisation VBG en période de catastrophe - GREEN

Outil de sensibilisation des enfants, jeunes et adolescents sur la violence basée sur le genre en période de catastrophe. Cet outil permet de posséder les définitions des VBG, les idées reçues et les formes de violences en cas de catastrophe mais également des éléments sur la préparation aux catastrophes notamment.

## PANORAMA D'OUTILS ET MÉTHODOLOGIES GENRE & CLIMAT MOBILISABLES POUR MADAGASCAR

Outil / Méthode	Thématique	Description courte	Pertinence pour Madagascar
Gender Equality & Climate Policy Scorecard - UN Women	Politiques publiques, suivi	Scorecard pour analyser l'intégration du genre dans les politiques climatiques (CDN, PNA, PNCC, stratégies)	Grille directement utilisable pour évaluer PNCC/CDN et produire un "score Madagascar" pour le plaidoyer
Gender in Climate Policies Toolkit - UN Women	Gouvernance climat	Guide pour intégrer le genre dans les politiques climat sectorielles (énergie, emploi vert, agriculture, etc.)	Utile pour réviser les stratégies climat/transition juste et inspirer de nouvelles politiques sectorielles
Gender Responsive NAP Process - UNFCCC Toolkit	Adaptation, PNA	Guide pour intégrer le genre dans le processus de PNA: consultations, priorisation, mécanismes de suivi	Très pertinent pour un futur PNA Madagascar, surtout pour lier adaptation, GRC/RRC, littoral et migration

## PANORAMA D'OUTILS ET MÉTHODOLOGIES GENRE & CLIMAT MOBILISABLES POUR MADAGASCAR

Outil / Méthode	Thématique	Description courte	Pertinence pour Madagascar
Pacific Gender & Climate Toolkit	Petite île, zones côtières	Modules sectoriels (pêche, agriculture, eau, catastrophes) adaptés aux Etats insulaires	Proche des réalités malagasy (cyclone, littoral, pêche artisanale)
UNDP Gender & Climate Adaptation Toolkit	Adaptation, projets	Check-lists, matrices d'analyses, indicateurs pour l'intégration du genre dans les projets d'adaptation	Excellent pour structurer les projets financés (GCF, AFD, UE) et les fiches ministérielles
Gender-responsive Climate Budgeting (GRB)	Budgets, finance climat	Méthodes de marquage budgétaire, suivi des dépenses, indicateurs financiers	Permet d'exiger des budgets genrés dans les projets climat, utile aux ministères et collectivités
Gender & Inclusion Toolbox CGIAR / CARE	Agriculture, sécurité alimentaire	Outils participatifs: cartes saisonnières, analyse d'accès aux ressources, charge de travail, vulnérabilités	Parfait pour les zones rurales (riz, vanille, élevage) et pour mesurer l'impact climat sur travail/femmes
Gender-sensitive Vulnerability Assessments - IUCN / GGCA	Adaptation communautaire, GRC	Méthodes de diagnostic participatif sensible au genre (cartographies, scénarios)	Adaptable dans les communes, GEC, BNGRC pour les cyclones, sécheresse, conflits ressources

## PANORAMA D'OUTILS ET MÉTHODOLOGIES GENRE & CLIMAT MOBILISABLES POUR MADAGASCAR

Outil / Méthode	Thématique	Description courte	Pertinence pour Madagascar
WASH-Gender-Climate Toolkit - WaterAid	Eau, Santé, VBG	Approche pour intégrer genre, sécurité et résilience dans l'accès à l'eau (réduction VBG liée au WASH)	Crucial dans le Sud et les zones post-cyclones
SRHR & Climate Toolkits - Pathfinder / UNFPA	SDSR, santé, adolescentes	Guides pour lier SDSR, résilience, préparation aux crises, violences et déplacements climatiques	Aligné avec les problématiques SDSR-climat dans les zones sèches et les migrations internes
Ocean Gender Equality Toolkit - Commonwealth / IUCN	Economie bleue, pêche	Outils pour intégrer le genre dans la pêche, les aires marines protégées, le tourisme bleu	Directement utile pour le Nord, Est et Sud-Ouest
Migration & Environment Toolkit - IOM	Migration Climatique	Méthodes pour intégrer la migration dans les politiques environnementales, avec focus genre	Très pertinent pour la migration Sud-Nord, déplacements post-catastrophes et protection des femmes migrantes
Gender & WASH Violence Prevention Toolkit	VBG, eau, sécurité	Outils pour réduire les risques de violences autour de l'eau, latrines, camps d'urgence	Mobilisable dans les abris post-cyclones, écoles et centres communautaires
GAMMA - Gender Assessment of Municipal Migration & Adaptation	Villes, inondations	Scorecard pour évaluer l'intégration du genre dans les politiques urbaines climat	Pertinent pour Antananarivo, Toamasina, Mahajanga sur inondations et infrastructures résilientes

## PANORAMA D'OUTILS ET MÉTHODOLOGIES GENRE & CLIMAT MOBILISABLES POUR MADAGASCAR

Outil / Méthode	Thématique	Description courte	Pertinence pour Madagascar
Gender & Energy Transition Tools - UNDP/BASE	Energie, transition juste	Checklists pour intégrer le genre dans les projets énergie (renouvelables, cuisson propre, mini-réseaux)	Important pour zones rurales, réduction de la charge de travail, santé et sécurité
Frame, Voice, Report Toolkit	Communication, plaidoyer	Outils pour raconter les récits migration-climat-genre de manière éthique et stratégique	Renforce les communications de la Coalition Genre & Climat, utile pour campagnes nationales
UNESCO WWAP Water & Gender Toolkit	Eau, données sexospécifiques	Méthodes standardisées de collecte de données eau-genre reconnues internationalement	Très utile pour structurer une base nationale sur eau/genre/climat, à intégrer dans PNCC/PNA
UNICEF Gender transformative climate programming guide	Jeunesse, éducation	Outil de programmation climat centré jeunes/filles, avec indicateurs et méthodes de participation	Aligné avec projets adolescents (UNFPA, écoles, clubs jeunesse) et résilience communautaire
Feminist Fossil Fuel Phase-Out / False Solutions Analysis Tools (réseaux féministes climat)	Fausses solutions, extractivisme	Grilles d'analyse pour évaluer l'impact de certaines "solutions" (marchés carbone, grands barrages, extractivisme, REDD+ mal conçues) sur les femmes, les terres et droits	Utile pour analyser certains projets miniers, REDD+, offset carbone ou grands projets qui peuvent générer déplacements, perte de terres et violences

## PANORAMA D'OUTILS ET MÉTHODOLOGIES GENRE & CLIMAT MOBILISABLES POUR MADAGASCAR

Outil / Méthode	Thématique	Description courte	Pertinence pour Madagascar
Human Rights Based Approach to Climate Action (OHCHR, UNDP, etc.)	Droits humains, climat	Approches et checklists pour intégrer les droits humains dans les politiques et projets climat	Permet d'analyser les politiques climat malagasy sous l'angle des droits (accès à l'eau, terre, santé, participation des femmes et communautés vulnérables) et de renforcer le plaidoyer sur la justice climatique
Gender & Human Rights in Climate Action - UNFCCC / UN Women	Doits des femmes, justice climatique	Guides qui articulent droits des femmes, conventions des droits humains et cadres climat (CCNUCC, CEDAW, SDG5)	Utile pour relier directement les engagements de Madagascar en droits humains (CEDAW, PIDESC, etc.) avec les politiques climat et les recommandations du rapport.
Gender And Waste Management Toolkits (UN Habitat, ONU Environnement, GIZ)	Gestion des déchets, économie circulaire	Outils pour intégrer le genre dans la gestion des déchets solides: rôles des femmes dans le tri, le recyclage, les coopératives, risques sanitaires, informalité	Très pertinent pour les villes malagasy (décharges, déchets plastiques, filières informelles) et pour valoriser les initiatives de femmes dans le recyclage / économie circulaire
Inclusive Solid Waste Management Guide	Déchets, villes, santé	Guides proposant des diagnostics participatifs, cartographies des risques, et modèles de coopératives inclusives	Utile pour relier climat, santé, pollution, inégalités de genre et travail informel des femmes dans les déchets
Gender & Just Transition Framework (ITUC, feminist just transition briefs)	Transition juste, travail décent	Cadres et outils pour analyser une "transition juste" du point de vue des femmes: emploi, protection sociale, droits syndicaux, secteurs à risques, reconversion	Pertinent pour les secteurs miniers, énergie, grands projets d'infrastructure à Madagascar, et pour intégrer le genre dans les débats sur la transition économique et l'ESS

## PANORAMA D'OUTILS ET MÉTHODOLOGIES GENRE & CLIMAT MOBILISABLES POUR MADAGASCAR

Outil / Méthode	Thématique	Description courte	Pertinence pour Madagascar
Environmental Justice & Gender Mapping Tools	Justice environnementale, conflits	Méthodes de cartographie des injustices environnementales (pollution, accès aux ressources, conflits) en intégrant genre, classe, territoire	Peut aider à visibiliser les "zones de sacrifice" (zones minières, industrielles, urbaines polluées) et les femmes les plus exposées
Community Scorecards pour services environnementaux	Redevabilité, gouvernance locale	Outil participatif où les communautés (femmes incluses) notent la qualité des services (eau, déchets, énergie, gestion des risques) et discutent des améliorations avec les autorités	Très adapté au contexte malagasy pour renforcer la redevabilité locale sur eau, déchets, GRC/RRC, et intégrer systématiquement la voix des femmes et jeunes
Gender-Responsive DRR Tools (UNDRR, IFRC, CARE)	Gestion des risques, catastrophes	Outils pour intégrer le genre dans la réduction des risques de catastrophes: analyse de vulnérabilités, plans d'évacuation, abris sûrs, systèmes d'alerte précoce	Directement pertinent pour cyclones, inondations, sécheresses: permet de lier BNGRC, communes, ONG et groupes de femmes sur la préparation et la réponse
Safeguarding & PSEA Tools en contexte climat	VBG, éthique, projet climat	Outils d'évaluation et protocoles pour prévenir l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) dans les projets humanitaires/climat	Important pour les zones de crise (distribution d'aides, camps, travaux cash-for-work), pour éviter que les projets climat aggravent les VBG



# 7

## RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES STRATÉGIQUES





## Favoriser des actions intersectorielles et multi-acteurs

### UNE EFFICACITÉ LIMITÉE PAR LA FRAGMENTATION DES ACTIONS CLIMATIQUES ET D'ÉGALITÉ DE GENRE

L'analyse réalisée pour ce rapport met en évidence une faible coordination intersectorielle entre les acteurs impliqués dans les politiques du climat, du genre, du développement rural, de la gestion environnementale, de la santé, de l'agriculture, de l'éducation et de l'aménagement du territoire.

Cette fragmentation se traduit par :

- des politiques élaborées parfois peu articulées entre les ministères et institutions ;
- un manque de communication et de partage de données entre acteurs ;
- l'absence ou la faiblesse de mécanismes de concertation réguliers ;
- des interventions de terrain souvent dupliquées, contradictoires, ou déconnectées des réalités locales ;
- un déficit de coordination entre les acteurs étatiques, les ONG, les organisations communautaires, les acteurs économiques et les partenaires techniques et financiers.

Dans ce contexte, les questions de genre et de changement climatique, qui nécessitent intrinsèquement une approche transversale, restent insuffisamment intégrées dans les mesures d'adaptation et d'atténuation.

Des efforts notables ont été effectués durant les dernières années, avec la nomination de points focaux dans les ministères et grands projets, le travail effectué par le Groupe Thématique Changement Climatique travaillant à la fois avec des institutions, ministères, chercheurs, la société civile, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers (plus de 50 institutions membres)



# Intégrer le Plan d'Action Genre de Belém (COP30 2025) dans les politiques climatiques malagasy: recommandations



Le nouveau Plan d'action Genre adopté à Belém nous donne enfin un cadre international qui dit haut et fort ce que les féministes, les défenseuses environnementales et les communautés affectées répètent depuis des années : le climat n'est pas "neutre", et les réponses climatiques encore moins. Ses priorités : renforcer les données, garantir la participation, protéger les femmes qui défendent leurs territoires, financer autrement et surveiller les progrès ; résonnent particulièrement avec les réalités malgaches. Les cyclones, la sécheresse, la migration climatique, l'économie bleue, les violences et la précarité économique touchent les femmes en première ligne, souvent sans visibilité statistique, sans protection institutionnelle et sans voix dans les décisions. S'aligner sur Belém n'est donc pas un exercice bureaucratique : c'est une opportunité politique, presque un devoir moral, pour que les politiques climatiques nationales répondent enfin aux vécus réels.



© - 2025 - Clément Beaudouin. Tous droits réservés. Licence accordée à PPI - People Power Inclusion sous conditions.

**Première urgence : les données.** Le Plan de Belém insiste sur des données désagrégées par sexe, âge, territoire, situation socio-économique. Cela fait écho à un manque criant chez nous. Sans chiffres, les femmes de la pêche artisanale, les adolescentes en déplacement climatique, les agricultrices frappées par les sécheresses ou les victimes de VBG dans les abris post-cyclones restent invisibles. Nous recommandons donc de structurer un système national de données Genre/Climat en s'appuyant sur l'INSTAT, le BNCREDD+ , les collectivités et aussi de soutenir les actions de la coalition Genre et Justice Climatique dont les travaux existent déjà mais ne sont pas encore valorisés ni institutionnalisés.



**Deuxième pilier : la participation et la sécurité.** Belém reconnaît explicitement le droit des femmes et des jeunes femmes à participer aux décisions climatiques et à être protégées, y compris contre les violences, physiques, structurelles ou numériques, auxquelles elles s'exposent lorsqu'elles prennent la parole. Pour Madagascar, cela signifie garantir des sièges aux femmes dans les instances nationales climat, financer leur participation aux COP, protéger les défenseuses environnementales et créer un mécanisme de plainte ou de signalement en cas de harcèlement lié à l'activisme. Les réseaux féministes, les jeunes, les communautés littorales et les régions vulnérables ne doivent plus être consultés "en dernier" : ils doivent être autour de la table dès le début.

Le Plan de Belém met aussi en avant la **cohérence institutionnelle**, point où Madagascar a énormément à gagner. Les politiques climat, égalité, SDR, gestion des risques, paix et biodiversité avancent souvent en parallèle, sans se parler. Le Plan offre l'occasion de créer un mécanisme national de coordination Genre/Climat : un espace qui relie les points focaux CCNUCC et Genre, le MEDD, le MPS, le BNGRC, les collectivités et la Coalition Genre & Climat. Cela éviterait que les VBG en abris, les migrations climatiques, la sécurité alimentaire, l'économie bleue ou la consolidation de la paix restent traitées en silos, alors qu'elles sont totalement interconnectées dans les vies des femmes.

Sur la **finance climat**, Belém va dans le sens des demandes de la société civile : un financement qui arrête de prétendre être "neutre" et qui assume les inégalités qu'il doit réparer. Ce plan donne à Madagascar un levier pour exiger des partenaires techniques et financiers des budgets explicitement genrés, des indicateurs sensibles au genre, et des projets co-construits avec les communautés concernées. Dans l'économie bleue, l'eau, l'énergie, l'agriculture ou l'adaptation communautaire, les femmes ne doivent pas être de simples "bénéficiaires", mais des actrices qui décident des priorités.





Enfin, Belém demande aux pays de **documenter et de valoriser les innovations locales**. Et sur ce point, Madagascar a une richesse immense mais se doit d'investir également dans la recherche et la collecte de données. Les outils/méthodologies innovantes ne doivent plus rester dans les tiroirs : ils doivent entrer dans les documents officiels (CDN, PNCC, PNA, etc) être reconnus comme "bonnes pratiques nationales" et servir de modèles pour les collectivités et les écoles.

**S'aligner sur le Plan d'action Genre de Belém, c'est accepter que les femmes de Madagascar, rurales, littorales, jeunes, migrantes, artisanes, activistes, ne soient plus un chapitre ajouté à la fin d'un document climat. C'est mettre leur réalité, leur résilience et leurs solutions au centre des politiques publiques. Le climat change, Madagascar change, et nos politiques doivent changer avec elles. Le Plan de Belém nous donne un cadre : à nous de le traduire en transformation réelle sur le terrain.**



# PLAIDOYER POUR UNE COORDINATION GENRE ENTRE LES TROIS CONVENTIONS DE RIO: UNE NÉCESSITÉ STRATÉGIQUE POUR MADAGASCAR

La crise climatique, l'effondrement de la biodiversité et la dégradation des terres ne sont pas trois problèmes séparés à Madagascar : ce sont trois facettes d'une même réalité vécue au quotidien par les femmes et les communautés locales. Dans les régions littorales, les cyclones ravagent à la fois les écosystèmes, les moyens de subsistance, les infrastructures et les mécanismes de protection sociale.

Dans le Sud, la désertification, la perte des sols et la sécheresse prolongée se combinent aux migrations internes, à l'insécurité alimentaire et aux violences basées sur le genre. À ce titre, coordonner les trois Conventions de Rio ( Climat (CCNUCC), Biodiversité (CBD) et Désertification (UNCCD) ), n'est pas une recommandation technique : c'est une condition pour construire des politiques réellement adaptées aux réalités malgaches et cohérentes avec les enjeux de genre et d'équité.

Les deux autres conventions possèdent déjà leurs propres orientations et directives sur l'égalité de genre, qui complètent et renforcent celles du Plan d'action Genre de la CCNUCC. La Convention sur la Biodiversité (CBD) a adopté en 2022 le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, qui inclut explicitement l'égalité de genre, la participation pleine et effective des femmes dans la gouvernance de la biodiversité et la reconnaissance de leur rôle dans la gestion durable des ressources.

Les directives de la CBD soulignent que les femmes ; notamment rurales, autochtones et jeunes ; sont des gardiennes essentielles des savoirs traditionnels, de la conservation communautaire et des ressources génétiques, et que leur exclusion aggrave la perte de biodiversité.



De même, la Convention sur la Désertification (UNCCD) a adopté un Gender Action Plan spécifique, qui appelle les États à intégrer le genre dans la gestion des terres, la restauration des sols, la lutte contre la sécheresse et la gouvernance foncière. Ce GAP insiste sur les droits fonciers des femmes, leur rôle central dans les systèmes agroforestiers et l'importance d'alléger leur charge de travail dans les zones où la dégradation des ressources naturelles augmente.



Pour Madagascar, ces engagements sont particulièrement pertinents : la biodiversité est la base même de l'économie verte, du tourisme, de la santé des écosystèmes et des moyens de

subsistance des femmes rurales. La dégradation des terres dans le Sud et l'Est exacerbe les inégalités de genre en réduisant l'accès à l'eau, au bois, aux terres cultivables et aux revenus, tout en augmentant les risques de violence, d'exploitation et de migration forcée. Une coordination entre les trois Conventions permettrait d'éviter les silos actuels entre climat, biodiversité, SDRS, sécurité alimentaire, VBG, foncier et gestion des risques, en alignant le PNCC, la stratégie REDD+, les plans de restauration des paysages, la stratégie nationale biodiversité et la politique foncière autour d'objectifs partagés et sensibles au genre.

Un autre enjeu central pour Madagascar réside dans la gouvernance locale et communautaire. Les Conventions de Rio reconnaissent toutes le rôle essentiel des communautés et populations autochtones dans la gestion durable des ressources, un point crucial dans un pays où les femmes assument une part disproportionnée du travail lié à l'eau, au bois, à la collecte, à l'agriculture et à la pêche artisanale. Une coordination Genre/Rio offrirait l'occasion de renforcer les initiatives communautaires : gestion locale des aires marines (MIHARI), pratiques agroécologiques portées par les femmes, solutions fondées sur la nature dans les zones côtières ou forestières, approches de restauration des terres pilotées par les groupements féminins, et gouvernance inclusive des ressources.

En articulant ces initiatives aux trois Conventions, Madagascar pourrait mieux valoriser les savoirs locaux, mobiliser des financements et donner un cadre institutionnel solide aux innovations portées par les femmes.

Enfin, renforcer cette coordination est aussi une opportunité politique : cela permettrait à Madagascar de maximiser les financements internationaux, de consolider les alliances entre ministères, OSC et communautés, et de valoriser ses innovations locales (agroécologie, économie bleue, gestion communautaire des ressources, outils pédagogiques et approches féministes de résilience).

**À travers l'intégration Genre/Climat/Biodiversité/Désertification, Madagascar peut se positionner comme un pays pionnier de la justice climatique féministe et écologique, en montrant que l'avenir du pays dépend autant de la restauration des écosystèmes que du pouvoir donné aux femmes pour y participer pleinement.**

# OPPORTUNITÉS DE PARTENARIAT ET DIALOGUE RENFORCÉ



La Coalition Genre et Justice Climatique a entamé un travail de partenariats notamment dans la perspective de renforcer le dialogue entre OSC, ministères, partenaires techniques et financiers et institutions.

Ce travail a notamment abouti à:

- La participation aux consultations sur genre dans le cadre de la mise à jour de la Contribution Déterminée Nationale (CDN) de Madagascar;
- L'intégration du Groupe Thématique Changement Climatique (GTCC) afin de pouvoir mettre en avant la Coalition et entamer des partages avec de nombreux acteurs
- L'intégration de nouveaux membres dans la Coalition afin de diversifier les expertises et augmenter le poids de notre plaidoyer.

*La Coalition Genre et Justice Climatique travaille de plus en plus avec des coalitions internationales et est en lien notamment avec WEDO - Women's Environment & Development Organization, le réseau FemNet ou encore le WGC - Women and Gender Constituency. La Coalition Genre et Justice Climatique est également en train d'adhérer au Climate Action Network, plus grand réseau d'OSC liées au climat (plus de 1900 membres).*

*De plus, la Coalition Genre et Justice Climatique est appuyée par le Projet REJIC (Renforcement des Capacités pour la Justice Climatique et l'Égalité de Genre) financé par l'Union européenne. Ce projet permettra de renforcer les liens de la Coalition avec de nombreux ministères via des formations notamment.*

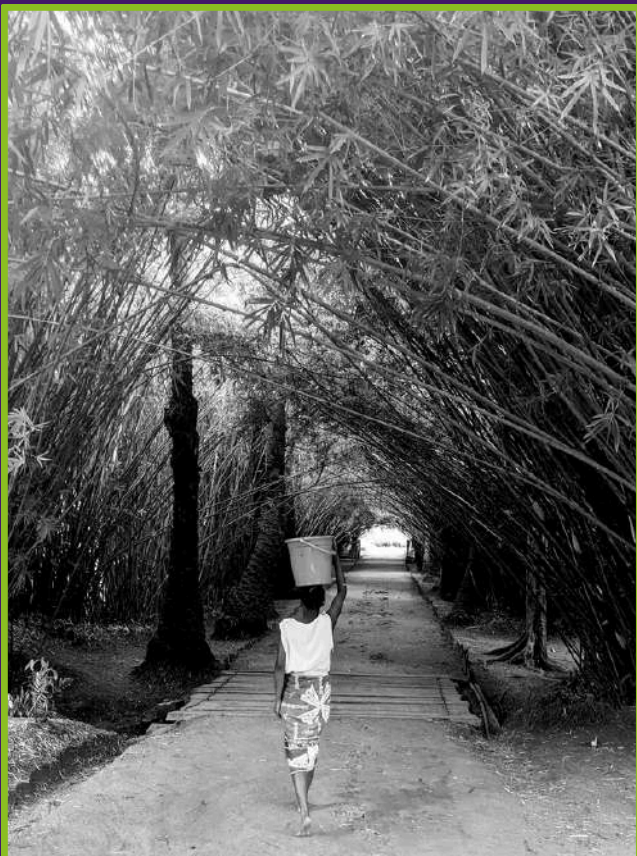


© 2025 - © Planète Urgence. Tous droits réservés. Licence accordée à PFI - People Power Inclusion sous conditions.

**En renforçant progressivement ses liens avec différents réseaux mais également en interne via le Projet REJIC, la Coalition Genre et Justice Climatique de Madagascar vise à se structurer afin de dialoguer à l'échelle nationale, régionale et internationale pour travailler sur les questions de genre et justice climatique et d'effectuer un plaidoyer inclusif.**



**« Depuis que mon mari est parti travailler à Toliara après les cyclones qui ont détruit nos récoltes, c'est moi qui dois tout faire : trouver de l'eau, cultiver ce qui reste du champ et m'occuper seule des enfants malades. Quand le vent souffle, je suis la seule responsable du bétail qui est le seul bien qui nous reste. Je prie pour qu'il n'y ait pas une autre sécheresse avant qu'il ne revienne. »**



**Voahirana  
Mère de famille**

*Propos recueillis dans le cadre de la Cartographie Genre & Climat réalisée dans le cadre du Projet REJIC*



© - 2025 - People Power for Inclusion Océan Indien. Tous droits réservés. Licence accordée au consortium PPI OI - GREEN - AIKA sous conditions.

# 8

## CONCLUSION





## Vision à long terme: vers une gouvernance climatique inclusive et équitable

La vision à long terme pour Madagascar repose sur la construction d'une **gouvernance climatique fondée sur l'équité, l'inclusion et la justice sociale**, où femmes, hommes, jeunes et groupes vulnérables participent pleinement à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des politiques climatiques. Cette vision ambitionne de transformer la réponse nationale au changement climatique en une dynamique collective, où les voix traditionnellement marginalisées deviennent des moteurs de résilience et d'innovation.

### UNE GOUVERNANCE CLIMATIQUE CENTRÉE SUR L'ÉQUITÉ DE GENRE

L'intégration du genre ne doit plus être perçue comme un volet transversal, mais comme un **levier stratégique de développement durable**. À long terme, Madagascar vise à institutionnaliser l'analyse genre dans toutes les politiques et stratégies climatiques nationales, régionales et locales. Cela implique :

- la **parité** dans les instances décisionnelles liées au climat ;
- la **formation systématique** des acteurs publics et communautaires sur l'approche genre-climat ;
- la **production de données désagrégées** et la valorisation des savoirs locaux féminins pour orienter les décisions fondées sur des preuves.

### UNE PARTICIPATION INCLUSIVE ET DÉCENTRALISÉE

La gouvernance climatique de demain doit être participative, ancrée dans les territoires et respectueuse des diversités culturelles et sociales. Les collectivités locales deviendront les pivots d'une action climatique équitable, soutenue par des mécanismes de financement sensibles au genre. Les femmes rurales, souvent en première ligne face aux catastrophes climatiques, seront reconnues comme actrices de solutions, et non plus uniquement comme bénéficiaires de projets.





## UNE ÉCONOMIE CLIMATIQUE JUSTE ET TRANSFORMATIVE

L'objectif est de favoriser l'accès égalitaire aux ressources, aux technologies vertes et aux financements climatiques internationaux, tout en veillant à la redistribution équitable des bénéfices issus des politiques d'atténuation et d'adaptation.

## UNE VISION INTERGÉNÉRATIONNELLE ET RÉSILIENTE

Cette gouvernance se veut intergénérationnelle, en intégrant la jeunesse comme catalyseur de changement et en renforçant la transmission des savoirs traditionnels. Elle aspire à une société malagasy résiliente, équitable et consciente de ses responsabilités écologiques, où l'équilibre entre les genres est considéré comme une condition essentielle de durabilité.

Madagascar se projette vers un futur où la justice climatique et l'égalité de genre constituent les fondements d'un nouveau contrat social. Cette gouvernance inclusive ne se limite pas à la représentation symbolique, mais vise une transformation structurelle des rapports de pouvoir, afin que chaque citoyen et citoyenne contribue, à égalité, à la construction d'un avenir climatique juste et prospère.





© - 2025 - Clément Beaudouin. Tous droits réservés. Licence accordée à PPI - People Power Inclusion sous conditions.

# RAPPORT GENRE ET CLIMAT

## MADAGASCAR-2025

*Coalition Genre et Justice Climatique*



Financé par  
l'Union européenne

